



Zyniker statt Konservative

In der ADR machen die Nationalisten von *Nee* und *Wee* Karriere. Auf dem Parteikongress in Roeser wurde aber auch Französisch und Englisch gesprochen

Seize voitures, une place de parking

L'autopartage pourrait changer la façon dont nous occupons l'espace public. Le principe peine encore à s'imposer, mais peut devenir un outil d'aménagement des communes

Le baptême du feu

La valse-hésitation de la ministre Backes sur la publicité des sanctions sème le doute sur leur efficacité et sur la probité du centre financier

Les banques centrales prises dans l'étau

Le conflit en Ukraine accentue la menace de stagflation. La BCE et le Fed jugulent le risque en jouant sur les taux

Tripartite Mécanique

L'ombre du député socialiste Dan Kersch a plané sur les négociations tripartites cette semaine. Décryptage de deux journées de négociations

Photo : Jessica Theis



Mécaniques tripartites

Bernard Thomas



Xavier Bettel à Senningerberg, ce mardi



Le ministre de l'Économie, Franz Fayot

Tricéphale

La vraie tripartite s'est jouée entre les trois partis du gouvernement, en amont des réunions marathons au Senningerberg ce mardi et mercredi. Le DP s'inquiétait surtout pour le diesel professionnel et les recettes du tourisme à la pompe. Le LSAP s'angoissait à l'idée d'une modulation de l'index, électoralement très périlleuse. Les Verts craignaient une réduction des accises sur les carburants et suivaient fébrilement le positionnement de leurs camarades allemands sur la « Spritbremse », pressant qu'un fléchissement des Grüne outre-Moselle minerait leur position de négociation.

Ces sept dernières années, le Premier ministre, Xavier Bettel (DP), ne cachait pas son peu d'estime portée à l'institution tripartite, qu'il considérait comme une relique junkcérienne. Pour faire plaisir aux fonctionnaires syndicaux, il avait convoqué à la va-vite quelques tripartites *light*, des joutes de PowerPoint sans enjeux ni effets. En décembre dernier, il humilia les syndicats, venus égrener leurs revendications, en

les interrompant par des petites phrases : « Vous savez ce que ça va coûter ?! ». Que Bettel ait cette fois-ci réussi à faire aboutir la lourde machinerie tripartite a donc étonné. Les participants évoquent des réunions méticuleusement préparées et élégamment chorégraphiées par le trio Bettel-Bausch-Fayot. Ces deux longues journées, rythmées par des pauses sandwich et des réunions syndicales en aparté, auront redonné un peu d'élan à une équipe gouvernementale qui semblait au bout du rouleau.

En fin de compte, il y a donc eu un compromis à la luxembourgeoise. Si les syndicats acceptent l'offre, le gouvernement aura réussi à s'acheter deux ans de paix sociale pour quelque 500 millions d'euros. Le DP et sa nouvelle ministre des Finances ont renoncé à des centaines de millions d'euros qui auraient pu servir à faire des beaux cadeaux électoraux en 2023. Déi Gréng ont gobé une subvention des énergies fossiles. Quant au LSAP, il franchit la « ligne rouge » de l'index, mais en se faisant escorter par l'ÖGBL.

Flip Flop

La dramaturgie syndicale a viré à la farce. Le week-end dernier, Romain Wolff, chef de la puissante CGFP, répétait son message sur tous les canaux : « Une modulation, une manipulation ou une abolition de l'index, c'est hors de question pour nous ! D'Bëtschel ass fett, loosst d'Fangere vum Index ! » Le président du syndicat des cheminots fit une « annonce claire » dans l'édition du *Signal* de ce mardi : « Touche pas à l'index, sinon les trains et les bus vont s'arrêter. » Mercredi matin encore, alors que les négociations entraient en seconde mi-temps, les présidents de l'ÖGBL et du LCGB couraient les matinales de 100,7 et de *RTL-Radio*, y déclarant solennellement qu'un changement du système de l'index ne trouvera pas leur accord. Mais le milieu politique devait se douter du bluff.

Mercredi dans l'après-midi, la baudruche syndicale s'est dégonflée : l'index sera bien manipulé, et les syndicats s'affichaient prêts à l'accepter. Alors que la tranche indiciaire prévue pour avril sera maintenue (son annulation n'avait d'ailleurs jamais fait l'objet de débats) ; celle d'août sera « repoussée » à avril 2023, mais « surcompensée » pour les petits et moyens revenus, via des crédits d'impôt. Xavier Bettel promettait que, grâce à ce système, certains ménages « comme besser ewech, wéi dat normalerweis de Fall wier ». Pour 2023, ce sera le même scénario : une tranche indiciaire maximum. Face à la presse, Nora Back et Romain Dury expliquèrent ce mercredi avoir « défendu » et « garanti » le mécanisme de l'index. De nouveau, c'est l'État qui règle la facture. Après avoir payé les salaires du secteur privé durant le Grand Confinement, le gouvernement vient de nationaliser l'index, du moins pour une partie de la population. (Sans préciser pour l'instant jusqu'à quels salaires ces compensations s'appliqueront.)

L'idée d'un index sélectif (« gedeckelten Index », dans sa version CSV) est aussi vieille que la Tripartite. Son dernier avatar se base sur des études du

Stateg, qui, depuis une quinzaine d'années au moins, pointe « les écarts d'inflation » entre les classes sociales. Dès 2008, l'institut statistique notait ainsi que les ménages pauvres « subissent une inflation plus élevée », c'est-à-dire qu'ils ressentent plus la pression des prix que les ménages riches, en particulier pour les « dépenses contraintes » comme l'alimentation, le logement et les produits énergétiques.

Il ne s'agit pas d'un accord définitif, mais Xavier Bettel a bien souligné que le « package » sera à prendre ou à laisser. Les détails seront encore peaufinés, les organes des syndicats consultés. Les délégués de l'ÖGBL avaient eu le mandat de défendre l'index. Ils devront expliquer mardi au Comité national en quoi les pistes dévoilées ce mercredi y sont conformes.

Ce n'est pas la première fois que les syndicats consentent à une manipulation de l'index. En 2006, Jean-Claude Reding y avait donné son aval, tout comme à la désindexation des allocations familiales (qui n'ont été réindexées qu'en janvier 2022). C'est qu'à ses yeux, la contrepartie gouvernementale fut immense : l'introduction du statut unique, qui allait durablement consolider l'assise de l'ÖGBL. Le deal de 2022 ressemble beaucoup à celui de 2010. Après avoir fait capoter les négociations en inventant la « tripartite ouverte », les syndicats avaient fini par accepter un délai minimal de douze mois entre deux tranches indiciaires. En 2013, le président de l'ÖGBL se sentit dupé et appela à « ne pas voter CSV », qui serait le parti des manipulateurs de l'index. En 2022, les syndicats sortent affaiblis de deux ans de pandémie, période durant laquelle ils se retrouvaient totalement marginalisés dans les processus décisionnels. (Qui se souvient encore de « l'ultimatum » lancé par la CGFP au gouvernement pour retirer le Covid-Check sur le lieu de travail ?) L'ÖGBL, le LCGB et la CGFP avaient donc un besoin pressant de se faire voir à la table des grands, comme partenaire « constructif ».

La délégation patronale de l'UEL



Le Fantôme de la Tripartite

Dan Kersch s'est imposé comme le nouveau 31^e homme de la majorité, celui qui fait et défait les deals, celui qui trace les lignes rouges et fixe les conditions. Ceux qui pensaient qu'après son départ du gouvernement, l'ancien Vice-Premier ministre comptait s'endormir confortablement sur les bancs parlementaires l'avaient sous-estimé. Cette semaine, Kersch s'est propulsé au centre du jeu politique. En menaçant de voter contre la majorité en cas de non-accord avec les syndicats, il planait comme un fantôme au-dessus de la Tripartite. Les ministres socialistes se retrouvaient, eux, dans la situation humiliante de devoir quémander l'accord de leur ancien chef, auquel Georges Engel et Paulette Lenert doivent leur carrière ministérielle. (Le ministre du Travail, Georges Engel, n'avait initialement pas figuré sur la liste des participants diffusée par le Service information et presse, il fut intégré à la dernière minute dans la délégation gouvernementale.)

Opérateur politique irréductible, Kersch n'aura pas eu de mal à s'imposer comme *power broker* au sein d'une fraction parlementaire quasi exclusivement composée de poids plumes politiques. Entre un Franz Fayot sous la pression des entreprises et une Paulette Lenert très distante du milieu syndical, il est apparu cette semaine comme dernière bouée de sauvetage politique de l'ÖGBL. La question des relations entre le parti et son syndicat (respectivement le syndicat et son parti) divise la gauche depuis 1921. La Tripartite de 2022 marque un retour aux sources pour Kersch. Aux congrès socialistes de 2010 et 2011, alors que la Tripartite venait d'imploser, il s'était profilé comme chef de file des « Lénks-Sozialisten », et semblait même brièvement menacer la stabilité gouvernementale. (Un siège au Conseil d'État, que l'intéressé accepta en 2011, avait suffi à calmer ses ardeurs.) Cette semaine, l'épreuve de force entre Kersch et Fayot a pu être évitée de justesse par un ÖGBL qui s'est montré plus accommodant que prévu.

Don't Look Up

Sur le front fossile, les syndicats auront eu partiellement gain de cause : Le gouvernement a promis d'introduire une ristourne de 7,5 centimes par litre d'essence, de diesel et de mazout, et ceci jusqu'au 31 juillet. D'un point de vue climatique, le symbole est désastreux : L'État subventionne directement les émissions de CO₂. En amont de la Tripartite, la ministre des Finances, Yuriko Backes (DP), fit concocter des graphiques par ses fonctionnaires, détaillant la fonte du différentiel de prix du diesel professionnel par rapport aux pays voisins. Rue de la Congrégation, la perspective d'un sevrage des recettes du tourisme à la pompe provoque toujours des sueurs froides. Alors que la France et la Belgique venaient d'introduire une « remise à la pompe » et que l'Allemagne évoquait un « Tankrabbat », la discussion au sein de la coalition était vite tranchée.

Même si le montant de la ristourne est plus bas qu'en France (15 centimes) et en Allemagne (où on évoquait ce jeudi 30 centimes sur l'essence et 14 sur le diesel), ce fut une couleuvre à avaler pour les Verts, dont l'idéologue en chef, François Bausch, semblait quelque peu embarrassé lors de la conférence de presse ce mercredi : « On pourrait dire que c'est en contradiction avec d'autres priorités que nous nous sommes fixées, par exemple la crise climatique. Mais il faut pouvoir prendre du recul pendant quelques mois par rapport à cette crise. » Heureusement pour les Verts que le sujet reste très peu politisé au Grand-Duché. En amont de la Tripartite, on n'aura ainsi pas entendu un mot de la part du Mouvement Écologique.

Les syndicats luxembourgeois restent empêtrés dans le paradigme fossile. Samedi dernier, Romain Wolff adoptait un ton mi-indigné, mi-ironique lorsqu'il s'adressait au congrès du syndicat des postiers : « Au lieu de faire des propositions constructives pour lutter contre la hausse des prix, on nous a expliqué qu'il existait une solution... tech-no-lo-gique. À savoir le vélo... Mais c'est génial ! » Des rires fusaient dans la salle. Wolff prit un air grave : « On s'attendait à plus ». Puis de préciser sa liste des vœux : baisses radicales des accises et de la TVA sur les carburants,

augmentation de la *Pendlerpauschale*, moratoire sur la taxe carbone...

Un cabinet d'horreurs climatiques qui formera l'ossature des revendications syndicales lors de la Tripartite de ce mardi et mercredi. Le contraste entre les syndicalistes luxembourgeois et leurs camarades allemands est frappant. Le chef du DGB critiquait ainsi le « Tankrabbat » comme « une chose merveilleuse pour l'industrie pétrolière et les conducteurs de quatre-quatre qui pourraient aussi bien payer trois euros pour l'essence ».

« C'est inadmissible qu'on veuille profiter de la situation pour dire : Maintenant il faut qu'ils [ceux qui n'ont pas les moyens] montent dans les trains », s'indignait Patrick Dury ce mardi sur la matinale de *RTL-Radio*. À la question comment accélérer la transition énergétique, le président du LCGB parlait vaguement d'efficacité pour laquelle il faudrait « le temps nécessaire ». Le LCGB n'a manifestement pas pris la mesure de l'urgence climatique. De toute manière, précisait Dury, ce ne serait pas aux syndicats, mais au gouvernement d'élaborer « un concept » climatique.

En 2019, Nora Back avait marché en tête de la manifestation « United for Climate Justice ». Trois ans plus tard, elle appelle l'État à subventionner massivement la consommation des produits d'énergie fossile, y compris pour les « normal Stierflech », c'est-à-dire la classe moyenne, dont « le pouvoir d'achat » serait « grignoté » par la hausse des prix. Le discours climatique de l'ÖGBL reste nébuleux. Dès octobre, l'ÖGBL demandait ainsi « la suspension de l'augmentation prévue de la taxe CO₂ » et son « report » ... « à plus tard ». Nora Back ne fait pas la différence entre « bonnes » hausses des prix, celles qui sont fiscalement dirigées et socialement compensées, et les « mauvaises » hausses, celles qui sont subies par les populations, celles aussi qui renflouent les caisses des régimes autocratiques. Cette confusion permet aux organisations patronales de présenter les syndicats comme dépassés et rétrogrades. Le mouvement syndical luxembourgeois risque aujourd'hui de durablement se couper de la jeune génération marquée par Fridays for Future.

Représentants syndicaux lors de la Tripartite





Polestar 2

100% électrique



Réservez votre essai
chez Polestar Luxembourg



polestar.com

LEITARTIKEL

Looking for justice

Sarah Pepin

Für heute um 14 Uhr ruft Youth for Climate Luxembourg (YFCL) auf der Place Clairefontaine erneut zum Klimastreik auf, etwa 3 000 Menschen werden erwartet. Nach einer pandemiebedingten Pause ist es die zweite Demo, die in Präsenz stattfinden darf. Gerade jetzt, wo sich alles lockerer anfühlen müsste, befinden wir uns schon mitten in der nächsten Krise: Krieg in Europa. YFCL unterstützt die globalen Friedensbewegungen und fordert „ein Ende aller Kriege“.

Für die Generation der unter 20-Jährigen ballt sich gerade einiges. Generation Z und Generation Alpha haben die letzten beiden Jahre im Unterricht Masken getragen, auf Klassenfahrten und Nachtleben verzichtet, um die älteren Generationen und verwundbare Menschen zu schützen. Die meisten haben dies getan, ohne groß zu meckern. Es ging immerhin um Solidarität, ein Wort, das die letzten Jahre fast ein wenig an Schlagkraft verloren hat, so oft wurde es von der Politik herangezogen, um die Corona-Maßnahmen zu rechtfertigen.

Was gibt es im Gegenzug? Wo bleibt die Solidarität mit denen, die den ganzen Mist am längsten austragen müssen? Entschuldigen Sie die Karikatur, doch die Boomer scheinen sich vorrangig um die fossile Versorgung ihrer BMWs zu sorgen und ob sie künftig noch 130 Stundenkilometer auf der *Nordstrooss* fahren dürfen. Derweil nennt Mobilitätsminister François Bausch (Déi Gréng) den autofreien Sonntag auf *RTL* „Symbolpolitik“. Er sei kein großer Fan davon.

In der Antarktis sind es normalerweise um diese Zeit minus 50 Grad. Ende letzter Woche zeigte das Thermometer minus elf Grad an. Babies, die 2020 geboren wurden, werden voraussichtlich zwischen vier und sieben Mal mehr extreme Hitzewellen erleben als Menschen, die 1960 geboren wurden. Wer auf die Suche nach Gerechtigkeit geht, der wird in der modernen Welt kaum fündig werden.

Der Krieg in der Ukraine zeigt mehr denn je, wie verschränkt die Probleme unserer Zeit sind. Wie abhängig wir immer noch von fossilen Energien sind. Einfache Lösungen gibt es nicht, doch die Hypokrisie des Westens bleibt flagrant. Wenn etwa Boris Johnson nach Saudi-Arabien reist, um mehr Ölexporten zu sichern. Das Land hat kürzlich 81 Menschen an einem Tag hingerichtet. Man drückt halt gerne mal ein Auge zu, wenn es ums Geld geht.

Kein Wunder, dass auch bei den Klimaaktivisten gemischte Stimmung herrscht. Die Motivation ist zurückgekehrt, auch Freude, dass die Bewegung sich wieder treffen kann. Doch Sarah Muller, 20 Jahre alt und Aktivistin beim YFCL, hat in ihrem Umfeld auch beobachtet, wie einst sehr engagierte junge Erwachsene sich in den letzten zwei Jahren zurückgezogen haben. „Bei vielen sind die Zukunftsängste gewachsen. Sie mussten kürzer treten, um ihre seelische Gesundheit zu schützen.“

Der im Oktober erschienene Unicef-Bericht zur psychischen Verfassung von Kindern und Jugendlichen ist ernüchternd: „Aktuellen Schätzungen zufolge lebt jeder siebte junge Mensch zwischen zehn und 19 Jahren mit einer diagnostizierten psychischen Beeinträchtigung oder Störung wie Angstzuständen, Depressionen oder Verhaltensauffälligkeiten.“

Sarah Muller sagt, sie finde es frustrierend, dass keine richtigen Lehren aus den Krisen gezogen würden. Keine nachhaltigen. Natürlich habe sie weiter Hoffnung, sei aber der Ansicht, dass YFCL in ein paar Jahren nicht mehr gegen den Klimawandel auf die Straße gehen, sondern schauen wird, wie man sich ihm anpassen kann. Der Idealismus weicht dem Pragmatismus. Die Frage, wer in wessen Schuld steht, stellt sich dringlich.

U M W E L T

Jahrelang belastet

„Unser Grundwasser ist durch menschliche Aktivitäten gefährdet. Es ist höchste Zeit, dass alle zum Schutz der wertvollen Ressource beitragen.“ So Umweltministerin Carole Dieschbourg (Grüne) am Dienstag anlässlich des Weltwassertags. Ganz neu ist der Befund nicht: Von den 44 Millionen Kubikmetern Trinkwasser, die jährlich in Luxemburg verbraucht werden, kommen 55 Prozent (oder 24 Millionen Kubikmeter) aus Quellen. Der Rest wird nach Aufbereitung aus dem Stausee gewonnen. Von den 250 Quellen aber sind hundert außer Betrieb – sie genügen den Qualitätsanforderungen an Trinkwasser nicht. Dadurch stehen 13 000 Kubikmeter pro Tag (oder 4,7 Millionen im Jahr) nicht zur Verfügung. Wären alle Quellen intakt, könnte die aus ihnen insgesamt bezogene Menge um 20 Prozent höher sein. Der Ausfall von 13 000 Kubikmetern täglich entspricht laut Umweltministerium dem Bedarf von 65 000 Haushalten – rein zahlenmäßig fast ein Viertel der 269 909 Haushalte, die es laut Statec Anfang 2021 gab.

Als „menschliche Aktivitäten“, die für schlechte chemische Qualität mancher Quellwasser sorgen, nennt das Umweltministerium „die Ausbringung von Düngern und den Spritzen von Pflanzenschutzmitteln auf Agrarflächen“. Ändern soll sich das über die Ausweisung von Quellenschutzgebieten, in denen Verbote und Auflagen gelten und Landwirtschaftsbetriebe Unterstützung für Ertragsausfälle erhalten. Doch die Ausweisung der Schutzgebiete begann erst 2014. Bis dahin bestand lediglich eine Schutzzone um den Stausee. Mittlerweile wurden 44 Schutzgebiete festgelegt. Für weitere acht läuft die Prozedur, die Ausweisung 30 zusätzlicher Zonen wird geprüft. Die Erholung der Quellen aber braucht Zeit. Wie das Wasserwirtschaftsamt dem *Land* erklärte, kann sie Jahrzehnte dauern. Ausgewirkt habe sich aber schon das 2015 erlassene Verbot des Mais-Herbizids S-Metolachlor landesweit und des Raps-Herbizids Metazachlor in den Schutzzonen: Dadurch hätten „einige“ Quellen mittlerweile wieder in Betrieb genommen werden können, in denen die zulässigen Grenzwerte nur knapp überschritten wurden. In den stark betroffenen Quellen dagegen liege Belastung bis zu 20 Mal höher als erlaubt (Foto: Patrick Galbats). pf

P E R S O N A L I E N

François Bausch,

Verteidigungsminister (Grüne), lobte im *RTL-Radio* das neue Verteidigungskonzept der EU, das am Montag angenommen wurde. Er gab sich gleichzeitig Mühe, den Eindruck zu zerstreuen, bei einer geplanten 5 000 Mann starken Kampftruppe handle es sich um eine „EU-Armee“. Denkbar seien vielmehr Einsätze, die mit der Evakuierung von Personen im August 2021 aus Kabul vergleichbar

wären, wenn man die „selber durchgeführt“ hätte. Dagegen zitierte die deutsche Presse Bauschs Berliner Amtskollegin Christine Lambrecht mit der Aussage, die neue schnelle Eingreiftruppe, die bis 2025 einsatzfähig sein soll, sei das „militärische Herzstück“ im EU-Verteidigungskonzept. Bauschs Lesart wiederum passt dazu, dass er sich die Beteiligung Luxemburgs daran „eher in Form von Transport- und Kommunikationsunterstützung“ vorstellen kann. pf

Stéphanie Majerus,

Land-Redakteurin und studierte Religionsanthropologin, hat am Dienstag an der Universität Fribourg (Schweiz) ihre Doktorarbeit zum Thema „Ackerbau des Lebendigen – Tier-, Landbau- und Wissenschaftsverständnis der biodynamischen Landwirtschaft“ verteidigt. Die Jury vergab einen *insigni cum laude*. pf

P O L I T I K

Gelegenheit ergriffen

Twitter-Nutzern war die Schatzmeisterin der Piratenpartei, Lucie Kunakova, Anfang der Woche durch das Liken von Tweets aufgefallen, die in manipulierten Fotos den ukrainischen Präsidenten mit einem Hakenkreuz-Trikot in der Hand zeigten. Damit zog sie ihre Partei in Misskredit. Am Mittwoch ergriffen die Piraten die Chance, eine schönere Geschichte zu erzählen: Sie berichteten, dass Staatsminister Xavier Bettel (DP) es ihnen schriftlich gegeben hat, das Urteil des Verwaltungsgerichts vom 3. Februar zu akzeptieren. Vor zwei Jahren hatte er die Piraten aufgefordert, einen Teil der 2018 erhaltenen Zuschüsse zur Parteienfinanzierung zurückzuzahlen, nachdem der Rechnungshof Unregelmäßigkeiten in ihrer Buchführung festgestellt hatte. Dagegen klagten die Piraten, das Verwaltungsgericht in erster Instanz gab ihnen recht.



Weil es im Kern um Spenden ging, erklärten die Piraten in ihrer Pressemitteilung, sie hätten „jede Spende transparent in der Bilanz aufgeführt“. Und weil die Gelegenheit sich nun mal bot, schoben sie nach, es bleibe „im Nachhinein die Frage, ob die anderen Parteien in der Vergangenheit ihre Spenden immer richtig deklariert haben“. pf

P A N D E M I E

Naja, Corona

Die Sieben-Tage-Inzidenz der Covid-Neuinfektionen stieg Mitte der Woche auf 1 081 und lag damit ähnlich hoch wie Anfang Januar. Nach wie vor aber sind die Kliniken wenig beansprucht: In der Normalversorgung waren 33 Patient/innen hospitalisiert, auf Intensivstationen vier. Der Direktor des Gesundheitsamts, Jean-Claude Schmit, erklärte das vor einer Woche im *RTL-Radio* einerseits damit, dass die Omikron-Subvariante BA.2 „relativ harmlos“ sei, andererseits bestehe „in der Gesellschaft mittlerweile eine ziemlich hohe natürliche Immunität“. Die bis auf wenige Ausnahmen abgeschaffte Maskenpflicht habe mit der Zunahme der Neuinfektionen nichts zu tun: „Die war vorher schon da.“ Für den nächsten Herbst rechnet Schmit mit einer neuen Covid-Welle. Vielleicht mit einer Variante, „die noch weniger gefährlich ist als Omikron“, vielleicht aber auch mit einer aggressiveren. Deshalb sei es wichtig, das Impfpflicht-Gesetz vorzubereiten. pf

M O B I L I T Ä T

Kein Subventionsexport

Dass die Zuschüsse *Clever fueren* zum Kauf von Elektroautos, Pedelecs und Fahrrädern bis Ende März 2024 verlängert werden, hat die Regierung schon mitgeteilt. Im Verordnungsentwurf dazu,

der sich *um Instanzzewee* befindet, ist noch zu lesen, dass ein bezuschusstes Elektroauto künftig mindestens zwölf statt bisher sieben Monate gehalten werden muss, ehe es weiterverkauft werden darf. Denn „oft“ sei der Wertverlust eines neuen E-Autos nach sieben Monaten kleiner als der Zuschuss. Die neue Mindestdauer solle einen „Export“ der Subventionen unterbinden. Das um Erläuterungen gebetene Umweltministerium, das für die Prämienvergabe zuständig ist, teilte mit, seinen Informationen nach seien „in Einzelfällen“ bezuschusste Autos ins Ausland weiterverkauft worden. „Nicht etwa nach Deutschland, sondern weiter weg.“ Modellrechnungen hätten ergeben, dass der Wertverlust eines E-Autos nach zwölf Monaten groß genug ist, dass es keinen Subventionsexport mehr geben und sich niemand am Weiterverkauf bereichern könne. In der Praxis werden die Zuschüsse erst nach Ablauf der Mindest-Haltedauer ausgezahlt. pf

S O Z I A L E S

Die lieben Kleinen

Luxemburger Kindern scheint es an Möglichkeiten zur Mitbestimmung zu fehlen. Das stellt der erste Luxemburger „Kinderbericht“ fest, den Wissenschaftler/innen der Unis Luxemburg und Tübingen und des Forschungsinstituts Liser im Auftrag des Schul- und Jugendministeriums erstellt haben. Für den Bericht wurden Kinder bis zum Alter von zwölf Jahren befragt. Alles in allem gaben sie an, sich sicher und gut umsorgt zu fühlen. An Entscheidungen, ihren Alltag betreffend, beteiligt zu sein, schätzten Zwölfjährige allerdings geringer ein als Achtjährige. Was die Autor/innen des Berichts „besonders überrascht“ hat. pf

175 Euro pro Sitzung

175 Euro sollten Psychotherapeut/innen pro Sitzung von 50 bis 60 Minuten Dauer berechnen, empfiehlt ihr Dachverband

Fapsylux. Das sei, so Fapsylux-Präsidentin Delphine Prüm zum *Land*, „laut unseren Berechnungen das Minimum, das freiberuflichen Therapeuten ein Einkommen sichert, das einem Gehalt für Berufe mit Master-Abschluss gleichkommt“. Mit den sich seit 2018 hinziehenden Verhandlungen mit der CNS über eine Kassen-Psychotherapie und deren Rückerstattung habe die Empfehlung „nicht direkt“ etwas zu tun. Vielmehr herrsche bei den Therapeut/innen „Unklarheit über den richtigen Tarif“. Manche nähmen mehr, andere weniger als 175 Euro. Indirekt hat die Empfehlung aber doch mit den Verhandlungen zu tun: Prüm verweist darauf, dass Pspychiater laut Ärzte-Gebührenordnung pro Sitzung 202 Euro abrechnen. 88 Prozent davon zahlt die CNS den Patient/innen zurück. „Man kann es so sehen“, dass die 175 Euro ein taktischer Vorstoß sind, um der CNS zu signalisieren, was die Fapsylux will. Allerdings haben beide Seiten über Tarife noch nicht gesprochen. Weitgehend eing sind sie sich bisher über die Prinzipien einer Kassen-Psychotherapie. Über die Details noch nicht. Und die Tarife kommen erst danach. pf

D ' L A N D

Adaptation des prix

À partir du 1^{er} avril, le prix de vente du journal sera réévalué. L'augmentation sensible de nos frais de production, causée par l'évolution des coûts des matières premières et de l'énergie, nous a poussés à prendre cette mesure. Le prix de vente d'une édition du *Land* sera de cinq euros TTC, le prix d'un abonnement annuel de 180 euros TTC et celui d'un abonnement étudiant de 95 euros TTC. L'équipe du *Land* remercie son lectorat de sa fidélité et continue de lui proposer chaque vendredi sa vue sur l'actualité politique, économique et culturelle en toute indépendance, intelligence et élégance.

Blog

Zyniker statt Konservative

Peter Feist

In der ADR machen die Nationalisten von *Nee* und *Wee* Karriere. Auf dem Kongress in Roeser wurde aber auch Französisch und Englisch gesprochen



Der neue ADR-Präsident Fred Keup mit Ehrenpräsident Robert Mehlen (links von ihm), dem Abgeordneten Jeff Engelen und Staatsrätin Nicky Stoffel

Bald nachdem am Sonntag der ADR-Nationalkongress begonnen hat, wird eine Gedenkminute für unlängst verstorbene Parteimitglieder eingelegt. Minuten später stehen alle im Saal erneut auf und gedenken der Opfer des Krieges in der Ukraine. Ein solcher Bruch des Völkerrechts sei „inakzeptabel“, erklärt der scheidende Parteipräsident Jean Schoos. Seine „zaristische Begründung“ könne „in einem humanistischen und christlichen Europa nur ein *No-Go* sein“.

Dabei ist es gar nicht so lange her, dass die ADR viel Verständnis für Wladimir Putins „zaristischen“ Nationalismus aufbrachte. Ende 2015 wollte ihr Abgeordneter Fernand Kartheiser das Parlament dazu bewegen, die Aufhebung der EU-Sanktionen gegen Russland nach der Annexion der Halbinsel Krim zu verlangen und das „Statut“ der Krim neu zu bewerten. Dem *Wort* erzählte er am 5. März 2016, die Bevölkerung der Krim sei „hauptsächlich russisch“. Weshalb er „eher von einem Beitritt der Krim zu Russland und nicht von einer Invasion oder Annexion sprechen“ würde. Vielleicht auch von einer „nicht-provokativen Absicherung“ der Krim und allenfalls von einer „soft invasion“.

Solche Reden führt die ADR heutzutage verständlicherweise nicht. Sie verkneift sich aber Kritik an Russland, die aktenkundig würde: Eine Resolution, die ihr Kongress bei zwei Gegenstimmen und einer Enthaltung annimmt, ist voller Solidaritätsbekundungen an die Ukraine und ukrainische Flüchtlinge. Worte wie Russland, Putin, Krieg oder Invasion aber enthält sie nicht. Die ADR sei „déif betraff iwwer déi dramatesch Situation an der Ukraine“. Ob die vielleicht auch auf eine Naturkatastrophe oder ein Virus zurückzuführen sein könnte, lässt die Resolution offen.

Ihre Betroffenheit ist der ADR aber auch deshalb zu glauben, weil ihr durch den Krieg politisches Momentum verlorengegangen ist. In den Hintergrund gerückt sind Themen wie die Verfassungsreform, die Corona-Maßnahmen und die Impfpflicht, von denen sie zu profitieren versuchte und was ihr wahrscheinlich auch gelang. Im November hatte ihr die *Politmonitor*-Umfrage von TNS-Ilres einen Zugewinn von drei Sitzen in Aussicht gestellt, „wenn morgen Wahlen wären“. Mit dann sieben Kammermandaten hätte sie ihren Fraktionsstatus zurückerlangt und eine Stärke wie zuletzt zwischen 1999 und 2004, als sie noch den Rentenneid auf Staatsbeamte schürte. In Roeser berichtet Generalsekretär Alex Penning, Mitte März habe die ADR 1 473 Mitglieder gezählt. Seit Januar seien 78 hinzugekommen.

Wenn die Menschen derzeit eher Kriegsnachrichten lesen als sich darum zu kümmern, ob Luxemburg sich durch die Verfassungsreform „fundamental ändern“ wird, spricht auch Fernand Kartheiser darüber nun vor allem in der Vergangenheit. Wiederholt die alten Vorwürfe an die vier großen Parteien, ihre Wahlversprechen

In der Ukraine-Resolution der ADR kommen Worte wie Russland, Putin, Krieg oder Invasion nicht vor

auf ein Verfassungsreferendum gebrochen zu haben. Erwähnt nur kurz, dass die Unterschriftensammlung für ein Referendum zum zweiten Verfassungskapitel läuft, die „Aktion“ zum dritten Kapitel „vorbereitet“ werde und „vielleicht“ auch eine zu Kapitel vier. Auf jeden Fall sei „alles ein Verdienst der ADR“. Dass sie sich lächerlich macht, wenn wie zum ersten Kapitel nicht genug Unterschriften zusammenkommen, ist ihm klar.

Aber seit die ADR keine Rentenpartei, sondern eine „richtige“ Partei sein will, ergreifen ihre Protagonisten mit zynischem Opportunismus jede Gelegenheit, um der jeweiligen Regierung an den Karren zu fahren. Und der CSV, seit die ihre Macht verloren hat und alles Mögliche ist, aber nicht mehr konservativ. Da das große Thema neben dem Ukraine-Krieg die Energiepreise bilden, sind auf dem Roeser Kongress die Grünen dran. Fred Keup, der bald zum Parteichef gewählt werden soll, erzählt dem Saal, „der Staat verdient an den hohen Preisen, durch Akzisen, die CO₂-Steuer und die TVA“. Was höchstens zum Teil stimmt, denn Akzisen und CO₂-Steuer bleiben gleich, wenn die Marktpreise steigen. Doch Komplexitäten hat Keup seinem Publikum noch nie zugezogen. Wie er es auch im Parlament schon fertigbrachte, gegen das „Wachstum“ zu wettern, damit Zuwanderung und Grenzpendler meinte, und im nächsten Atemzug eine wachstumsfreundliche Wirtschaftspolitik zu fordern. In Roeser soll der Satz verfangen, die hohen Energiepreise seien „vor allem eine Folge der grünen Politik“. Denn: „Wenn wir was gegen CO₂ machen wollen, dann müssen wir das unkontrollierte Wachstum, den Eine-Million-Einwohnerstaat verhindern.“ Nach Keup wird auch der Abgeordnete Roy Reding mit selbstzufriedener Miene über die Grünen herfallen: Sie seien bereit, Biotop der Bebauung zu opfern. Fernand Kartheiser bescheinigt ihnen „ideologischen Wahn“.

Brandreden, die die Redner selber kaum glauben dürften, lassen die ADR nicht gerade wie jene bürgerliche konservative Partei aussehen, zu der Kartheiser sie gerne im Fernsehen stilisiert. Sie schaffen aber eine stimmungsvolle Atmosphäre, in der die Delegierten im Saal die Wahlzettel

zur neuen Parteispitze ausfüllen, und das ist der Hauptanlass des Kongresses. Was es bedeutet, dass dem Parteivorsitzenden vier Vizepräsidenten zur Seite gestellt werden, wird den Kongressdelegierten nicht erläutert. Dass sie es schon erfahren haben, ist nicht ganz wahrscheinlich: Kongressmoderator Luc Reyter, Vizepräsident der ADR-Sektion Süden, sieht sich veranlasst darauf hinzuweisen, dass die vier Kandidaten auf die Vizevorsitze nicht etwa um ein einziges Amt konkurrieren, sondern für jeden eines da ist. Fred Keup als neuer Parteipräsident erhält mit 86 Ja-Stimmen, vier Mal Nein und vier Enthaltungen den meisten Zuspruch. Tom Weidig als einer der Vizepräsidenten mit 68 Mal Ja, zwölf Mal Nein und 14 Enthaltungen den geringsten.

Wofür die ADR stehen soll, wenn die *Facebook*-Nationalisten von *Nee2015/Wee2050*, Fred Keup und Tom Weidig, führende Rollen spielen, erfährt der Kongress nicht. Mit Weidig macht ein Rechtsaußen Karriere, der als *Wee2050*-Präsident verbreitete, „d’Nazien hunn d’Letzebuurger winnstens net erhongern geloos, ob jidferer Fall net zu Letzebuerg“. Was vielleicht sein Wahlsultat vom Sonntag erklärt; nicht jeder im Saal ist auf dem Kopf gefallen. Keup liest zum Schluss ein Sieben-Punkte-Programm vor, das nach Kontinuität klingt und für all jene gedacht ist, die finden, dass die etablierte Politik sich schon lange nicht mehr dafür interessiert, was sie denken und fühlen. Ihnen verspricht Keup Einsatz für „Soziales“ und für „Freiheit im Denken“. Für „Sicherheit“ und gegen „Wachstum“. Für „Famill, Mamm a Papp“, für „Identität“ und für „Luxemburg“.

Neu ist, dass die ADR die Nähe hierzulande lebender Ausländer sucht. „die unsere Werte teilen“, wie Keup es nennt. Frédéric Becker (46), Vizevorsitzender der Lokalsektion Mamer-Kehlen und nach eigenen Angaben „internationaler Beamter“ mit französischer, deutscher und seit 2019 auch Luxemburger Staatsbürgerschaft, soll die „Plattform ADR International“ einrichten. Als er auf dem Kongress von Luxemburgisch auf Französisch und dann auf ziemlich amerikanisches Englisch wechselt, rücken im Saal einige Köpfe hoch. Becker ist Mitglied im Verein *Republicans Overseas*. 2017 ließ er sich in einer Kneipe als Trump-Fan fotografieren. Fred Keup beantwortet die Frage des *Land*, was für die ADR aus der Plattform ideologisch folge, ausweichend. Um eine Idee der ADR handle es sich nicht. Sie sei an sie herangetragen worden. Es gebe „eine große Nachfrage von Ausländern, die unsere Werte teilen, vor allem Europäer, Franzosen, Griechen oder Rumänen“. Manche seien konservativ eingestellt, andere libertär. Auch in der ADR gebe es verschiedene Positionen. Dass die durch die vier Vizepräsidenten integriert werden sollen, treffe aber nicht zu. „So verschieden sind sie nicht. Im Gegenteil, wir ziehen alle am selben Strang“, betont Fred Keup. Wie konservativ, wie rechts die ADR sich formieren wird, dürfte in den nächsten Monaten zu sehen sein. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Herr Bettel in der Leitung

Vergangene Woche rief Premierminister Xavier Bettel den russischen Präsidenten Wladimir Putin an. Er bat ihn um einen Waffenstillstand in der Ukraine. Er schlug ihm vor, sich mit der ukrainischen Seite an einen Tisch zu setzen.

Vielleicht handelte der Premier in höherem Auftrag. Andernfalls ist die Erfolgsaussicht seiner Telefonate begrenzt. Nutzlos sind sie nicht. Sie flößen der Wählerschaft Hochachtung ein: Zweimal binnen einer Woche den vielbeschäftigten Kriegsherrn einer Atommacht an den Apparat zu bekommen, zeugt von internationalem Format.

Xavier Bettel will als ehrlicher Makler auftreten wie der Held von Dublin. Nicht als Speckkäfer einer Operettenmonarchie. Nach dem Konkurs der Sowjetunion beschönigten Sprüche über Demokratie und Marktwirtschaft die Schocktherapie zur gewaltsamen Bereicherung. Die hiesigen Banken, Industrien, Anwaltskanzleien und Rolex-Händler wollten mitverdienen. Die Friedensbemühungen des Premiers trösten über die Geschäftsbeziehungen zu russischen Millionären hinweg. Im Interesse der Geschäftsbeziehungen zu Millionären anderer Länder.

Spontane Initiativen von Privatpersonen, Gemeindeverwaltungen und Betrieben zeigen die große Solidarität mit den Nicht-Millionären aus der Ukraine. Gegenüber TNS Ilres waren 93 Prozent der Befragten mit der Aufnahme von Kriegsflüchtlings einverstanden. Von denen manche noch gestern Billiglohnarbeiterinnen für die deutsche Automobilindustrie waren. Die Billiglohnarbeiter von ArcelorMittal Kryvyi Rih müssen an die Front.

Der Krieg um imperialistische Einflusszonen rückt näher. Die Politik wird auch hierzulande neu sortiert. Die USA und die Europäische Union rufen zum Wirtschaftskrieg gegen Russland auf. Die DP war stets die atlantistischste der Parteien. Doch das liberale Bürgertum bekennt sich nur widerwillig zu Sanktionen. Sie schaden dem eigenen Geschäft.

Ex-Minister der LSAP klammerten sich an ihre russischen Tantiemen. Die Sozialdemokratie erscheint als Haufen geschäftstüchtiger Karrieristen. Der Außenminister mit der menschlichen Note soll ihren Ruf retten.

Déi Gréng wollten einst Frieden schaffen ohne Waffen. Ihr Verteidigungsminister

feierte vor einer Woche die Koreakämpfer als Freiheitshelden. Er schickt Panzerfüsse in die Ukraine. Nun ist er Kriegsminister.

Nach dem Krieg gegen das Virus bietet die Opposition wieder einen Burgfrieden an. Seit 2013 haben DP, LSAP und Grüne die Rüstungsausgaben von 146 auf 395 Millionen Euro verdreifacht. Das hat Wladimir Putin nicht beeindruckt. Die CSV möchte die Rüstungsausgaben weiter erhöhen. Den rechten Nationalisten von der ADR ist der rechte Nationalist Putin plötzlich peinlich. Die Piraten wollen mehr Waffen in die Ukraine schicken. Die Linke will nicht missverstanden werden. Sie kritisiert das *Great Game* zurückhaltend. Die Kommunisten verwechseln Russland mit der Sowjetunion.

Den vielbeschäftigten Kriegsherrn einer Atommacht an den Apparat zu bekommen, zeugt von internationalem Format

Die Leitartikler hatten „de Russ“ schon immer durchschaut. Ihre Großväter waren Zwangsrekrutierte. Die Regierung soll es Putin nun zeigen.

Alle wollen nur, dass der Krieg schnell vorbei ist. Gleich, wer gewinnt. Aus Angst vor der „Sanktionsspirale“. Energie und Rohstoffe sind schon teuer genug. Absatzmärkte sind verriegelt. Die Preise steigen. Zur Bekämpfung der Inflation soll die Europäische Zentralbank die Zinsen bis in die nächste Rezession erhöhen. Zum dritten Mal soll der Staat die wirtschaftlichen und sozialen Verhältnisse stabilisieren. Nach der Bankenrettung und der Covid-Seuche. Schulden sind nicht mehr die größte Angst der Sparapostel. Die Stabilisierung des Klimas hat Zeit.

Die Zeiten werden rauer. Die USA nutzen die Kriegsangst, um die Nato-Verbündeten auf Trab zu bringen. Für den Kalten oder heißen Krieg mit China. Heiner Müllers verstaubte Dramen sind über Nacht wieder aktuell: Im „Salon vor der Französischen Revolution / Bunker nach dem dritten Weltkrieg“ (*Quartet*). ● Romain Hilgert



Xavier Bettel will als ehrlicher Makler auftreten wie der Held von Dublin



Le rapport recommande des stations visibles et accessibles

Seize voitures, une place de parking

France Clarinval

L'autopartage pourrait changer la façon dont nous nous déplaçons, mais surtout dont nous occupons l'espace public. Le principe peine encore à s'imposer, mais peut devenir un outil d'aménagement des communes

Le million Le 17 mars dernier, la soixantième station du réseau Flex des CFL était inaugurée dans le quartier du Grünewald au Kirchberg. Sur la photo officielle, François Bausch, ministre de la Mobilité et des Travaux publics (Déi Gréng) affiche un grand sourire. Il est entouré de représentants de CFL Mobility, de Flex carsharing et du Fonds Kirchberg. L'opération de communication est menée avec chiffres à l'appui : « Rien qu'en 2021, Flex Carsharing a enregistré une augmentation de plus de cinquante pour cent de clients et une hausse de soixante pour cent de réservations. Sur l'année écoulée, nos clients ont parcouru plus d'un million de kilomètres avec les véhicules Flex », a déclaré Jürgen Berg, directeur général de CFL Mobility et exploitant de Flex. Un événement qui tombe à pic dans le calendrier puisque, la veille, une équipe internationale de consultants, dirigée par Mobility Société Coopérative (Suisse), avait présenté ses analyses sur l'autopartage au Luxembourg dans un rapport commandé par le ministère.

Avec 1,56 voiture par ménage (ou 676 véhicules pour mille habitants, chiffres Eurostat), le Luxembourg ressemble plus à des villes nord-américaines comme Denver, Portland, Calgary ou Houston qu'aux villes européennes comme Brême, Bergen ou Gand, pionnières en matière d'autopartage qui affichent moins d'une voiture par ménage. Cela se ressent sur les routes, avec un trafic dense et cela se voit dans les rues, avec des emplacements de parkings saturés. Si le covoiturage (*carpooling*) entend répondre à la première problématique, réduisant le nombre de voitures circulant sur les routes en même temps, l'autopartage (*carsharing*) s'attaque à la deuxième en diminuant le nombre de véhicules garés au même moment. Du point de vue des politiques publiques, la mise en œuvre des deux aspects, en combinaison avec une offre de transport multimodale (y compris la marche et le vélo) fait sens, pour qu'une voiture ne soit pas forcément nécessaire pour les trajets quotidiens (travail, formation, approvisionnement). Des études menées à Brême, la ville qui a mis en place le premier plan d'action pour l'autopartage au monde (en 2009), montrent un taux de remplacement de un pour seize. C'est-à-dire que chaque véhicule en autopartage génère un allègement de seize voitures supprimées ou non achetées. Mobility en Suisse calcule une moyenne de un pour douze, certaines villes vont jusqu'à un pour vingt.

Trop de vignettes « Les voitures garées dans les rues sont des objets privés dans l'espace public. Si vous y mettiez un canapé, vos voisins auraient vite fait d'y voir une nuisance », résume Christian Reuter, premier conseiller de Gouvernement au ministère de la Mobilité. Il poursuit : « moins de stationnement permet de libérer de l'espace public pour d'autres usages, des pistes cyclables par exemple ». Patrick Goldschmidt (DP), échevin à la mobilité de la Ville de Luxembourg acquiesce : « Le remplacement de plusieurs voitures privées par une seule voiture utilisée en commun, permettrait de réduire le besoin de places de stationnement. On distribue aujourd'hui 55 000 vignettes de stationnement résidentiel. C'est beaucoup trop. Nous allons mener des analyses pour comprendre l'utilisation réelle des stationnements dans les différents quartiers. D'ici deux à trois ans, il y aura sûrement des changements profonds ». La Ville de Luxembourg a déjà considérablement réduit le nombre de places de parking en surface dans les rues du centre ville pour orienter les voitures vers les parkings souterrains.



Carloh dispose actuellement de 19 stations en ville

« *La Ville distribue 55 000 vignettes de stationnement. C'est beaucoup trop* »

Patrick Goldschmidt
échevin à la mobilité, Luxembourg

« La transformation du côté gauche du boulevard Prince Henri en piste cyclable et les aménagements futurs à la place de la Constitution vont encore pousser dans ce sens », admet-il.

4 000 euros D'un point de vue privé, l'autopartage représente une alternative pour remplacer un véhicule qui roule peu : À la place de la voiture de citadins qui utilisent plutôt les transports en commun ou le vélo pour se rendre au travail ou de la deuxième, voire troisième voiture de ménages moins bien desservis. Les études internationales estiment l'économie à quelque 4 000 euros annuels entre les taxes, assurances, entretiens et les autres frais fixes. Une enquête réalisée par Carloh (le système d'autopartage de la ville de Luxembourg) en 2017 montre que 71 pour cent de leurs usagers n'ont pas de voiture à la maison, 25 pour cent ont une voiture à la maison, le reste, plus de deux voitures. Toujours à Brême, les clients des voitures partagées déclarent à 80 pour cent qu'ils achèteraient à nouveau une voiture si l'offre disparaissait.

Si l'intérêt de l'autopartage n'est plus à prouver, son développement reste timide au Luxembourg. Les deux opérateurs en place offrent à peu près les mêmes services : la réservation et l'accès 24h/24 et 7j/7, les possibilités de réservation même pour de courtes périodes d'utilisation (à partir d'une heure), la facturation en fonction du temps de trajet et du kilométrage parcouru (les prix varient selon le type de véhicule et la formule d'abonnement). Dans le cas de Flex (qui dépend des CFL), comme de Carloh (de la Ville de Luxembourg), le véhicule doit être restitué là où il a été emprunté. Au total, 122 véhicules sont à la disposition du public au Luxembourg, dont 35 dans la capitale, chiffre qui devrait grimper dans les deux années à venir. « D'ici deux à trois ans, en fonction des marchés publics, nous allons passer à 52 voitures sur 28 stations et nous allons redéployer les stations pour mieux coller à la demande », explique Patrick Goldschmidt.

Parmi les principaux obstacles au succès de l'autopartage au Luxembourg, Arnd Bätzner, un des auteurs du rapport cite : « Les conditions très attractives pour la possession d'une voiture privée et l'accès bon marché ou gratuit aux places de parking. Pour rendre l'offre attractive, il faut surtout installer les voitures dans des endroits publics bien visibles et accessibles. » Aujourd'hui le réseau Flex est surtout présent dans les gares, avec la promesse d'une connexion au réseau ferré et aux bus. Les auteurs recommandent « d'aller aussi dans les quartiers résidentiels, notamment en périphérie, et près des commerces, au service et à proximité de la population ». Différents types d'implantations ou de lieux d'application sont recommandés selon les zones en insistant toujours sur la visibilité, l'accessibilité et l'intégration au tissu urbain et social. Par exemple, pour les « petites villes, les stations d'autopartage doivent être situées à un endroit central et facilement accessible, en coopération avec l'administration communale ou les entreprises commerciales en tant qu'utilisateurs clés ». Ils suggèrent aussi « la mise en œuvre de modèles d'itinérance avec des fournisseurs d'autopartage en dehors du Luxembourg qui renforcerait le tourisme durable avec un arrivée de l'étranger par le train et la disponibilité d'une voiture au Luxembourg en cas de besoin ».

Code de la route Ces propositions se heurtent à l'absence de cadre juridique pour réserver des places de stationnement aux voitures en autopartage. Pour contourner ce problème, Carloh a installé ses stations en premier lieu sur des terrains appartenant à la Ville de Luxembourg (y compris dans des parkings souterrains, peu visibles) et Flex dans les gares. Mais pour un développement à la long terme, la sécurité juridique de l'installation de stations d'autopartage dans l'espace routier est indispensable. « Une nouvelle loi va être proposée pour autoriser les communes à réserver les emplacements potentiels. Il faudra aussi intégrer un panneau de signalisation similaire à celui des stations de taxis au code de la route », explique Christian Reuter qui espère voir le texte voté « avant la fin de cette législature ». Prudent, il insiste sur la sacrosainte autonomie des communes en indiquant que c'est à elles de déterminer la pertinence et l'emplacement des stations.

Un autre potentiel de développement est l'intégration des voitures partagées aux constructions neuves de résidences et surtout de nouveaux quartiers. « L'autopartage peut contribuer à une meilleure utilisation de l'espace et à une réduction des coûts de construction lors de nouveaux projets, car moins d'espaces de stationnement sont nécessaires », note le rapport. Construire une place de parking souterrain coûte entre 40 000 et 60 000 euros. « Une voiture et une place de parking en moins, cela signifie une ou deux chambres en plus pour les enfants », calcule Arnd Bätzner. Les bailleurs sociaux qui sont le Fonds du Logement et la SNHBM (Société nationale des habitations à bon marché) sont particulièrement intéressés par la possibilité de réduire le nombre de places de parking, souvent considéré comme trop élevé en particulier dans le secteur du logement social. « Alors que pendant longtemps, les PAP demandaient une place de parking par appartement, on est descendu aujourd'hui à 0,8 et même 0,5 pour des nouveaux projets comme la Porte de Hollerich », indique Patrick Goldschmidt.

Les femmes et les jeunes L'un des indicateurs du succès de l'autopartage est le taux d'occupation. Au Luxembourg, les deux réseaux affichent un taux autour de quinze pour cent, chiffre qui connaît une croissance constante, mais qu'il importe de développer à travers de nouvelles offres ciblées. Contrairement à d'autres pays, il y a ici une certaine homogénéité de la clientèle, car la majorité des utilisateurs sont des hommes – plus des deux tiers – et ont entre 25 et 40 ans. Une plus grande diversité de véhicules permettrait d'élargir la clientèle avec, par exemple, des voitures adaptées aux familles (et avec des sièges pour enfants), des boîtes de vitesses automatiques, des breaks ainsi que des véhicules plus grands (en particulier des véhicules de livraison dans les zones commerciales centrales et les quartiers centraux mixtes). Une diversité des structures de tarification est aussi recommandée : à la journée, à la semaine, pour étudiants (qui le plus souvent ne possèdent pas encore de véhicule), pour nouveaux arrivants, pour entreprises... La flexibilité de trajets uniques et de *free-floating* (où l'on rend le véhicule ailleurs que où on l'a pris) est un des axes à ne pas négliger, même si le rapport ne le considère pas comme un *must have*, mais plutôt comme un argument pour « appâter » de nouveaux clients

Plus d'emplacements, plus de voitures, plus de flexibilité, le déploiement d'offres à grande échelle et la conquête des segments de clientèle nécessitent des capitaux importants. « Quand on a lancé un appel international en 2011, on n'a pas trouvé un opérateur privé prêt à se lancer seul », rappelle Patrick Goldschmidt qui précise que la Ville est très largement majoritaire dans l'opération, détenant 99 pour cent du capital de Carloh (l'opérateur international Cambio garde le dernier pour cent). La problématique de la rentabilité était donc déjà connue. Les entreprises de droit privé que sont Carloh et Flex sont toujours sous perfusion publique. « Il n'est pas recommandé d'attendre le plus rapidement possible la rentabilité, mais de continuer à mettre l'accent sur la croissance du marché », estime le rapport. « Le bénéfice à long terme pour le Luxembourg en tant que système global de transport est de voir l'autopartage non seulement établi, mais avec un marché développé de manière durable pour que la mobilité partagée au Luxembourg s'intègre naturellement dans le système global. »

Fusion Compte tenu de ces coûts et de la taille du marché, une coopération entre les deux opérateurs d'autopartage est sur toutes les lèvres. Au minimum, la mise en place d'une interface unique pour les systèmes de réservation de Flex et Carloh (éventuellement complétée par des prestataires étrangers) permettrait de créer, du point de vue du client, une offre cohérente et étendue, où tout le monde peut avoir accès aux véhicules des deux opérateurs. Du côté du ministère de la Mobilité, on plaide pour « plus de synergies » et « une intégration » entre les deux dispositifs, non seulement pour faciliter l'utilisation par les clients » mais aussi « pour la rentabilité du système ». À la Ville de Luxembourg, on se montre plus prudent : « D'un point de vue économique, il serait facile de dire, prenez tout, gérez tout. Mais il faut que la Ville puisse garder un levier sur les questions de mobilité sur son territoire et s'adapter aux demandes des habitants », détaille Patrick Goldschmidt qui ne voudrait pas avoir l'air de se laver les mains de cette épineuse question ou de se « débarrasser du produit ». « Il faut qu'on trouve une solution ensemble et ça prendra un peu de temps, en fonction du développement des réseaux. » L'échevin note encore que l'autopartage tel qu'on le connaît aujourd'hui va sans doute encore évoluer. Avec l'augmentation du prix des véhicules et des carburants, on pourrait voir se développer des services de ce type proposés par les loueurs automobiles traditionnels, voire par les concessionnaires et les garages. ●

L’insupportable deux poids deux mesures

Olivier Mukuna

Les ressortissants africains d’Ukraine continuent de subir un « traitement différencié » pour ne pas dire raciste

Un mois que tonnent les canons de la guerre russo-ukrainienne à travers l’Europe. Le conflit a jeté dix millions d’Ukrainiens sur les routes de l’exode dont plus de trois millions ont été accueillis dans plusieurs pays européens. Dimanche passé, l’Agence des Nations-Unies pour les Réfugiés (HCR) estimait à 3 398 044 le nombre d’Ukrainiens qui ont quitté le pays depuis le jour de l’invasion russe (24 février 2022). De son côté, l’Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a déclaré, le 16 mars, que 162 000 ressortissants de pays tiers avaient fui l’Ukraine pour les États voisins. Parmi eux, des milliers de ressortissants africains, souvent des étudiants. Récemment, plusieurs dizaines d’entre eux sont parvenus à rejoindre Luxembourg-Ville, Bruxelles, Paris ou Genève.

Welcome and not welcome

Tandis que chacune de ces capitales déploie une belle solidarité et une ferveur d’accueil pour les réfugiés ukrainiens, il en va tout autrement pour les ressortissants africains fuyant le même pays en guerre... Membre du collectif luxembourgeois « Urgence Afrique Ukraine » et spécialiste en droit des réfugiés, Me Françoise Nsan-Nwet tient d’abord à nous livrer un préambule juridique destiné à éviter toute confusion : « De facto, les Ukrainiens sont des réfugiés venant d’un pays en guerre, reconnu comme tel par la Communauté internationale. Mais il faut savoir qu’à la place d’une procédure d’asile débouchant sur un statut de réfugié, l’Europe a réactivé une directive ancienne pour leur permettre d’obtenir une protection temporaire. C’est une manière pour les pays européens de ne pas prendre position dans le conflit entre l’Ukraine et la Russie. Car, si on leur accorde le statut de réfugiés, cela signifie que l’on reconnaît que les Ukrainiens sont agressés. Même si cela est répété à foison dans le discours médiatique, c’est plus délicat de le reconnaître sur le plan politique... Une situation semblable prévaut pour les Palestiniens : ils ont une protection temporaire et non un statut de réfugié, car on ne veut pas prendre politiquement position et les reconnaître comme agressés, et donc persécutés, par Israël. »

En charge de sept réfugiés africains d’Ukraine, Me Nsan-Nwet poursuit : « Lorsque les ressortissants africains arrivent au Luxembourg, leur dossier est simplement enregistré pour l’hébergement ». L’avocate enchaîne sur l’absence de protection concernant ses clients : « Ces sept dossiers sont des cas fort différents les uns des autres. Mais je n’ai pas vu un seul Ukrainien au cabinet. Pour eux, le parcours est tellement balisé vers la Direction de l’immigration qu’ils n’ont pas besoin d’avocats. Ce qui n’est pas le cas pour les ressortissants africains... En clair : on ne leur donne aucune protection administrative, ils n’ont pas le droit de travailler ni d’obtenir une inscription à l’Université, pour les étudiants. Quand l’émotion va retomber, ces ressortissants africains vont se retrouver dans la situation des ‘réfugiés Dublin’. C’est un mini-système, appelé Dublin, dans lequel des personnes sont répertoriées, on détient leurs empreintes digitales et comme, sur le plan administratif, ils sont illégaux : ils ont vocation à être expulsés... »

Sur base de son expérience, l’avocate affirme ensuite qu’il est indispensable d’accompagner les réfugiés lors de leur inscription. « Certains fonctionnaires de la direction de l’Immigration refusent d’inscrire les personnes. Comme ils ne veulent pas leur donner un titre de séjour – c’est la réalité ! –, et que la loi le leur permet, ils font attendre ces ressortissants africains, de un à trois mois, jusqu’à ce que la situation extérieure ait changé. C’est-à-dire que le pays qu’ils ont fui ne soit plus considéré ‘en guerre’, qu’ils n’aient plus vocation à être des réfugiés. Pour finalement leur déclarer qu’ils n’ont droit à aucun type de protection et doivent quitter le Luxembourg. »

En somme, pour la spécialiste en droit des étrangers, cela ne fait aucun doute : « La solidarité dont on fait preuve chez nous envers les Ukrainiens ne s’applique pas aux Africains qui ont fui l’Ukraine. Au Luxembourg, on leur donne un toit dans les centres d’hébergements d’urgence, mais nous n’avons toujours aucune information quant à leur situation administrative... »

Flou et refus en Belgique

Conseillère communale PS dans la commune bruxelloise de Jette, Mauricette Nsikungu-Akhiet héberge depuis trois semaines son cousin Idriss. Un étudiant congolais en économie qui a pu fuir la capitale ukrainienne, quelques jours après l’invasion russe.



Photo de sa vie privée réalisée par un réfugié dans le cadre du projet *Birds* en 2017

« Peu avant le 24 février, j’ai pris contact téléphonique avec Idriss car les tensions étaient déjà à leur comble ; les menaces d’un conflit, répétitives », nous explique l’élue socialiste. « Idriss m’a rassuré en disant qu’il allait bien. Deux jours plus tard, c’était la guerre ! Les alentours de Kiev ont été bombardés par l’armée russe. Je lui envoie des messages qui restent sans réponse... Mon inquiétude monte. Finalement, Idriss parvient à m’appeler : il avait réussi à quitter Kiev, avec un groupe d’amis étudiants, et se dirigeait vers la frontière polonaise. »

Idriss mettra trois jours à franchir la frontière ukraino-polonaise. Ne souhaitant plus être médiatisé, l’étudiant congolais a livré, le 15 mars dernier, son unique témoignage à la télévision publique belge : « Les gardes-frontières ukrainiens nous ont dit de faire deux files. Celle avec les Ukrainiens qui pouvaient passer et celle avec mes frères africains, noirs et algériens, où nous ne pouvions pas passer. Cette sélection ne nous plaisait pas et on se demandait à quoi elle était liée ? »

Un traitement différencié qui se poursuit en Belgique où ces étudiants africains espéraient pouvoir continuer leurs études. Sur la base de la Directive européenne sur la protection temporaire, l’Office des étrangers enregistre uniquement les personnes de nationalité ukrainienne ainsi que leurs proches. De leur côté, les étudiants congolais d’Ukraine qui ont sollicité des universités belges afin d’y poursuivre leurs études ont aussi été déboutés.

Apartheid à la frontière

« Les sept ressortissants africains d’Ukraine, ajoutés aux récits des étudiants marocains à Paris, m’ont tous confirmé cette ségrégation pratiquée par les autorités ukrainiennes avant la frontière polonaise », déclare Françoise Nsan-Nwet. « Il y avait deux portes : une pour les Ukrainiens et une autre pour les non-Ukrainiens. Et quand ils passaient ce premier obstacle, il y avait encore trois autres portes pour les non-Ukrainiens ... C’était catastrophique ! Ces jeunes m’ont raconté des choses que je n’avais plus entendues depuis l’époque de l’apartheid. Oui, c’était de cet ordre-là ! »

Après avoir subi discriminations racistes et violences psychologiques durant leur exode, les ressortissants africains continuent de subir un « traitement différencié » pour ne pas dire raciste. Malgré les refus belges, français et luxembourgeois de leur accorder la protection temporaire, n’existe-il aucun compromis politique ? « Si, absolument ! », répond Françoise Nsan-Nwet. « Les gouvernements peuvent tout faire. Les autorités, et même les universités, peuvent faire jouer sur la situation d’exception. La loi stipule qu’il faut avoir l’inscription du pays

« Les réfugiés africains d’Ukraine au Luxembourg, on ne leur donne aucune protection administrative, ils n’ont pas le droit de travailler ni d’obtenir une inscription à l’Université, pour les étudiants »

(Me Françoise Nsan-Nwet)

d’origine pour demander un titre de séjour. Le fait que la personne soit déjà sur le territoire est un cas de force majeure dû à la guerre. Dès lors, on peut autoriser ces jeunes à s’inscrire à l’université et, avec cette inscription, obtenir un titre de séjour en tant qu’étudiant. Les autorités ont la possibilité de le faire ! »

Sans-papiers aussi en France

Le cas de Marocains, dont l’avocate luxembourgeoise s’occupe à Paris, confirme, cette fois, le peu d’empressement des autorités françaises à balayer toute suspicion de traitement raciste envers certains réfugiés. « Je suis en contact avec une étudiante marocaine arrivée d’Ukraine en France. », démarre Françoise Nsan-Nwet. « Cette jeune femme a entendu le discours d’accueil qu’on répète aux Ukrainiens : ‘Enregistrez-vous à la préfecture, on vous protégera, vous aurez le même statut, le droit de faire des études’, etc. Elle et une dizaine d’autres étudiants dans son cas sont partis s’inscrire dans les Universités. Là-bas, on leur a dit : ‘On ne peut pas vous inscrire totalement parce que vous n’avez pas votre titre de séjour’. On va vous faire une inscription provisoire. Dès que vous aurez votre titre de séjour, nous finaliserons votre inscription’, poursuit l’avocate.

« Lorsque les étudiants sont revenus à la préfecture pour chercher leur titre de séjour, on leur a dit : ‘Les informations ont changé : il faut attendre !’. Cela fait plus de trois semaines qu’ils sont arrivés en France et ils n’ont toujours rien ! Ni convocation à la préfecture, ni la possibilité de s’inscrire à l’université... »

Amertume et appel

« J’ai reçu une gifle avec cette histoire. Très sincèrement. », nous confie l’élue belgo-congolaise Mauricette Nsikungu-Akhiet. « Je ne parviens pas à comprendre... Des millions de personnes fuient un pays qui est en guerre et, dans le pays en paix où elles arrivent, elles sont confrontées à un traitement différencié. C’est une forme de violence exercée contre ces personnes qui ne sont pas ukrainiennes blanches. Personnellement, j’en arrive à me dire que ma carte d’identité belge, cette carte verte, que vaut-elle finalement ? Je ne comprends pas ce deux poids deux mesures. »

Pour autant, la conseillère communale entrevoit-elle un espoir après la médiatisation belge de ce deux poids deux mesures ? « Non, je n’ai pas l’impression que s’installe un débat médiatique ou citoyen », répond avec amertume Mauricette. « Exceptées notre conférence de presse et de rares émissions de radio, le consensus actuel, c’est de mettre en avant l’accueil, l’aide et le support que la Belgique donne aux Ukrainiens. Toutes les autres questions sont éludées et inaudibles. Notamment parce que les médias sont focalisés sur l’autosatisfaction avec laquelle on accueille les Ukrainiens. C’est d’autant plus frustrant que nous, nous voyons une autre réalité cruelle ; celle d’Idriss, de Ruth, de Gloria, de Nathan et de tant d’autres... »

Pour sa part, Françoise Nsan-Nwet lance un appel aux autorités luxembourgeoises afin qu’elles « clarifient » la situation. « Les ressortissants africains venus d’Ukraine ont besoin d’une clarification de leurs droits administratifs. Lorsqu’on est d’origine africaine, qu’on avait d’un visa étudiant délivré en Ukraine, et qu’on a fui ce pays en guerre : que se passe-t-il un fois arrivé au Luxembourg ? Ont-ils le droit de rester ? »

Et l’avocate de conclure : « Jusqu’au plus haut niveau européen, nos autorités disent qu’il n’y a pas de racisme ni de traitement différencié contre les Africains d’Ukraine. Très bien ! Alors que notre ministre compétent, Jean Asselborn, clarifie la situation administrative de ces ressortissants africains. Une de mes clientes, Camerounaise, a une petite fille de six ans, née en Ukraine ; donc, de nationalité ukrainienne. La petite n’est toujours pas inscrite à l’école... Je n’ignore pas qu’il y a un problème de places d’accueil en milieu scolaire, mais je dois constater que ce type de problème n’existe plus pour les enfants ukrainiens blancs ». Contacté par le *Land*, le ministère de l’Éducation nationale réfute « de manière véhémement ce reproche ». Très peu d’enfants ukrainiens seraient actuellement inscrits et scolarisés : « Les enfants de réfugiés sont scolarisés dès que les procédures d’immigration obligatoires de l’ONA [Office national d’accueil] et de la Santé seront finalisées. » ●



Les poupées russes

L'écho de l'agression russe en Ukraine a résonné mardi après-midi au tribunal administratif dans le cadre d'un recours de l'ancienne dirigeante de la banque East West United (photo : sb) contre une sanction prononcée à son encontre par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF). L'avocat de Svetlana Fedotova a reproché les « méthodes » utilisées par cette banque appartenant à Vladimir Yevtushenkov, patron du conglomérat Sistema, qui a viré sa cliente en 2015. Maître Hervé Hansen a même qualifié le milliardaire russe, non sanctionné par l'Union européenne, de « cleptocrate ». Sont ciblées par l'avocat les connivences à la tête de l'établissement. Celui-ci était présidé par l'ancien ministre de l'Économie, Jeannot Krecké, jusqu'au 4 mars dernier. Le socialiste avait rejoint le conseil d'administration de l'établissement bancaire en 2013, un an après son départ du gouvernement, puis accédé à sa présidence en mai 2015. En septembre, quelques mois après sa prise de pouvoir sur la Villa Foch, prestigieuse bâtisse en bordure du parc du centre-ville où siège la banque, Jeannot Krecké avait licencié l'administratrice déléguée. A suivi en mars 2016, l'éviction pour faute grave du responsable en crédit structuré. Il leur était reproché d'avoir mis en péril la stabilité d'Ewub en fragilisant les garanties d'un prêt de cent millions

d'euros accordé à un industriel géorgien, Loyal Capital Group de Roman Pipia (*d'Land*, 6.12.2019).

Pour justifier la mise à pied de son responsable crédit, Ewub a fait valoir un rapport produit par PwC entre décembre 2015 et janvier 2016. Ce document, qui a coûté 300 000 euros à la banque, accuse Svetlana Fedotova et son collègue. Selon l'avocat Hervé Hansen (qui a représenté PwC, partie civile au procès Luxleaks en 2016), ce rapport a alimenté le dossier de la CSSF qui a retiré en 2020 à sa cliente son honorabilité, l'empêchant ainsi d'exercer sur la place financière. Le mandataire de la banquière russe s'offusque de ne pas avoir eu accès au document pour défendre son dossier. Or, ce rapport PwC, dont un juge du tribunal du travail avait douté de l'existence, ne serait selon Me Hansen pas signé et l'avocat douterait de sa pertinence. Fait notable. Dider Mouget, associé de PwC jusqu'en juin 2016 (en chef jusqu'en 2015), a été administrateur indépendant de East West United entre juillet 2016 et mai 2021. Vladimir Yevtushenkov a été nommé consul honoraire du Grand-Duché en 2009 alors que Jeannot Krecké était ministre. Les deux hommes sont devenus amis. Le socialiste a quitté la présidence de l'établissement à contrecœur après l'agression russe en Ukraine fin février. ps0

Les accords de l'espace



« Luxembourg forges space cooperation deal with Russia », titre *Luxtimes* le 15 février 2018. Sur la photo officielle, le ministre de l'Économie de l'époque, Etienne Schneider (LSAP), pose avec ses homologues belge Didier Reynders et russe Dmitry Rogozin (photo : Meco). Les services du vice-Premier ministre promeuvent la signature le 14 février à Moscou d'un accord visant à la création d'un Conseil de coopération scientifique et technique pour traiter de la recherche dans les écotechnologies, les technologies minières dans des conditions extrêmes et les technologies de l'espace. « Lors de leur réunion, Etienne Schneider et Dmitry Rogozin se sont mis d'accord sur une coopération scientifique dans le domaine de l'espace, y compris les aspects liés à l'extraction et l'utilisation des ressources naturelles des corps célestes qui s'inscrivent dans l'initiative SpaceResources.lu », lit-on sur le site du gouvernement. *Luxtimes* rappelle en outre dans son article l'accord de coopération dans le domaine spatial signé quelques mois plus tôt avec la Chine.

On n'y prêtait moins d'attention alors : Dmitry Rogozin figurait depuis quatre ans sur les listes des personnes sanctionnées par l'Union européenne. Le 21 mars 2014, l'ancien vice-Premier ministre de la Fédération de Russie était visé pour avoir publiquement appelé à l'annexion de la Crimée. Le Belge Didier Reynders est aujourd'hui le Commissaire en charge de la *task force* européenne « freeze and seize » coordonnant la mise en œuvre des sanctions sur le Vieux Continent.

Qu'en est-il de cet accord signé avec la Russie ? La Luxembourg Space Agency (LSA) parle « de discussions initiées avant la pandémie qui n'ont jamais été finalisées, ni avec le gouvernement, ni avec l'agence ». Rien de vraiment problématique pour la LSA. La cessation de la coopération avec la Russie suite à son attaque en Ukraine nécessite en revanche une réorganisation des lancements prévus par l'agence spatiale européenne avec le lanceur Soyouz. Concernant l'accord signé avec l'agence spatiale chinoise, il serait « très général et n'a rien de contraignant ». Quant à l'ambition chinoise de créer un centre de recherche spatiale au Luxembourg, elle est restée à l'état de projet. ps0

Une institution rentable

Le parquet européen a publié ce jeudi son premier rapport annuel, sept mois après

son installation officielle au Kirchberg. L'institution judiciaire poursuivant les atteintes au budget européen dans les 22 États membres participant a pris en charge une seule enquête concernant le Luxembourg. Elle porte sur un montant d'un demi-million d'euros et la production de faux documents pour bénéficier d'une subvention. En tout, l'Eppo (pour European Public Prosecutor Office) a ouvert 567 investigations. Elles ont potentiellement causé 5,4 milliards d'euros de dommages. 147,3 millions d'euros ont été saisis, trois fois le budget de l'institution dirigée par Laura Kovesi (photo : sb). ps0



Une brique dans le ventre

Plus de quarante pour cent des appartements en construction ont été achetés par des investisseurs immobiliers entre 2015 et 2021. À cette lumière, les projets comme le Ban de Gasperich apparaissent comme des gigantesques machines à placer de l'argent. Sur le marché immobilier, les jeunes ménages qui veulent acquérir

un logement se retrouvent donc en concurrence avec des multipropriétaires cherchant une opportunité d'investissement. Publiés en janvier en réponse à une question parlementaire des députés socialistes Mars Di Bartolomeo et Yves Cruchten, ces chiffres (et d'autres) ont fait l'objet d'une discussion ce lundi lors d'une réunion des commissions du Logement et des Finances. À l'issue de la réunion, le député libéral André Bauler a tenté de relativiser (face à *L'Essentiel*) le poids des investisseurs : « Ce n'est pas forcément mal, car cela permet à des personnes de se loger. » Les services du ministre du Logement avaient tenté de décrypter l'évolution de la part des investisseurs. Celle-ci se serait « nettement réduite » en 2021, passant de 40,7 à 36,6 pour cent, lit-on dans la réponse à la QP, qui avance différents facteurs explicatifs : les nouvelles contraintes d'emprunt s'appliquant aux investisseurs (vingt pour cent de fonds propres), la baisse du rendement locatif ou encore la décélération de l'amortissement accéléré (un incitant fiscal réservé aux seuls investisseurs). On peut néanmoins rester dubitatifs. Les taux d'intérêt très bas (qui amorcent leur montée) et la crise de l'immobilier de bureaux suite au Covid-19 ont encore plus cimenté le statut de l'immobilier résidentiel comme valeur refuge. (Selon les chiffres publiés ce jeudi par le Stateg, les prix ont progressé de douze pour cent entre la fin 2020 et la fin 2021.)

L'appétit des investisseurs déborde d'ailleurs de plus en plus la capitale pour se fixer sur « des zones où les rendements locatifs bruts sont supérieurs ». bt

Freeze

C'est une des mesures sociales annoncées à l'issue de la Tripartite (lire page 2) : Le gel des loyers jusqu'à la fin 2022. À première vue, elle semble largement symbolique. Car depuis 2018, les loyers des nouveaux baux ont progressé beaucoup moins vite que les prix de vente. Ainsi, la hausse des loyers n'a pas dépassé 2,2 pour cent entre le troisième trimestre 2020 et le troisième trimestre 2021, un niveau très proche de l'inflation donc. Face à la folie des prix, le taux de rendement locatif semble donc avoir heurté un plafond, sans que cela ait coupé l'appétit des investisseurs, rassurés par les incitants fiscaux et les perspectives de plus-values. Or, pour de nombreux ménages le gel donnera un minimum de « prévisibilité » (terme chéri de la place financière). Le « taux d'effort » (part des revenus accaparée par les loyers) du



Les banques centrales prises dans l'étau

Georges Canto

Le conflit en Ukraine accentue la menace de stagflation. La BCE et la Fed jugulent le risque en jouant sur les taux

Cette fois-ci elle est vraiment là, et c'est pire que prévu. Elle, c'est la stagflation, cette coexistence de faible croissance économique et de forte inflation, bien connue dans les années 70 et dont on redoute la réapparition depuis plusieurs mois (d'Land, 21.01.2022). Dans le dernier rapport intermédiaire de ses *Perspectives économiques*, publié le 17 mars, l'OCDE n'y va pas par quatre chemins. En 2022 la croissance mondiale devrait être amputée d'environ un point de pourcentage et l'inflation devrait être supérieure de 2,5 points aux prévisions déjà élevées émises en 2021. Le conflit à l'est de l'Europe est passé par là. « L'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue une crise humanitaire majeure qui affecte des millions de personnes, et un grave choc économique dont la durée et l'ampleur sont incertaines », écrivent les économistes de l'organisation parisienne.

Avant le conflit, on s'attendait à ce que la reprise mondiale consécutive à la pandémie se poursuive en 2022 et 2023, soutenue par la progression régulière des efforts mondiaux de vaccination, des politiques macroéconomiques expansionnistes dans les grandes économies et des conditions financières favorables. Ainsi ; l'OCDE prévoyait en décembre pour la zone euro une augmentation de 3,3 pour cent du PIB en 2022 avec une hausse des prix de 1,74 pour cent en rythme annuel. En mars 2022, la croissance est désormais estimée à 1,9 pour cent (une prévision confirmée par la BCE mardi) et l'inflation à 3,7 pour cent !

Le même jour que la sortie du rapport intermédiaire de l'OCDE, plusieurs autres organisations internationales, parmi lesquelles le FMI, la Banque mondiale et la BERD publiaient un communiqué commun. Un procédé très inhabituel mais à la hauteur des inquiétudes suscitées par le conflit en cours, qui « nuira à la reprise planétaire post pandémie », à cause des hausses de prix de l'énergie et des produits alimentaires voire des pénuries pures et simples. « L'ensemble de l'économie mondiale ressentira les effets de la crise sous la forme d'un ralentissement de la croissance, de perturbations des échanges et d'une inflation plus forte, ce qui nuira surtout aux plus pauvres et aux plus vulnérables », déplorent ces institutions.

Dans ce contexte la réaction de la plupart des banques centrales, consistant à relever leurs taux directeurs, une mesure à caractère restrictif, a pu surprendre. Mais elle est logique eu égard à leur objectif qui était, il y a encore peu de temps, d'atteindre un taux d'inflation de deux pour cent en moyenne, propre à « mettre de l'huile dans les rouages ». Or, une hausse supérieure était déjà observée avant la guerre, et à cause d'elle on en est aujourd'hui quasiment au triple ou au quadruple : 5,9 pour cent en rythme annuel dans la zone euro en février et 7,9 pour cent aux États-Unis, un niveau jamais atteint dans ce pays depuis quarante ans, avec une prévision de 4,3 pour cent pour fin 2022.

De de fait, c'est la Réserve Fédérale américaine qui a poussé le bouchon le plus loin. Son comité de politique monétaire vient de relever ses taux directeurs, pour la première fois depuis 2018. Une hausse prudente d'un quart de point de pourcentage, selon

l'habitude, de sorte que les taux, qui se situaient depuis mars 2020 entre zéro et 0,25 pour cent, se trouvent désormais dans une fourchette de 0,25 à 0,50 pour cent. Mais son président Jerome Powell a d'ores et déjà indiqué que la Fed devra avoir bientôt recours à une hausse plus agressive, « si nous voulons avoir un impact sur l'inflation plus tard cette année et l'année prochaine ». Une hausse de 0,5 pour cent d'un coup pourrait intervenir « lors d'une ou plusieurs réunions dans un proche avenir » pour atteindre d'ici fin 2022 le niveau de deux voire 2,15 pour cent.

Un objectif jugé insuffisant pour beaucoup, au sein même du Federal Open Market Committee (FOMC). Ainsi James Bullard, le président de l'antenne de la Fed à Saint-Louis a jugé nécessaire de remonter le principal taux directeur à plus de trois pour cent sans

La présidente de la BCE, Christine Lagarde, à Francfort le 10 mars



Les autorités monétaires ne semblent pas craindre qu'une hausse des taux aggrave la situation des entreprises déjà confrontées aux conséquences de la guerre et provoque une récession

quoi la banque centrale « perdrait en crédibilité sur son objectif d'inflation ». Six autres membres sur un total de seize ont déclaré partager son avis. Par ailleurs, la Fed va se délester petit à petit de milliards de dollars de bons du Trésor et d'autres actifs qu'elle a achetés depuis le début de la pandémie en mars 2020. L'opération de réduction du bilan de la Fed doit être lancée au cours de la prochaine réunion début mai, ou de la suivante, mi- juin.

Mi-février, avant la crise ukrainienne, Frédéric Rollin de Pictet AM France déclarait que les États-Unis étaient entrés dans un cycle de resserrement, tandis que la BCE est plutôt dans la « recalibration », son objectif étant surtout de retrouver des marges de manœuvre, ce que Christine Lagarde a confirmé dans une déclaration le 17 mars. De fait la BCE n'a pas encore touché à ses taux : les deux plus importants, celui des opérations principales de refinancement (« refi ») et celui de la facilité de dépôt restent à leurs niveaux de septembre 2019, respectivement zéro et -0,50 pour cent.

Elle a aussi maintenu le calendrier de ses achats de titres sur les marchés, en vertu de l'APP (asset purchase programme) soit quarante milliards d'euros par mois au deuxième trimestre 2022 et trente milliards au troisième. Un indicateur très surveillé car

le Conseil des gouverneurs de la BCE prévoit de mettre fin aux achats peu avant de commencer à relever les taux directeurs. Le découplage entre une Fed résolue et une BCE prudente a été acté lundi par Christine Lagarde : la Française a prévenu que les mesures prises par les deux banques centrales vont diverger dans un futur proche, la guerre en Ukraine ayant des effets très différents sur l'Union européenne et sur les États-Unis. Pour elle, les deux économies étaient déjà « à un endroit différent du cycle économique » avant le conflit. Ce dernier a montré que les États-Unis sont moins tributaires que l'Europe des importations de produits de base (énergie, métaux et matières agricoles). Leur commerce et leurs investissements seront également moins touchés, ce qui justifie une désynchronisation des politiques monétaires de part et d'autre de l'Atlantique.

Il reste que la hausse des taux de la BCE semble inévitable. Ce serait la première depuis plus de dix ans. Les marchés monétaires anticipent une hausse de près de cinquante points de base du taux de facilité de dépôt des banques d'ici la fin 2022, ce qui le ramènerait à zéro après huit ans passés en territoire négatif. Les autorités monétaires ne semblent pas craindre qu'une hausse des taux aggrave la situation des entreprises déjà confrontées aux conséquences de la guerre et provoque un ralentissement plus accentué voire une récession. Pourtant elle est a priori défavorable aux emprunteurs actuels s'ils sont endettés à taux révisable, et futurs, les amenant à annuler ou à reporter leurs projets d'investissement, avec un effet négatif sur la croissance économique.

La position des banques centrales tient sans doute à la prise en compte du taux d'intérêt réel, c'est-à-dire de la différence entre le taux nominal (effectivement payé par l'emprunteur) et le taux d'inflation. En France par exemple en 2019 (dernière année pleine avant la pandémie), le taux moyen des prêts immobiliers aux ménages, sur une durée de vingt ans, était de 1,6 pour cent, tandis que la hausse des prix était de 1,1 pour cent, soit un taux réel positif mais très modeste de 0,5 pour cent. Pour 2022, la Banque de France vient de publier une prévision d'inflation de 3,7 pour cent. Mais il est peu probable que les taux de crédit remontent aussi rapidement. Même s'ils doubleraient, on aurait finalement un taux réel négatif, donc favorable aux emprunteurs, de 0,7 pour cent ! ●

Les investisseurs face à la hausse des taux

Si, comme c'est probable, les taux ne remontent pas aussi vite que l'inflation, les détenteurs d'épargne bancaire, du type comptes sur livrets, subiront encore davantage qu'aujourd'hui le grignotage du pouvoir d'achat des intérêts qu'ils perçoivent. Les détenteurs d'obligations seront logés à la même enseigne, avec en plus le risque de perte en capital s'ils les cèdent avant l'échéance (sur le marché secondaire la valeur des obligations déjà émises baisse puisque les nouvelles sont émises à des taux supérieurs).

Mais le risque de « krach obligataire » est limité (le dernier remonte à 1994) et les obligations pourraient même profiter de la situation car leur rendement augmentera alors qu'elles sont souvent moins risquées que les actions. Une étude du Credit Suisse sur les relations entre l'inflation (et donc la hausse des taux) et la performance des actifs financiers montre que ce sont les actions qui sont les plus touchées. Certains détenteurs les vendent pour

se porter davantage sur les obligations, avec une incidence défavorable sur les cours. Les entreprises cotées doivent alors s'adapter et offrir des dividendes plus élevés pour améliorer le rendement.

Cette stratégie implique qu'elles puissent augmenter leurs tarifs, pour maintenir leurs profits et offrir une « prime de risque » correcte aux investisseurs. Or quand elles subissent comme aujourd'hui à la fois la hausse du coût des matières premières, de la main d'œuvre (les revendications salariales sont aigüées par l'inflation) et de leur dette bancaire ou obligataire, la répercussion est difficile, les marges baissent et la valorisation boursière en fait les frais. Cette relation défavorable conduit les experts à considérer qu'à court terme les actions cotées n'offrent qu'une protection médiocre contre l'inflation. En revanche sur une longue période toutes les études montrent que leur rentabilité est supérieure à celle des obligations. gc

La banque des artisans depuis 1856

Depuis 1856, la BIL est aux côtés des artisans qui font le Luxembourg et propose des solutions adaptées à leurs besoins spécifiques. Découvrez-les sur www.bil.com/artisans ou contactez directement votre Responsable de relation BIL.

Le baptême du feu

Pierre Sorlut

La valse-hésitation de la ministre Backes sur la publicité de l'application des sanctions en réponse à l'agression russe en Ukraine sème le doute sur leur efficacité et sur la probité du centre financier



Le 9 février dernier, Yuriko Backes pose à côté de la saisie record de clopes contrefaites

Catch me if you can Depuis nos salons douilliers, on assiste au quotidien, dans la plus grande sidération, à l'écrasement de la population civile ukrainienne par l'armée russe. Les sanctions économiques et financières restent, depuis un mois, à côté de l'envoi (timide) d'armes aux Ukrainiens, la principale mesure de représailles. « Sanktioune ginn Eeschth geholl », affirme la ministre des Finances, Yuriko Backes (DP) la semaine passée sur la *Radio 100,7*. Au *Land*, elle répète que « les sanctions ont déjà lourdement affaibli l'économie russe et les moyens du président Poutine pour financer cette guerre (en Ukraine) ». Lundi, par voie de communiqué, la ministre en plein baptême du feu renchérit et affirme que « seule une mise en œuvre robuste et cohérente des mesures restrictives permettra de produire les effets recherchés et ainsi faire pression sur les décideurs (russes) ». Mais que valent ces déclarations d'intention et ce satisfecit ? D'abord, l'Union européenne laisse un trou béant dans la raquette en n'excluant pas du système d'informations Swift Gazprombank et Sberbank, banques par lesquelles passent le règlement des factures des quelque quarante pour cent de gaz consommé sur le Vieux continent.

Puis l'industrie financière *offshore* ouvre des portes. L'ancien consul honoraire du Luxembourg dans les provinces septentrionales de Vologda et Tcherepovets, de septembre 2006 à mars 2022, en détient les clés. Le consortium international de journalistes ICIJ décrit mardi comment Alexey Mordashov a transféré le contrôle de sa participation dans le géant allemand du tourisme Tui Group à une société-

« No hunting. Only farming. » Les banques donnent de nouvelles consignes à leurs gestionnaires de clientèles sur le marché russe

écran des BVI avec pour bénéficiaire économique Madame Mordashova. Le transfert de sa participation de trente pour cent du capital, représentant une valeur de 1,4 milliard de dollars, est intervenu après la publication de son nom dans la liste des sanctionnés au *Journal officiel* européen. « It is another example of how Western governments' inability to put an end to the secrecy provided by the offshore financial system that has allowed the ultra-wealthy to find new ways to protect their funds and avoid public scrutiny and legal actions », écrit l'ICIJ. « The world's tolerance for anonymous ownership has the potential to defeat everything from taxation to regulation and, of course, sanctions », poursuit le consortium en citant le directeur du collectif Tax Justice Network.

Sans bruit, Alexey Mordashov a disparu de la liste des consuls honoraires du Grand-Duché en Russie

(d'*Land*, 4.3.2022) au début du mois de mars, en même temps que le chef d'orchestre poutinophile Valery Gergiev (dont l'éviction avait été évoquée à la Chambre par le ministre des Affaires étrangères Jean Asselborn, LSAP). Alexey Mordashov, actionnaire (à 5,4 pour cent) de Rossiya Bank (banque de l'élite, du KGB et de la pègre russes selon la journaliste Catherine Belton) et patron du sidérurgiste Severgroup a aussi des intérêts au Grand-Duché. Selon le site créé par des auditeurs slaves travaillant au Luxembourg *stoprussiancapital.com*, le magnat russe de l'acier, proche du président, est le bénéficiaire économique de Steel Capital, 1,6 milliard d'euros d'actifs, au Grand-Duché. Il s'agit d'une société de financement de Severstal. Le commissaire aux comptes de cette holding, PwC, n'a pas encore expliqué le sort réservé à ce client. Alexey Mordashov n'est pas identifié comme bénéficiaire effectif de Steel Capital au registre national. À l'inverse d'Alisher Usmanov, un autre proche de Vladimir Poutine sanctionné, identifié au RBE comme détenteur de 49 pour cent du capital de Megafon, une soparfi avec 14 700 tout petits euros pour actifs fin 2020... Sur ses dix ans de vie, l'entreprise n'a jamais affiché beaucoup plus que cette modique somme. Le domiciliataire, LGL Corporate services, a dénoncé sa convention de domiciliation le 2 mars, juste après les sanctions. Où est l'argent de l'oligarque ? Mardi, *The Guardian* se réfère à la plateforme Russian Asset Tracker créée par les journalistes de l'OCCRP (Organized Crime and Corruption Reporting Project) et à l'identification des avoirs de l'oligarque sanctionné, Alisher Usma-

nov. Un de ses avions est enregistré au Luxembourg. La semaine dernière, *Reporter* a révélé que le jet de cet allié du président russe (l'un des « préférés » selon le conseil européen), opéré par la société Global Jet et immatriculé au Luxembourg, avait été « désenregistré ». Après du *Land*, le ministère des Transports, dont dépend la Direction de l'aviation civile, précise que la procédure de radiation est en cours. Elle a été déclenchée par la DAC suite au retrait du certificat de transporteur européen entrepris par la société Global Jet Luxembourg elle-même. Même chose pour l'aéronef d'un autre banquier russe sanctionné, ancien vice-Premier ministre, Igor Shuvalov. De la sorte, le Luxembourg est exonéré de sa responsabilité si les deux avions réapparaissent sur les radars luxembourgeois. Mais l'hypothèse est peu probable puisqu'ils ont l'interdiction de survoler l'espace aérien européen et que le ministère des Finances informait la semaine passée qu'aucun jet n'avait été saisi.

Nouveau Maccarthysme Que leur serait-il arrivé s'ils avaient été présents au Grand-Duché ? Leur opérateur aurait dû « les immobiliser jusqu'à nouvel ordre », explique-t-on au ministère des Transports. Les sanctions européennes ne prévoient ni la saisie ni la confiscation, d'avions ou de quoi que ce soit, mais le gel des actifs appartenant aux personnes portant atteinte à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et la communication de la mesure au ministère des Finances. Confiscations et saisies relèvent des autorités judiciaires. Les opérateurs sont nerveux. Lundi, le *Wort* évoque ces TCSP (*trusts and company service providers*) qui créent et gèrent les holdings de la clientèle internationale, y compris russe. Ainsi, la société Vistra, qui travaille pour les intérêts d'Alexey Mordashov écrit quelle cessera toutes les relations d'affaires avec les entreprises qui sont sanctionnées ou qui sont « liées à la sphère d'influence de Vladimir Poutine ou aux organisations sanctionnées ». Puis Vistra ajoute : « Darüber hinaus werden wir keine neuen Geschäfte aufnehmen, die Dienstleistungen innerhalb Russlands oder nach Russland erbringen. » Tout non-respect de la loi du 23 décembre 2020 encadrant la mise en œuvre des sanctions est passible de huit jours à cinq ans d'emprisonnement. L'amende peut aller jusqu'à cinq millions d'euros. Puis s'ajoute le risque de réputation en cas de bavure. Un zèle de prudence, teinté d'arbitraire, se diffuse dans le centre financier.

Dans les banques, les limitations de transferts de capitaux s'ajoutent à la liste de sanctionnés qui passe quotidiennement à la moulinette du système informatique de la conformité. Quand un compte ou une transaction croise un nom cité dans le règlement européen, l'alarme retentit et le gel est déclaré. Les dépôts de plus de 100 000 euros des Russes (non titulaires d'une nationalité de l'UE), les résidents de Russie et les entités russes sont interdits. La BIL, qui a un *desk* Russie et périphérie, proscriit aux résidents russes les retraits d'argent dans ses agences. Les transactions en roubles sont bloquées, de même que le compte nostro de l'établissement dans une banque russe. Les gestionnaires et les commerciaux sont cantonnés à l'accompagnement de la clientèle kazakhe, russe ou biélorusse existante. Le démarchage est stoppé. « No hunting, only farming », préconise-t-on. Les voyages dans la région sont évidemment bannis. Officiellement, la banque de la route d'Esch dit appliquer « strictement » les sanctions européennes. « Nous avons arrêté nos activités de développement commercial sur la Russie dès le début de la crise et nous maintenons cette position pour le moment », communique un porte-parole de l'établissement détenu à dix pour cent par l'État (le reste du capital appartient au groupe chinois Legend holdings). La BIL ne confirme ni ne dément les informations recueillies sur le gel d'avoirs de personnes sanctionnées.

Un participant à la réunion vendredi dernier du comité interinstitutionnel de suivi de la mise en œuvre des sanctions, le premier à avoir fait l'objet d'un communiqué depuis son instauration par règlement grand-ducal en 2010, rapporte la préoccupation des autorités pour une certaine « hystérie » à bloquer les Russes. Faut-il y voir un signe ? Un autre consul honoraire du Luxembourg en Russie, Vladimir Yevtushenkov, qui n'est lui pas sanctionné (ni aux États-Unis ni en UE), cède ses affaires luxembourgeoises « à des personnes de confiance », remarque *Business Insider* en Allemagne. La Française Marjorie Brabet-Friel a quitté le conseil d'administration d'East-West United Bank, propriété de ce milliardaire russe, le même jour que « l'ami » de

ce dernier, l'ancien ministre socialiste Jeannot Krecké. La femme d'affaires française apparaît depuis le 9 mars comme bénéficiaire effectif de plusieurs entités luxembourgeoises du groupe de participations SCP qui a racheté les hypermarchés Real à Metro pour 300 millions d'euros quelques jours à peine avant l'agression russe en Ukraine.

Le flou demeure Dans son communiqué sur la mise en œuvre des sanctions diffusé lundi, la rue de la Congrégation informe qu'une centaine de notifications de gel des avoirs a été reçue. La veille, le ministre français des Finances, Bruno Le Maire, avait détaillé les mesures opérées en France contre les avoirs russes sanctionnés. 850 millions d'euros ont été gelés par la *task force* de Bercy : 150 millions d'euros de comptes particuliers, 539 millions d'euros de biens immobiliers (une trentaine !) et deux yachts d'une valeur cumulée de 150 millions d'euros. À l'inverse de ses homologues français, italien, néerlandais ou belge, la ministre des Finances Yuriko Backes se montre plus chiche en informations. La nature des gels est tue. Il ne s'agit pas de yacht. Le commissaire aux Affaires maritimes Robert Biwer affirme avoir conduit des recherches sur les deux registres, commercial (document public) et de plaisance (réservé aux résidents et confidentiel). « Il n'y a rien. On ne joue pas dans la même ligue », complète le haut-fonctionnaire en référence aux yachts des oligarques qui font souvent plus de cent mètres de long. Le plus grand yacht du registre de plaisance mesure 48 mètres. Il porte le même nom que celui d'Arkady Rotenberg, Rahil, mais celui du copain de judo de Vladimir Poutine, sanctionné dès 2014, met vingt mètres à son homonyme luxembourgeois et bat pavillon russe.

Des contrats d'assurance maritime ont été résiliés par les assureurs luxembourgeois, dit le ministère, mais aucune information « concernant le gel d'un contrat d'assurance-vie n'a été communiquée au Commissariat aux assurances », semble s'étonner le ministère des Finances alors que Lombard International opère dans le secteur des super-PEP (*politically exposed persons*) avec ses des produits financiers taillés sur mesure, garantissant un maximum de discrétion. « Aucune infraction à l'égard de la réglementation sur les sanctions en vigueur n'a été constatée à ce jour (...) et aucune demande d'autorisation dérogatoire aux mesures restrictives financières n'a été délivrée », affirme le ministère des Finances après cette réunion qui a rassemblé toutes les autorités concernées (à l'exception du cadastre) : ministère d'État, ministère des Affaires étrangères, ministère de l'Économie, ministère de la Justice, parquet, service de renseignement de l'État, administration de l'enregistrement des domaines, CSSF, Commissariat aux assurances, Office du contrôle des exportations, importations et du transit, institut des réviseurs d'entreprises, ordre des avocats, ordre des experts-comptables, chambre des notaires, chambre des huissiers, direction de l'aviation civile, Luxembourg Business Register, cellule de renseignement financier et commissariat aux affaires maritimes.

La bâtonnière indique qu'une seule déclaration de gel a été opérée par un avocat. La pêche est maigre au barreau... et ailleurs. Selon les informations du *Land*, les parquets de Diekirch et de Luxembourg n'ont été saisis pour aucune confiscation. Les autorités judiciaires ne sont, dans le cadre des sanctions, sollicitées par les opérateurs ou le ministère qu'en cas de contournement ou de refus d'appliquer une sanction. Le centre financier luxembourgeois cache-t-il, sciemment ou non, des avoirs d'oligarques ? Le cas échéant, le message envoyé au Gafi, en visite sur place dans quelques mois, serait catastrophique. Quelle que soit la réponse, l'absence de publicité sur l'efficacité des sanctions n'inspire pas confiance quant à leur efficacité et décrédibilise la parole ministérielle. La direction générale de la Justice à la Commission européenne, en charge de l'opération « Freeze and seize » qui coordonne l'application des sanctions entre les États membres, ne rassure guère. Contactés, les services du commissaire belge Didier Reynders indiquent que chaque État est tenu de communiquer régulièrement à l'exécutif européen des rapports sur les gels opérés pour mesurer l'impact des sanctions et en envisager d'autres si l'efficacité de celles-ci n'est pas probante. Ce jeudi, le ministère des Finances affirme qu'il publiera « dans un futur proche » le volume des avoirs gelés. Quand ? Les chefs de gouvernement sont réunis ce jeudi à Bruxelles. Les tergiversations se paient en vies ukrainiennes. ●

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Die ukrainische Tasse

Michèle Thoma

Verborgen in der Wiener Altstadt gibt es ein Kirchlein, ganz in Altrosa, Himmelblau und Gold, vor Jahren entdeckte ich es, immer wieder zog es mich hin. Es hat etwas Kuscheliges, Heimeliges, wie bei *Mutter Mieke und ihre Kinder*, meinem ersten Pixie-Buch. In den Bann gezogen von der Inbrunst der Gebete, der meditativen Monotonie der Gesänge, der Zelebrationen nach orthodoxem Ritus, nahm ich an endlosen, nein, eher zeitlosen Gottesdiensten teil. Die griechisch-katholischen Priester, die auch heiraten dürfen, hatten Männerstimmen wie die russischen Popen, wirkten aber weniger gravitatisch als diese mit ihren patriarchalen Bärten. Einer schaute mit seiner coolen Frisur immer aus als käme er gerade aus der Disco. Nach dem Gottesdienst verschwanden die jungen Frauen eine nach der andern hinter den bunten Bilderbuchkulissen des Allerheiligsten. Am Ostermorgen stand ein Trüppchen in den highesten Heels und dem ministen Mini Schlange, um Opfergaben, Brot und Backwerk zu überbringen. Die meisten Kirchenbesucher*innen wirkten aber abgerackert, die Frauen hatten ganz im Gegensatz zu den Durchschnittswiener*innen noch ordentliche Frisuren. Alle küssten die Ikonen, die größten Fan*innen rutschten auf den Knien über die Fliesen. Das nahm im Lauf der Jahre ab, die Ukrainer*innen hatten auch immer weniger Frisuren und unterschieden sich immer weniger von den Durchschnittswiener*innen. Während der Maidan-

Ich trinke Kaffee aus meiner ukrainischen Tasse. Sie ist blau und bauchig, in allen möglichen Himmelfahrtsfarben, mit Häusern, bunt und lebendig wie bei Chagall.



Kirchlein, deck dich: die griechisch-katholische Barbarakirche in Wien

Massaker platzte die Kirche aus allen Nähten, draußen wurden Heldenfotos aufgestellt. Dies ist auch jetzt wieder der Fall, in der ersten Woche starteten hier die Hilfstransporte. In der Kirche war ich in der letzten Zeit nicht, es erscheint mir obszön mich unter wirklich Betroffene zu mischen.

Einmal stand ich an der slowakisch-ukrainischen Grenze, ich stellte mir vor weiter mit dem Zug zu fahren, in die weiten Ebenen unter einem weiten Himmel, an endlosen Plattenbausiedlungen vorbei in eine rostige Industrielandschaft. Bis in die legendäre Krim, wo die reichen Russ*innen urlaubten, es war noch vor dem Überfall. Das Meer wäre schwarz. Ich stellte mir vor, die Städte von Rose Ausländer und dem geliebten Joseph Roth zu besuchen. Ich fuhr nicht weiter.

Vor ein paar Jahren lud mich A. ein, sie, ihre Mutter und ihre Tochter im Osten bei Dnepropetrowsk zu besuchen. A. lebte seit Jahren zur Untermiete bei meiner Freundin, als Wirtschaftswissenschaftlerin versuchte sie in Wien eine adäquate Arbeitsstelle zu finden. Aber sie bekam nur kurzfristige Visa, landete dauernd in dubiosen Ausbeutungsjobs bei russischen Geschäftsleuten. Ihre Tochter, die ihre Mutter in der Ukraine großzog, sah sie ein Mal im Jahr. Sie schwärmte von dem alten Haus auf dem Land, dem großen Garten mit den Obstbäumen und von gewaltigen Honigtöpfen wie in Bärenbilderbüchern.

Sie zeigte mir Fotos von der Großmutter mit Kopftuch vor einem selbstgebackenen Kuchen, auch diese Großmutter und ihr Kuchen schauten aus wie aus einem alten Bilderbuch, es hätte ein russisches sein können. Zuhause sprach A. wie die meisten im Osten russisch, sie hatte große Sympathien für Russland, betonte aber Ukrainerin zu sein und nicht die geringste Lust auf Putins Reich zu haben. Nur leben wollte sie in der immer aussichtsloseren Armut nicht mehr. Sie versuchte Jobs in London oder Brüssel zu finden, erwog Luxemburg. Vor fünf Jahren ging sie nach Griechenland, wir hatten nur noch wenig Kontakt. Die Reise in die Ukraine hatte es nur im Kopf gegeben.

Vor kurzem antwortete sie mir auf Facebook, sie wäre bei der Familie in der Ukraine, es würde geschossen, nachts wären sie im Keller. Dann, dass sie zum Bruder in die Stadt geflüchtet wären und am nächsten Morgen zur Grenze aufbrechen würden. Gerade erfahre ich, dass sie in Polen sind. Meine Freundin wartet auf sie, sie kann ihr kleines Zimmer wieder beziehen, diesmal zu dritt, mit Mutter und Tochter.

Ich trinke Kaffee aus meiner ukrainischen Tasse. Leider kaufe ich sie nicht in der Ukraine, sondern auf einem Wiener Ostermarkt. Sie ist blau und bauchig, in allen möglichen Himmelfahrtsfarben, mit Häusern, bunt und lebendig wie bei Chagall. Ich entdecke einen großen Sprung, der quer durch sie geht. ●

ZU GAST

Vorverurteilt

Frauen sind sanftmütig, liebevoll und wollen geschützt werden. Männer dagegen sind aufbrausend, stark und kämpfen gerne. Bis heute prägen diese Geschlechterstereotypen unser Weltbild – und das trotz mehr als zweihundert Jahren Frauenrechtsbewegung. Selbstverständlich reicht das gesellschaftliche Repertoire an Vorurteilen weit über die Geschlechterrollen hinaus, denn auch Hautfarbe, Nationalität und Religionszugehörigkeit bieten seit jeher ideale Projektionsflächen für pauschale Urteile.

Sven Clement ist Abgeordneter der Piraten

Wie dominant solche Vorurteile in unserem Leben sein können, zeigt sich momentan auch im Kontext des Krieges in der Ukraine: Männer kämpfen und sterben für ihr Vaterland, Frauen retten ihre Kinder über die Grenze. Niemand erwartet von den Frauen zu kämpfen; niemand erlaubt es den Männern zu fliehen. Geflüchtete mit heller Hautfarbe werden in der EU mit offenen Armen empfangen; dunkelhäutige Schutzsuchende ertrinken weiterhin im Mittelmeer oder frieren in den Grenzwäldern zwischen Polen und Belarus. Niemand hat Angst vor ukrainischen Frauen; zu viele misstrauen Männern mit dunkler Haut.

Solidarität ist wichtig. Jede(r), der im Anblick des Kriegsgeschehens in der Ukraine nicht mehr stillsitzen kann und helfen möchte, wird gebraucht. Jede helfende Hand ist wichtig. Aber jeder, der heute die Hand ausstreckt, sollte sich auch fragen, ob er die gleiche Hand Personen anderer Hautfarben und/oder anderer Geschlechter reichen würde.

Rassistische und sexistische Unterscheidungen bei der Leistung von Hilfestellungen dürfen nicht toleriert werden. Wenn (wie vor kurzem geschehen) Geflüchtete aus der Ukraine in Luxemburg untergebracht werden und dafür 70 andere

Schutzsuchende aus anderen Ländern gezwungen werden, ihre Unterkunft zu verlassen und in der Notstruktur für Obdachlose zu schlafen, dann ist das unrecht. Und wenn wir alleinstehenden Männern nicht zugestehen, auch schutzbedürftig sein zu können, dann ist das falsch.

Der Krieg in der Ukraine erfüllt uns mit Angst und Schrecken, aber eben auch mit sehr viel Mitgefühl. Genau dieses Mitgefühl gilt es zu kultivieren – und zwar gegenüber allen Menschen. Die aktuelle Welle der Solidarität kann eine Chance sein nicht nur ukrainischen Geflüchteten in ihren dunkelsten Stunden zur Seite zu stehen, sondern darüber hinaus auch mehr Verständnis für das Leid von Schutzsuchenden im Allgemeinen zu entwickeln. Aber das wird nur möglich sein, wenn wir Rassismus und Sexismus keine Chance mehr geben.

Hier ist jede(r) Einzelne gefragt. Niemand außer man selbst kann die eigenen Vorurteile brechen. Man kann sich nur selbst der eigenen Vorstellungen bewusst werden. Wie stelle ich mir eine Frau vor, wie einen Mann? Welche Attribute verbinde ich mit Geflüchteten aus der Ukraine und welche mit Menschen aus Nigeria? Und dann kommt noch die zentrale Frage, die radikale Ehrlichkeit sich selbst gegenüber fordert: Mache ich hier Unterschiede und falls ja, warum? Nur wenn man sich seinen Vorurteilen offen stellt, kann man sie hinterfragen und überwinden.

Wer möchte schon gerne in einer Gesellschaft leben, die sich unkritisch für die eigene Solidarität auf die Schulter klopf, während Rassismus und Sexismus bestimmen, wer ihr Mitgefühl verdient hat und wer nicht. Ein Mensch in Not ist ein Mensch in Not. Jede Person, die vor Krieg und Verfolgung flüchtet, hat die gleiche Solidarität verdient. Die enorme Hilfsbereitschaft gegenüber der Ukraine sollte uns einen Anlass geben, unser Mitgefühl endlich zu universalisieren. ● Sven Clement

D'GEDICHT VUN DER WOCH



Sven Reicher

Europäesch Wäerter

„Doch dann warnte PiS-Parteichef Jaroslaw Kaczynski vor den gefährlichen Krankheiten, die die Flüchtlinge einschleppen würden: Cholera, Typhus, gefährliche Parasiten, Viren und Bakterien. (...) Zudem stellte er Muslime unter einen allgemeinen Terrorverdacht.“ Wort, 10. November 2021

Jacques Drescher

Wäiss sinn se, a ganz frëndlech,
Déi d'Polen gutt verstinn.
All Flüchtlingen si Mënschen,
Wann et alt Chrëschte sinn.

Am Jemen stierwe Kanner,
Déi si keng Biller wäert.
De gudden Europäer,
Ass deen, deen d'Russe fäert.

De Konsul vun de Bloen
Geet neierdëngs op d'Strooss,
Mee d'Krücher fir vun der Nato,
Déi hunn hie kal gelooss.

Europa ass ganz oppen –
Op d'mannst elo am Mäerz.
Mee biet blouss net géint Mekka,
Soss ass et ouni Häerz.

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Destruction collective assurée

Jean Lasar

« C'est de la folie. L'addiction aux énergies fossiles, c'est la destruction mutuelle assurée », s'est emporté cette semaine le secrétaire général des Nations Unis António Guterres. On avait pu pouvoir ranger au fond de l'armoire les doctrines relatives à la destruction mutuellement assurée (ou MAD, selon le fol acronyme anglais) qui ont hanté les insomnies de la guerre froide. Vladimir Poutine peut s'enorgueillir de les en avoir sortis, en usant et en abusant avec tout le cynisme dont il est capable pour avancer ses pions en Géorgie, en Tchétchénie et en Syrie, puis ces jours-ci en Ukraine.

Alors que les habitants de Marioupol sont martyrisés par l'armée russe, il y a lieu de se souvenir que les termes de l'équation qui ont empêché les États-Unis et l'Union soviétique de s'annihiler mutuellement à coup d'explosions nucléaires, et avec eux le reste du monde, ont fondamentalement changé : au risque de dévastation planétaire que garantit un conflit ouvert entre les deux États les plus armés s'est ajoutée la certitude d'une destruction collective assurée en cas de poursuite de notre consommation effrénée d'hydrocarbures. Autant dire que la doxa géopolitique déclinée aujourd'hui par la plupart des stratèges patentés évoque une situation qui n'existe plus vraiment : la guerre en cours au nord de la Mer Noire,

conjuguée au refus persistant de nos sociétés de prendre en compte l'acuité de la crise climatique, nous contraint à concevoir et à déployer dans l'urgence une organisation sécuritaire mondiale entièrement redessinée.

Le spectre des attitudes adoptées face à l'équilibre de la terreur, qui pendant longtemps allait du pa-

Lorsqu'un dirigeant pour qui les revenus de ses gisements pétroliers et gaziers sont essentiels à la pérennité de son règne autoritaire met le pistolet atomique sur la tempe de ses clients

cifisme aveugle au jusqu'au-boutisme belliciste, s'est enrichi après le démantèlement de l'URSS, côté occidental, d'un pragmatisme mercantiliste qui est rapidement devenu dominant et dont on mesure aujourd'hui l'inanité. Penser une architecture de sécurité faisant intervenir à la fois le risque nucléaire et la certitude d'une apocalypse climatique suppose de neutraliser tant le chantage à la canonnière que celui à la pompe : une voie assurément étroite. Mais lorsqu'un dirigeant pour qui les revenus de ses gisements pétroliers et gaziers sont essentiels à la pérennité de son règne autoritaire met le pistolet atomique sur la tempe de ses clients, il devrait être évident pour ceux-ci qu'ils ne peuvent ni céder à l'intimidation ni continuer à financer ses exactions.

La notion qu'il faut un changement de paradigme pour préserver la vie sur terre a été déclinée sur tous les tons, au point qu'elle est sans doute usée jusqu'à la corde. La guerre en Ukraine nous démontre qu'elle reste pourtant éminemment pertinente. Fuir la confrontation en invoquant le risque d'embrasement intercontinental, c'est peut-être écarter ce risque à court terme, mais c'est aussi se condamner à un avenir où les énergies fossiles continuent de régner en maître et nous mènent tout droit à la désolation mortifère décrite dans les derniers rapports du GIEC. ●

« On blanchit aussi par le langage »

Michaël Lucas

Tribune sur les abus langagiers des acteurs financiers pour faire passer des concepts pour ce qu'ils ne sont pas toujours



Les acteur.rice.s de la finance, réun.i.e.s ces 22 et 23 mars à Luxembourg, à l'occasion de la Conférence européenne des gestionnaires d'actifs, organisée par l'Alfi (association des fonds d'investissement), ont inventé un jargon propre qu'il.elle.s nourrissent au fil de leurs publications et de leurs discours, un jargon, empreint d'anglicismes qui dessinent le périmètre d'un entre-soi utile: chaque mot (*compliance*, implémentation, etc.) puisé dans le répertoire de cet argot lisse signifie leur appartenance au cercle des maîtres du monde. Rien de bien original à cela : tout groupe social un peu particulier élabore son vocabulaire propre, signe de reconnaissance et, en même temps, facteur d'exclusion. Mais le jargon de la finance remplit une autre fonction : la faire passer pour une activité saine et vertueuse. « Dans la finance, on blanchit aussi par le langage » relève avec justesse le philosophe québécois Alain Deneault.¹ « Définir les mots est un acte politique. Qui en fixe le sens se dote d'un atout stratégique. »²

Je propose, dans les lignes qui suivent, quelques exemples de ce blanchiment, à commencer par le mot-clef investissement, tellement présent dans la littérature spécialisée qu'on pourrait le confondre avec la finance. L'essentiel des opérations dites d'investissement relève en réalité du placement (la réglementation se réfère d'ailleurs aux Organismes de placement collectif en valeurs mobilières) voire de la spéculation, sans aucun apport d'argent frais dans l'activité économique, les sommes placées ne quittant souvent pas le périmètre des marchés financiers. Le marché secondaire, où les titres ne font que « passer d'un portefeuille à un autre sans aucun effet productif supplémentaire (...), représente la part principale des volumes et des revenus de la finance ».³ « Par habitude folklorique, nous disons que l'acheteur d'une action (de la société X) a investi dans (cette) société, mais c'est une pure fiction », écrivait déjà Adolf Augustus Berle en 1962, se référant aux transactions boursières⁴. « Vouloir faire croire qu'un tel personnage (celui qui achète des titres en bourse) investit dans la compagnie ou est un fournisseur de capital alors qu'il se borne à placer de l'argent sur un titre et à ponctionner la société pour toucher sa rente est un pur sophisme ».⁵

On pourrait objecter que, par exemple, les fonds activistes investissent (au sens d'occuper les lieux de décision) la firme dans laquelle ils prennent des participations ; c'est juste, mais encore ici, la visée spéculative du raider (prédateur) prend généralement le dessus sur l'investissement. Ainsi, le fonds anglais Bluebell Capital ne cachait pas la motivation boursière de sa campagne (réussie) visant à évincer

L'imposture langagière tend à anesthésier, autant que possible, toute analyse critique qu'intuitivement, les travailleur.se.s du secteur et les petit.e.s épargnant.e.s pourraient être tenté.e.s de développer

Emmanuel Faber de la direction de Danone⁶. Au demeurant, ces cas sont tout à fait minoritaires. La gestion des portefeuilles mobiliers est pour l'essentiel passive, donc, dans les faits, sans aucune réelle velléité d'exercer un quelconque contrôle sur les entreprises concernées. La diminution constante, depuis des années, du temps de détention des titres par les acheteurs démontre, s'il le fallait encore, que la tendance n'est pas à l'investissement. La durée moyenne pour les placements ordinaires est passée sous la barre de l'année, alors que dans le trading à haute fréquence, dont le poids ne cesse de croître, cette durée se mesure en secondes. La notion de long terme inhérente au concept positif d'investissement (comme on dit qu'on investit en quelqu'un) est absente de la majorité des opérations sur les marchés financiers. Celui qui y place son argent pense d'emblée à la porte de sortie⁷. Aussi, l'essentiel de ce qui aujourd'hui est présenté comme investissement durable⁸ n'est que placement et spéculation, sans effet de réallocation des moyens au profit de la transition énergétique et écologique.

Les investissements directs à l'étranger (IDE) sont une autre illustration du détournement de langage caractéristique du secteur. Les champions bénéficiaires d'IDE que sont le Luxembourg et les Pays-Bas affichent fièrement des ratios « stock d'IDE/PIB » exceptionnels : 6 069 pour cent pour le Grand-Duché et 759 pour cent pour les néerlandais⁹. Mais ces IDE s'avèrent, pour l'essentiel, des investissements fantômes ou fictifs, « sans aucune activité commerciale réelle (...), qui visent souvent

à minimiser la facture fiscale globale des multinationales »,¹⁰ selon un rapport du FMI et de l'Université de Copenhague. Dans leur verve littéraire, les commentateurs aiment aussi utiliser l'expression industrie de la finance. Il est vrai que le langage commun reconnaît l'industrie du spectacle ou encore l'industrie des loisirs, mais la finance, pas plus que le spectacle ou les loisirs, n'a rien d'une industrie au sens propre du terme, à savoir celle de la production de biens matériels. L'expression « industrie de la finance » crée la confusion et entretient l'illusion que l'activité dans son ensemble joue un rôle indispensable et vertueux dans l'économie réelle.

Le terme « place financière » offre une autre figure de cette fabrique du consentement bien entretenue par les communicant.e.s : qu'est-ce que cette concentration d'activités à Londres, à New York, à Paris ou à Luxembourg a d'une « place » si ce n'est le nom ? L'artifice vise à attribuer à la finance le crédit de la transparence généralement associée à la place publique, tandis que ses protagonistes chérissent la discrétion des officines feutrées protégées par le secret des affaires et de l'administration.¹¹

L'expression convenue d'optimisation fiscale constitue une autre illustration de cette corruption du vocabulaire. Les manuels de droit énoncent, classiquement, que la différence entre l'optimisation et l'évasion fiscale réside dans le caractère légal de la première, la seconde ne l'étant pas. Cette façon de présenter les choses est bien entendu utile : l'ingénierie fiscale, chère aux Big Four et autres consultants, ne serait qu'une juste exploitation des mécanismes légaux. En réalité, il s'agit d'explorer sciemment les nombreuses zones grises et les méandres des multiples droits nationaux et sous-nationaux, en s'appuyant sur des interprétations juridiques orientées, sujettes à caution. Ce n'est qu'après coup, lorsque le montage est soumis à l'examen du juge (quand c'est le cas), qu'apparaît sa légalité ou son illégalité. La différenciation est artificielle et certains, comme le réseau Tax Justice Network, proposent de parler, dans les deux cas, d'abus fiscal¹².

Il est frappant de noter que les protagonistes de la finance, dans leur plaidoyer pro-domo, aiment souligner qu'aujourd'hui, ce ne serait plus comme avant : « les choses ont changé ; la profession s'est moralisée ». Mais ce même discours était tenu, par les mêmes, il y a dix ans, l'« avant » dénoncé. Qu'avoueront-ils dans dix ans sur leurs pratiques actuelles ? L'abus fiscal s'apparente à une course dans laquelle les grosses fortunes et leurs conseiller.ère.s ont toujours quelques longueurs d'avance.

Enfin, plutôt que de se référer à l'État (parce que, le plus souvent, c'est bien de lui qu'il s'agit), les experts se plaisent à évoquer ce qu'ils appellent la juridiction. Peu subtil, cet adossement sémantique de la finance à l'idée de légalité n'en est pas pour le moins efficace : que l'on aille dans les Seychelles, au Delaware ou dans les Bermudes, ces destinations sont nommées juridictions, c'est à dire des lieux où l'on dit le droit, où l'on agit conformément à la loi. On est donc légitime d'y installer son siège ou sa succursale, passant sous silence le lobby permanent et l'ingénierie active des consultant.e.s, des fiscalistes et des avocat.e.s¹³, dont l'activité, précisément dans ces territoires de complaisance, réduit le droit à de l'autorégulation et à une contrainte formelle qu'on aura tôt fait de contourner.

« Comme George Orwell l'a bien montré, les déformations de langage le rendent vague et imprécis voire mensonger et tendent à geler la pensée »¹⁴. En l'occurrence, l'imposture langagière tend à anesthésier, autant que possible, toute analyse critique qu'intuitivement, les travailleur.se.s du secteur et les petit.e.s épargnant.e.s pourraient être tenté.e.s de développer. Elle offre, en même temps, une réponse à la dissonance cognitive qui frappe bon nombre d'entre eux.elles. Issue d'une communauté essentiellement anglophone, la novlangue financière a colonisé notre vocabulaire, au point que les voix critiques finissent elles-mêmes par en utiliser certaines expressions. Je m'efforce de l'éviter, ne souhaitant pas participer au blanchiment de ce qui n'est pas blanc... ni vert d'ailleurs, mais ça, c'est une autre histoire. ●

¹ L'auteur est coordinateur de l'ASTM asbl, ONG de développement.

² Alain Deneault, invité d'ATTAC France, lors d'une conférence organisée le 24.04.2018 et dont l'enregistrement est disponible sur la plateforme Hors-Série. <https://hors-serie.net/emission.php?id=311>

³ Grégoire Chamayou, La société ingouvernable, Une généalogie du libéralisme autoritaire, La Fabrique éditions, 2018, p. 97.

⁴ Alain Grandjean et Julien Lefournier, L'illusion de la finance verte, Les Éditions de l'Atelier, 2021, p. 66. Lire aussi : « C'est une confusion entretenue entretenue à la fois par l'utilisation malheureuse du terme « investment », repris

en français par « investissement » qui est en fait un placement... ».

⁵ Cité par Chamayou, op. cit., p. 113.

⁶ Chamayou, op. cit., p. 113.

⁷ <https://investir.lesechos.fr/actions/actualites/le-pdg-de-danone-dans-le-collimateur-du-fonds-activiste-bluebell-1944493.php>

⁸ « Finalement, l'enjeu pour la French Tech est désormais de démontrer qu'elle est capable de fournir aux investisseurs qui ont cru en elle une porte de sortie à la hauteur de leurs ambitions », euphémise le journaliste Vincent Fagot, Du Jamais vu : la French Tech lève 1 milliard d'euros en une journée, Le Monde, 23.09.2021

⁹ Je n'aborde pas ici le large sujet de la définition du durable ou ESG dans la finance ni celui de la compatibilité du capitalisme financiarisé (voire du capitalisme tout court) avec les ambitions de justice sociales et environnementales.

¹⁰ Le Luxembourg en pole position, Georges Canto, d'Letztebuerg Land, 14.05.2021. <https://www.wort.lu/fr/économie/le-luxembourg-receptacle-d-investissements-fantomes-5d75fc35da2cc1784e34b322>

¹¹ Le Luxembourg, réceptacle d'« investissements fantômes », Luxemburger Wort, 09.09.2019. <https://www.wort.lu/fr/économie/le-luxembourg-receptacle-d-investissements-fantomes-5d75fc35da2cc1784e34b322>

¹² Pour une illustration de cette pratique du secret : Luxletters : comme une lettre à la poste ? Luc Caregari, WOXX, 02.07.2021. <https://www.woxx.lu/luxletters-comme-une-lettre-a-la-poste/>

¹³ Tax Justice Network : Tax avoidance and tax evasion, 14.11.2020. <https://taxjustice.net/tax-avoidance-and-tax-evasion>

¹⁴ A titre d'exemple : La part de l'ombre des avocats de Baker McKenzie, Jérémie Baruch et autres, Le Monde, 6 octobre 2021.

¹⁵ Hélène Tordjam, La croissance verte contre la nature, Critique de l'écologie marchande, La découverte, 2021, p. 18.

BRIEF AN DIE REDAKTION

Frau Mischel,

am 11. März 2022 haben Sie in Ihrem Gastbeitrag hier im *Lëtzebuurger Land* ein Paradebeispiel für das Phänomen der psychologischen Projektion geliefert. In Ihrem Artikel werfen Sie die Frage auf, welchen Feminismus es Ihrer Meinung nach am Weltfrauentag bräuchte, und schließen dann von sich auf andere, indem sie der Plattform JIF eine autoritäre Radikalisierung vorwerfen. Dabei haben Ihre Ausführungen nichts mit Feminismus zu tun, sondern beweisen Ihr absolutes Unverständnis der feministischen Bewegung und aktueller Forderungen.

Der von Ihnen dargelegte Antifeminismus ist bedauerlich, jedoch wenig überraschend, ist er doch nachweislich eine zentrale Ideologie im Rechtspopulismus. Wie in einer rezenten Studie dargelegt, ist ein deutlicher Zusammenhang zwischen Antifeminismus und autoritären und rechtsradikalen Einstellungen festzustellen (*Leipziger Autoritarismus Studie 2020*, Heinrich-Böll-Stiftung, Otto Brenner Stiftung). Die antifeministische Strömung hat sich parallel zum Feminismus etabliert. Bereits 1902 stellte die deutsche Feministin Hedwig Dohm fest, dass „die Charakterschwachen Front gegen die Frauenbewegung machen – aus Furcht. Sie haben immer Angst, vor der Frau – besonders von ihren eigenen – unterdrückt zu werden. Weil sie sich heimlich ihrer Schwäche bewusst sind, betonen sie bei jeder Gelegenheit ihre Oberhoheit.“ Dieses Zitat stimmt damals wie heute, wenn man die neuesten Äußerungen von Mitgliedern der ADR wie Jeff Engelen und Sylvie Mischel hört.

Die antifeministische und misogyne Haltung des Jeff Engelen musste man am 8. März im Rahmen einer Aktualitätstunde zum Thema Gleichstellung zwischen den Geschlechtern ertragen, als er die Frau von Natur aus als „einfacher“ bezeichnete, um damit ihren Mangel an Interesse an Führungspositionen zu erklären. Auch Frau Mischel beweist



Fraestreik vom 8. März

Maxime Miltgen, Präsidentin der Femmes socialistes und Mitglied der Plattform JIF, antwortet auf den „Zu Gast“-Beitrag der Präsidentin der ADR-Fraën, Sylvie Mischel (d’Land vom 11. März)

ihre antifeministische Haltung, indem sie typische Inhalte des Antifeminismus einnimmt: „Die Plattform die den sogenannten ‚Frauenstreik‘ organisiert, spricht in ihren Publikationen von Frau* und nicht einfach von Frau, weil mit dem Sternchen jeder bedacht werden soll, der sich sozial als Frau definiert. Es ist ein Feminismus der nicht mehr die Frauen vertritt, sondern eine dekonstruktivistische Gender-Ideologie, die sich gegen unsere binäre Frau/Mann Gesellschaft stellt und dadurch unsere biologische Realität durch ideologische Fantasien ersetzen will.“ Und außerdem: „Die ADR Frauen sind gegen eine solche Entwicklung. Wir wol-

len keinen Feminismus der Frauen zu einer Kopie der Männer machen will. Wir betonen die Komplementarität von Frau und Mann... Wir sind nicht gegen die Männer, sondern gehen mit ihnen durch dieses Leben.“

Das erste Zitat erfüllt gleich mehrere antifeministische Ideologien, erstens jene die verlangt, Frauen ihre der „Natur“ entsprechenden Rolle in der Gesellschaft zuzuweisen und zweitens, eine klare Trans-Feindlichkeit, die es ablehnt, vielfältige Identitäten als gleichwertig zu akzeptieren. Das zweite Zitat spiegelt das klassische Konstruieren von Feindbildern wider,

wie beispielsweise der Behauptung, Feminismus sei eine einheitliche und übermächtige Bewegung, die Männer unterdrücke wolle und ein gemeinschaftliches Miteinander verhindere.

Dieser Artikel gibt sehr viel Aufschluss über die eigentliche Gesinnung der ADR Frauen die sich gegen den Feminismus und moderne Frauenbewegungen wie die JIF aussprechen, weil diese alles verkörpern, was rechte Parteien und rechts-extreme Kreise ablehnen: den gesellschaftlichen progressiven Wandel, den Pluralismus und die Bedrohung weißer männlicher Privilegien. ● Maxime Miltgen

LIESERBRÉIF

Geet et dem Land gutt, geet et de Leit gutt?

Mëttlerweil besëtzen zu Lëtzebuerg déi räichst 10% vun der Bevëlkerung knapp d’Hallschent vum gesamte Verméigen, während déi ënnescht 50% vun der Populatioun nëmmen 9% besëtzt

An engem rezenten Interview am *Lëtzebuurger Land* huet de Premier, op déi klammend sozial Ongläichheeten zu Lëtzebuerg ugeschwat, d’Situatioun relativéiert a geäntwert, dass d’Schéier tëschent Aarm a Räich an der Pandemie jo net geklomme wier. Ausserdeem hätt d’Regierung jo schonn eng Rei Mesure geholl, fir déi Schwächst an der Gesellschaft ze ënnerstëtzen.

Effektiv kënnst de Stateg an enger rezenter Publikatioun zur Conclusioun, dass den Aarmutsrisko am Joer 2020 stabil bliwwen ass par rapport zu virun der Covid-Kris. D’Ongläichheete beim Akommes sinn esouguer lichter erof gaangen. Also e Grond, opzeootmen?

Déi kuerz Äntwert ass: Nee. Déi nei Zuele vum Stateg sinn nämlech provisoresch, well déi definitiv Zuelen nach net disponibel sinn. Ausserdeem geet déi gefillten Aarmut am selwechte Rapport fir d’Joer 2020 net erof, mee erop. Den Undeel vun de Stéit, déi aussoen dass si d’Enner zum Schluss vum Mount nëmme schwéier beiennee kréien, klëmmt vu 24,9% am Joer 2019 op

26,5% fir 2020. Besonnesch bei den Elengerzéienden ass de Chiffer mat bal 59% vun de Stéit immens alarmant.

Dobäi däerf een och net vergiessen, dass d’Joer 2020 markéiert war vun enger Rei temporäre Mesuren, déi sollte verhënneren, dass d’Stéit an d’Aarmut ofrutschen. D’Verdueblung vun der Allocation de vie chère, d’Afréiere vun de Loyeren, de generéise Regime vum Chômage partiel – dat ware Mesuren déi richtig waren, mee eben och just zäitlech begrenzt. Wéi d’Situatioun fir d’Joer 2021 an duerno ausgesäit steet op engem anere Blat.

Et ass sech d’Saach also ze einfach gemaach, de strukturelle Problem vun de klammende sozialen Ongläichheeten, dee mer säit Joren erliewen, op d’Säit ze kiere mam Argument, d’Covid-Kris hätt keen negativen Impakt gehat. Éischstens ass et ze fréi fir dat mat Sécherheet ze behaupten an zweetens weise genuch Indicateuren, dass mer duerchaus e Problem vun Aarmut zu Lëtzebuerg hunn, an dat och bei der schaffender Populatioun. Dat eleng ass alarmant genuch.

Genau sou wéineg däerf dëst als Argument hierhale fir iwwerfällg Reformen no hannen ze verréckelen. D’Zuele weise ganz kloer, dass onse Steier-a Sozialsystem et ëmmer manner fäerdeg bréngt, déi klammend Inegalitéiten anzedämmen. Eng Entlaaschtung vu Stéit mat niddrege Revenuen an eng Erhéijung vum Spëtzeiteersaz mussen dowéinst seriö diskutéiert ginn.

Grad elo, wou duerch déi héich Inflation virun allem d’Stéit mat niddrege Revenuë getraff sinn, wier och de richtige Moment fir eng Erhéijung vum Steierkredit ëmzesetzen an domat dës Stéit zënnerstëtzen.

Och am Logement däerf sech d’Politik net fortucken, wann eng nei Etude zur Conclusioun kënnst, dass bei der aktueller Steierpolitik virun allem déi räich Proprietären, déi Wunnenge verlounen, massiv profitéieren. Amplaz ofzelenken, mussen de Premier an déi nei Finanzministesch hei endlech Neel mat Käpp maachen. Den Amortissement accéléré ersatzlos ofschafe wier en éischte Schrëtt.

De Fabricio Costa, Co-Spriecher vun Déi Jonk Gréng, reagéiert op den Interview mam Premierminister Xavier Bettel (d’Land vum 11. Februar 2022)

Zu gudder Lescht huet de Premier a senger Äntwert och e kruzialen Aspekt vun de sozialen Ongläichheeten ausgeklammert, nämlech d’Inegalitéit beim Patrimoine. Mëttlerweil besëtzen zu Lëtzebuerg déi räichst 10% vun der Bevëlkerung knapp d’Hallschent vum gesamte Verméigen, während déi ënnescht 50% vun der Populatioun nëmmen 9% besëtzt.

Dësen Trend ass net just schlecht fir d’Chancëgläichheet a fir d’wirtschaftlech Entwécklung, e kraazt och um sozialen Zesummenhalt an der Gesellschaft. Déi klammend Inegalitéit beim Patrimoine mussen dowéinst an der öffentlecher Debatt méi Gewiicht kréien. An d’Partei mussen spéitstens en vue vun den nächste Wale konkret Léisunge proposéieren, déi si dëser Entwécklung entgéint setze wëllen.

Och wann ons Ekonomie insgesamt an am Verglach mam Ausland gutt duerch d’Covid-Kris komm ass, trëfft dat net op all d’Bierger:innen zou. D’Politik däerf sech also net selektiv hannert Statistike verstoppen. Si muss u geziilt Léisunge schaffen, fir dass et net just dem Land, mee an éischer Linn all de Bierger:inne gutt geet. ● Fabricio Costa

Artistes en herbe

La première édition d'*XPO E* aux Rotondes a eu lieu en 2009 à l'occasion des trente ans de la section E, section d'enseignement artistique au sein des lycées classiques. C'était la formation initiale de Steph Meyers, directeur des lieux qui avait à cœur de rendre hommage à ses premières amours en pointant le projecteur sur un enseignement qui souffrait d'un déficit de notoriété. Aujourd'hui, la filière connaît un engouement certain : Dix lycées propose cette formation (le lycée Nic Bieber seulement depuis cette année, ce qui justifie son absence de l'exposition). Aussi, plus de 500 élèves participent à la troisième édition de *XPO E* (jusqu'au 17 avril). Quatre projets distinct reflètent quatre matières enseignées : histoire de l'art, communication visuelle, dessin et design. Le fil rouge est celui de l'autoportrait puisque chacun des 501 élèves participants s'est prêté au jeu. Si l'exercice est forcément scolaire, la variété de techniques de dessin (crayon, crayons de couleur, fusain, craies, encre, stylo à billes...), les choix de mise en scène (dans un miroir, sur une photo, à la manière d'artistes célèbres) et les aspects plus personnels et psychologiques, témoignent d'une certaine prise de risque et d'une certaine maturité.

Jouant avec les mots, le parcours thématise l'*Ee-volution* avec une

déclinaison infinie d'œufs (*Ee* en luxembourgeois) imaginés et réalisés en cours de design (photo: Jessica Theis). Éclosion, fécondation, cellule, embryon, membrane, coquille, plein/vide, organique/géométrique, jaune/blanc, ouvert/fermé, sont les sujets abordés avec des rendus mitigés, qui illustrent plus le parcours de recherche que le résultat. Encadrés par la photographe Jeanine Unsen, pour leur cours d'histoire de l'art, les élèves se sont intéressés au portrait. Classe par classe, ils se sont lancés dans la mise en scène et la réalisation de leur propre photo, censée les représenter de façon réaliste ou allégorique. Les grands tirages donnent une substance à leurs recherches. Enfin, en communication visuelle, les jeunes ont travaillé avec Guillaumit, auteur de bandes dessinées de films d'animation (à qui on doit l'image du PICelectroNIC des Rotondes). La vidéo présente leurs dessins réalisés sur tablette intégrés dans un cadre animé plutôt rigolo.

Tous ces élèves ne suivront pas forcément un enseignement supérieur en art, ils ne deviendront pas tous artistes, graphistes, designers, ou profs d'art plastique ou d'histoire de l'art... Ils pourraient même mal tourner et devenir directeur d'un centre culturel. [fc](#)



14



Charl Vinz

La carte blanche à un illustrateur (page 17) a été confiée ce mois à Charl Vinz. Il se décrit lui-même comme un « élève médiocre mais gentil, ascendant paternel bourgeois et maternel post-ouvrier ». Les oiseaux de nuit le connaissent surtout derrière le bar du Gudde Wëllen, une occupation absolument compatible avec un intérêt pour l'art qu'il a développé en tant que travailleur culturel. Il a organisé des concerts avec *Radio Ara*, mené une résidence d'artiste orientée vers l'urbanisme au Zentrum for Kunst und Urbanistik de Berlin avant de développer le dessin et l'esquisse avec les Urban Sketchers de Luxembourg. Durant le confinement de 2020,

« grâce à un chômage partiel et à un soutien familial » il consacre tout son temps au dessin et entame sa première série d'illustrations nocturnes de la ville de Luxembourg, l'espace public étant une ligne directrice dans sa pratique. Parallèlement, il valide en ligne un diplôme de création artistique en espace public de la FAI-IR. On a pu voir sa série en lino-gravure *On ne sait plus trop quoi* à l'espace Am Gronn, traitant du consumérisme. La dernière série en date, *Ressentir, Ressortir* est un retour à l'illustration dédiée à l'intimité dans les espaces publics, un personnel qui devient politique. Pour le *Land*, il s'est livré à un exercice contemplatif pour « trouver un équilibre entre un *fine-liner* extrêmement fin, un Posca arrondi, et un sketch au crayon » et une recherche dans la composition, la combinaison des rythmes, des textures. « Je dessine des paysages qui évoluent, des villes qui se transforment avec leur lot de câbles qui nous tiennent, de routes qui nous portent, et de grues qui n'en finissent pas de grimper et faire grimper les prix. J'ai voulu cette fois articuler la ville autour des personnes qui la vivent. Les gares sont des lieux de croisement et les lieux où celles et ceux qui prennent soin de la ville arrivent et repartent, au rythme des trains ». [fc](#)

145 millions d'euros

Le ministre des Travaux publics, François Bausch (Déi Gréng), confirme cette semaine dans une réponse à une question parlementaire que le projet

de loi pour la rénovation de l'Ackerbauschoul à Ettelbruck sera déposé « pour la fin 2023, début 2024 ». Le coût prévisionnel était estimé à 145 millions d'euros, soit plus que la construction du nouveau lycée agricole (107,5 millions) à Gilsdorf, dans la périphérie de Diekirch. (Mais la flambée des prix des matériaux va probablement finir par renchérir encore plus le projet.) Le déroulement du chantier, précise le ministre, ne serait « pas encore connu à ce stade ». Dans une publication récente (*111 projets, 2010-2021*), l'Administration des bâtiments publics (ABP) s'était montrée plus optimiste tablant sur un démarrage de chantier début 2024 et une mise en service pour la rentrée 2028. Classé monument historique, l'ancien bâtiment de l'Ackerbauschoul à Ettelbruck fut construit entre 1929 et 1932. L'ABP veut redonner sa « forme originale » à cet édifice marqué par une forte symétrie et démolir les annexes construites en 1968. Le bâtiment sera réaffecté au service du Lycée technique d'Ettelbruck. [bt](#)

Détournement

Ce jeudi après-midi, ils n'avaient que 76 heures d'existence et 52 abonnés sur leur Instagram, mais on peut penser que le Kollektiv RIP E22 va faire parler de lui. Ils signent « unknown artists » et affichent un style *low tech* (avec le logiciel MS Paint), mais le contenu de leurs images fait mouche. Détournant

le logo et les couleurs de la capitale européenne de la culture, ils en fustigent les dysfonctionnements ou les travers déjà souvent énoncés. L'ironie est le moteur de leur action qu'ils admettent « encore assez jeune avec un concept pas tout à fait défini, comme certains événements majeurs qui ont le même déficit : certains appareils de cuisine semblent avoir plus de programmes que nous. » À la demande du *Land*, le collectif nous livre un statement aussi désopilant que ses créations : « By the 26.02.2022 it somehow started with the missile/rocket launch, the V22 happily turned out to be a virtual one and Luxembourg was spared of not getting nuked for the stupidity of a kick off festival... But somehow since the launch Esch 22 disappeared, vanished, died, all went silent... Rest in Peace E22 » Un manifeste plus complet devrait suivre « après la septième semaine de notre deuil ». [fc](#)



Pas d'école d'art

Dans le *Land* du 14 janvier 2022, nous faisons écho de l'initiative D'Konschtuniversität

qui lançait une lettre ouverture pour revendiquer la création d'une école d'art au Luxembourg. Quand on voit le succès des sections artistiques (lire ci-dessus), la question mérite d'être à nouveau posée. La députée Djuna Bernard (Déi Gréng) le fait par la voie parlementaire et s'intéresse au nombre d'étudiants luxembourgeois dans les filières artistiques à l'étranger. Dans sa réponse, le ministre de l'Éducation nationale Claude Meisch (DP) douche d'emblée les espoirs en expliquant que « la création d'une école d'art au Luxembourg n'est pas prévue par le programme gouvernemental 2018-2023. » Il précise que près de mille étudiants résidents ont suivi une formation de l'enseignement supérieur à l'étranger dans le domaine des beaux-arts et de l'audiovisuel ces dernières années (987 pour l'année académique 2020/2021 et 979 pour celle en cours). À l'inverse, il ajoute que 89 (respectivement 87) étudiants étaient inscrits au Luxembourg, ces mêmes années, aux différents BTS relevant du domaine des arts appliqués (dessin d'animation, cinéma et audiovisuel, réalisateur graphique et Game art and Game design, tous au sein du Lycée des Arts et Métiers). [fc](#)

Théâtre du vide

Le français est parlé par 300 millions de personnes dans le monde. Chaque année, le Mois de la Francophonie entend « célébrer le plaisir de s'exprimer en français ». Au Luxembourg, plusieurs manifestations sont organisées par ou avec le soutien de l'Institut français : conférences, concerts, théâtre, rencontres littéraires... Après *Chanson douce*

de Leïla Slimani, mis en scène par Véronique Fauconnet (lire le *Land* du 11.03.22), le Théâtre national continue sur sa lancée francophile avec *Les Chaises* d'Eugène Ionesco, dans une mise en scène de Gábor Tompa, directeur général et artistique du Théâtre hongrois de Cluj en Roumanie (à partir du 29 mars). Créée en 1952, la troisième pièce de l'auteur est une tragédie moderne sur le vide. On y retrouve la nostalgie de l'enfance, le sentiment de culpabilité, l'horreur de la vieillesse et de la mort. C'est aussi une comédie qui suscite le rire par ses calembours, ses parodies, ses pirouettes. C'est enfin un ballet, celui des chaises amoncelées dans le mouvement accéléré d'un tourbillon fantastique, et qui demeurent vides. La première représentation sera suivie d'une table ronde avec Gábor Tompa, Frank Hoffmann, Oana Pellea, Dragos Buhagiar et Patrick Le Mauff, modérée par Georges Banu, essayiste de théâtre franco-roumain, invité par l'Ambassade de Roumanie. Les participants interrogeront la place du théâtre dans la société d'aujourd'hui. [fc](#)

L'art pour l'Ukraine

En dehors des appels contradictoire au boycott ou à la solidarité, le secteur culturel se mobilise aussi pour soutenir les Ukrainiens. Plusieurs événements sont annoncés. Ce dimanche au Mudam, une vente d'œuvres d'art est organisée toute la journée. La totalité des fonds collectés seront remis à des organisations

humanitaires portant secours aux victimes de la guerre. Une quarantaine d'artistes participent en donnant des œuvres (Yann Annicchiario, Christian Aschman, Tessy Bauer, Laurianne Bixhain, Justine Blau, Mike Bourscheid, Serge Ecker, Rozafa Elshan, Michel Feinen, Martine Feipel & Jean Bechameil, Robert Frankle, Patrick Galbats, Marco Godinho, Anne-Marie Herckes, Hisae Ikenaga, Sophie Jung, Lisa Kohl, Boris Loder, Catherine Lorent, Filip Markiewicz, Lidia Markiewicz, Karolina Markiewicz & Pascal Piron, Carole Melchior, Max Mertens, Franck Miltgen, Suzan Noesen, Claudia Passeri, Gilles Pegel, Armand Quetsch, Mary-Audrey Ramirez, Daniel Reuter, Letizia Romanini, Eric Schumacher, Bert Theis, Vince Tillotson, Nina Tomàs, Charles Wennig).

Le festival CinEast propose quant à lui la projection caritative du film documentaire *The Earth Is Blue As An Orange* (Prix documentaire au festival du film de Sundance 2020) de la réalisatrice ukrainienne Iryna Tsilyk, le 31 mars à 19h au Kinopolis Kirchberg. Là aussi, cent pour cent des recettes, des billets (et des dons) seront reversés à l'Ukraine asbl et utilisés pour acheter des produits médicaux destinés à ceux qui en ont besoin en Ukraine. Le documentaire de 2020 se passe dans la zone de guerre du Donbass où Anna et ses enfants réalisent un film inspiré de leur propre vie en temps de guerre. Le processus de création soulève la question du pouvoir du cinéma en temps de catastrophe. Pour Anna et les enfants, transformer un traumatisme en œuvre d'art est le moyen ultime de rester humain. [fc](#)

ART MODERNE ET CONTEMPORAIN

Sublime sculpture écorchée

Lucien Kayser

Frank Stella, dans tous ses états, peintures, sculptures, chez Ceysson & Bénétière, au Wandhaff

À priori, depuis le milieu des années 70, son abandon de la peinture à bandes, ressenti par beaucoup comme une trahison, faut-il laisser la formule quasi incantatoire de Frank Stella, réduisant notre regard à ce qu'il voit. Quand même, en l'occurrence ce serait bien dommage de ne pas se faire le plaisir de la reprendre, oui, *what you see is what you see*, un véritable éblouissement, une explosion de formes et de couleurs. Et son exposition dans l'immense espace de la galerie Ceysson-Bénétière au Wandhaff (jusqu'au 7 mai) nous fait justement et fortement voir un déploiement de musée, de la production d'un artiste, à l'âge de 85 ans, d'une vitalité, d'une inventivité bouillantes.

Frank Stella s'est voulu toujours, s'est dit avant tout peintre, mentionnant ses points de repère que sont Le Caravage ou Velasquez, le baroque italien ou espagnol. Nous sommes loin alors du minimalisme, du *hard edge*, mais tellement près de l'exposition actuelle. Et ce peintre a beau s'étendre en trois dimensions, il le reste jusque dans les rendus informatiques des formes les plus complexes, dans le processus de prototypage rapide (RPT), ses arrangements de plastiques et de métaux ; et de notre côté, il reste par conséquent une expérience visuelle

Ne nous interdisons pas un rapprochement avec la peinture, au long de l'histoire, de Rembrandt à Soutine et Bacon

riche et séduisante dans l'éclat des couleurs vives. Ainsi, dans la série des sculptures aujourd'hui centrale, des œuvres réalisées il y a à peine deux ans : *Salmon rivers of the Maritime Provinces*.

Ne nous interdisons pas un autre rapprochement avec des peintures, au long de l'histoire. De Rembrandt à Soutine et Bacon, ces bœufs écorchés, suspendus des fois à des crocs de boucherie, les flancs ouverts, os et entrailles pour *memento mori*. Francis Bacon, lui, n'a pas hésité à mettre un vieux pape (Innocent X) entre les parties de la carcasse de l'animal, *Figure with meat*, de 1954, dans un espace cerné qui lui est coutumier. Les sculptures de Frank Stella ont de même leur propre présentoir, elles se trouvent suspendues à leur tour, prises entre des lignes métalliques qui fonctionnent à la façon d'un encadrement. Elles flottent pour ainsi dire, leurs lignes mouvantes, leurs assemblages bosselés, cabossés, en gagnent encore en énergie et en fougue. Toute velléité illustrative ou narrative a toujours été étrangère à Frank Stella. Seulement, la référence ici existe bel et bien : le Québec, la Gaspésie, leurs lacs et cours d'eau poissonneux.

Les titres désignent ou évoquent tels lieux-dits, aux noms comme sortis d'une chanson des Leclerc, Charlebois ou Vigneault : *The Restigouche*, *The Miramichi*, *The Kadjwick*... De là à s'imaginer devant des passages fugaces de saumons, de leur exposition à l'étal (vertical) d'un poissonnier, on n'ira pas jusque-là. Ce qui se trouve écorché ici, plus que des poissons, ou leurs trophées, c'est la sculpture elle-même, fragmentée, recomposée, déconstruite, réinventée, collage en trois dimensions. Et on ne se lasse pas d'en fouiller les viscères, de faire passer l'œil sur une polychromie lisse et brillante, avant qu'il ne se heurte à d'incessants froissements, d'inextricables plis et entrelacs.

On retrouve pareil baroquisme, plus ou moins exagéré peut-être, réduit au plan, dans les œuvres sur

papier autour, en gros des impressions lithographiques colorisées à la main et collées. Elles sont plus anciennes, datent des années quatre-vingt, et je m'attarderai particulièrement à une peinture acrylique, de 1985 justement, illustration pour El Lissitzky, pour son parfait ordre dans son désordre attrayant. Tel est encore le cas pour une huile, antérieure d'une année, *Il Dimezzato*, et retour à plus d'exubérance, une expansivité formelle quasi insondable, avec la plus grande pièce de l'exposition, *Karpathenburg II*, près de trois mètres sur cinq, qui date de 1996.

Le lecteur l'aura constaté, il est d'un côté les *Salmon rivers*, de l'autre une visite attentive permettra de suivre Frank Stella, toujours, il est vrai, dans une continuité certaine, au long de quelque trente à quarante années d'un travail toujours repris, toujours renouvelé. Dira-t-on que là-dessus brille la monumentale étoile qui occupe majestueusement (dans sa légèreté) le fond de l'espace de la galerie : *Monel Star*, dont le nom renvoie à un nouveau métal, alliage de nickel et de cuivre. Autre preuve, matérielle, de la constante volonté

de l'artiste du changement, de lui faire face. La conclusion laissera Frank Stella, elle signalera, après avoir vivement encouragé à la visite de l'exposition de l'artiste américain, un parfait contrepoint, pour un peu il pourrait être question de contrepoison à pareille profusion, pareil débordement : le visiteur ira dans une salle voisine, à droite, y trouvera une même qualité muséale, verra des œuvres, de taille non moins grande, mais d'expression minimale, on lui laissera le plaisir d'en découvrir les auteurs. ●



Voyage esthétique, des Provinces maritimes aux Carpates

THEATER

Die Kunst der Freundschaft

Anastasia Chaguidouline



Urkomisch: Das Stück über die bildende Kunst wurde ins Museum verlegt

Vergangenem Mittwoch feierte die Neuinszenierung von Yasmina Rezas Kultstück *Kunst* in der deutschen Übersetzung von Eugen Helmlé ihre Luxemburger Premiere. Bereits am 3. Oktober 2021 wurde das Stück in der Kunsthalle der Sparkasse Leipzig uraufgeführt. Für diese Koproduktion des Théâtre National de Luxembourg und des Schauspiels Leipzig zusammen mit dem Mudam und der Kunsthalle der Sparkasse Leipzig hat Regisseur Frank Hoffmann Kunst in einen selbstreflexiven Kontext gestellt: ins Museum. So brechen die drei seit vielen Jahren befreundeten Serge, Marc und Yvan nachts ins Depot einer Galerie ein, um das weiße Bild, ein Antrios aus den Siebzigerjahren, zu bewundern, das Serge für 200 000 Franken „ergattert“ hat.

Das Publikum befindet sich in dem majestätischen, von I.M. Pei entworfenen Foyer des Mudam. In völliger Dunkelheit und umgeben von Kunstwerken, die teils offen, teils verpackt vor und um die Sitze platziert wurden. Darunter minimalistisch anmutende, an das Werk Frank Stellas erinnernde Linienbilder. Designermöbel. Eine Op-Art-Installation aus Spiegeln. Skulpturen in einem Yves Klein zum Verwechseln ähnlichen Blau. Das Bühnenbild der bekannten deutschen Szenografin Susann Bieling integriert Referenzen an die moderne Kunst. Das weiße Bild, der Mittelpunkt des Stücks, erinnert an Robert Rauschenbergs *White Paintings* (1951), die für manche Kunsthistoriker als das Ende der Malerei gelten.

Ein Theaterstück über die bildende Kunst in ein Museum zu verlegen, mag ein interessanter Zug sein, der die reflexive Eigenschaft der modernen und der zeitgenössischen Kunst betont. Doch trotz Mikrofonen verliert der Ton sich in der Architektur, und es ist fällt schwer, dem Gesprochenen zu folgen. Trotz der akustischen Schwierigkeiten konnten die Darsteller des Schauspiels Leipzig, Christoph Müller als Marc, Denis Petković als Serge und Wenzel Banneyer als Yvan, durch ihr glaubwürdiges Zusammenspiel und eine urkomische, hemmungslose Darbietung überzeugen.

Wie Eindringlinge treten Serge, ein Arzt und Kunstliebhaber, und der Ingenieur Marc, der sich prinzipiell gegen die zeitgenössische Kunst und Kultur sträubt, in das dunkle Foyer. Serge will seinen Freunden seinen neuerworbenen Antrios präsentieren, der ihn mehr gekostet hat, als der arme Yvan in einem Jahr verdient. Statt auf Begeisterung stößt Serge jedoch auf das Unverständnis, ja die Verachtung seines Freundes Marc, der das 1,20 Meter mal 1,60 Meter große Bild als „weiße Scheiße“ bezeichnet und Serge damit vor dem Snobismus retten will. Die Kappe seines Filzstifts suchend, tritt Yvan hinzu – der einfache, gutmütige Mensch, früher in der Textilindustrie, heute in der Schreibwarenhandlung des Onkels seiner Verlobten tätig, der einfach nur Freund sein will. Anders als Marc, hat Yvan keine eigene Meinung zum weißen Bild. In seinem Bedürfnis nach Harmonie lässt er die Kunst auf sich wirken. Die Diskussion zwischen Serge und Marc mündet schließlich in Handgreiflichkeiten.

Eigentlich ist eine Parallelgeschichte – Yvans Hochzeit, bei der Serge und Marc Trauzeugen sein sollen – der Anlass ihres Zusammentreffens, der durch die Diskussion über Kunst regelrecht in den Hintergrund gerückt wird. In einer ikonoklastischen Geste malen die drei Freunde mit Yvans Filzstift auf das weiße Bild, um ihre Freundschaft zu retten; nur um am Ende festzustellen, dass der Filzstift abwaschbar ist. Das weiße Bild und die Geste bleiben für den Zuschauer immerzu unsichtbar.

„Über sich selbst lachen zu können, ist eine beneidenswerte Gabe“, sagt Yasmina Reza. Die Hauptfrage der Kunst ist somit nicht die offensichtliche, was Kunst ist, sondern was Freundschaft bedeutet und kann ob Kunst über sich selbst zu lachen vermag. Rezas Werk ist eine Selbstreflexion, denn es macht die Frage nach Kunstschaffen und seiner Rezeption zum Hauptthema. Dabei ist Selbstreflexion eine zentrale Eigenschaft der modernen und zeitgenössischen Kunst; die Selbstironie hingegen ist etwas, dem nachgesagt wird, dass es gerade in der Moderne fehlte und erst in der Postmoderne zum Vorschein kam. Doch es gibt einen Unterschied zwischen herablassendem Gelächter und einem ehrlichen Lachen, deshalb können Serge und Yvan gemeinsam über Serges Kauf lachen, ganz zum Ärgernis von Marc. Wieso aber ist Marc so verbittert? Ist es Neid über die Freude und den finanziellen Wohlstand seines Freundes? Ist es die Angst, seinen Freund zu verlieren, nichts mehr mit ihm gemein zu haben? Im Laufe des Abends werden verschiedene Aspekte von Freundschaft und den Erwartungen an eine Freundschaft erörtert: das Besitzergreifende, das Überhebliche, letztendlich die Kontrolle: „Man muss Freunde immer bewachen, sonst entgleiten sie einem.“

Yasmina Reza schrieb *Kunst*, eines ihrer bekanntesten Stücke, im Jahre 1994, nachdem sie bei einem Freund zum Abendessen eingeladen war, der ein weißes Bild für sehr viel Geld gekauft hatte, was sie in Lachen ausbrechen ließ. „Wir sind Freunde geblieben, weil wir lachten.“ Dieses autobiografische Ereignis wurde ihr zur Inspiration. *Kunst* machte sie international bekannt und wurde in mehr als 35 Sprachen übersetzt. Dennoch spaltete das Stück der französischen Autorin, Schriftstellerin und Dramatikerin das Publikum. Die einen hielten ihre Art und Weise, sich über moderne und zeitgenössische Kunst lächerlich zu machen, für zu einfach und ihren Text für nicht nuanciert genug. Andere hingegen feierten die Ehrlichkeit und Schärfe ihres sozialkritischen und humorvollen Werks, welches auch heute noch aktuell bleibt. ●

PEINTURE

Les quatre tempéraments de Marie-Odile Turk-Gaillot

Le jazz avait son NHOP, la peinture, désormais, a son MOTG. Marie-Odile Turk-Gaillot, en passant par sa Lorraine, creuse son chemin de la montagne à la Bretagne, tout en plantant son chevalet... dans son atelier. Car c'est à l'intérieur qu'elle pose sa frêle silhouette pour peindre des extérieurs, des paysages qui ne sont pas des pays sages, mais des natures, non pas mortes, mais fortes, fortes d'une expression qui fait écho à celle des expressionnistes allemands. Cette peinture, en effet, jette un pont vers les artistes de la « Brücke » et du « blaue Reiter », qui œuvraient à une époque gravide de la Grande Boucherie. Est-ce un hasard alors si certaines toiles crient littéralement le bleu et le jaune, ces couleurs primaires qui, aujourd'hui, sont celles d'un pays meurtri ? La plupart des œuvres exposées datant d'il y a un ou deux ans, disons que c'est pour le moins prémonitoire. Il y a de la violence dans ces tableaux, comme ce gros pavé rouge sur une plage qu'on devine de mais 68 et que vous vous attendez à recevoir en pleine poire. Oui, l'art de MOTG n'est pas de l'art brut, mais de l'art brutal, brut de décoffrage, dont les couleurs sont primaires sans être criardes et dont les formes font référence au monde minéral.

Des cimes enneigées et glacées aux cimaies des galeries, c'est un hymne aux quatre éléments, omniprésents dans ses toiles. Ces éléments correspondent, on le sait depuis Hippocrate et Aristote, aux quatre tempéraments. La terre, l'eau et l'air sont au bout de sa palette qu'on entend dialoguer avec Bachelard qui, bien plus poète que philosophe, ne savait comme nul autre rêver au bord de l'eau lymphatique, songer en prenant l'air sanguin, psychanalyser le feu colérique et traquer la volonté de la terre mélancolique. « Le pays natal est moins une étendue qu'une matière », écrit-il, et notre peintre lui répond à travers ses toiles *ubi bene, ibi patria*. Car elle est chez elle à Metz comme à Merl, en Bretagne surtout et aussi dans les Alpes et ses toiles sont, l'anecdote et le pittoresque en moins, autant de cartes postales des paysages qui sont devenus, nous l'avons dit, des intérieurs, son intérieur. Et elle brouille les pistes : la terre de la montagne devient l'eau du glacier, l'écume de la mer (rappelle la neige des sommets alpins et les nuages du ciel sont autant de moutons qui se prennent pour des vagues. Et si le pinceau rechigne aujourd'hui à représenter le végétal et

l'animal, voire l'humain, ces frontières finissent par se dissoudre dans l'huile de la peinture. Et nous nous surprenons à traquer l'âme dans l'inanimé, apercevant là un félin qui surgit, tel le léviathan, des flots, ici une silhouette qui traîne son spleen, les bras raclant la terre.

Des cimes enneigées aux cimaies des galeries, c'est un hymne aux quatre éléments, omniprésents dans les toiles

La Gaillot, comme on dit la Callas ou la Kahlo, a fait du chemin depuis ses premières expositions qui célébraient les arbres et les nus : les baigneuses d'Avignon, par le truchement de notre Gorgone, se sont métamorphosées en rochers qui sont autant de têtes de nageurs qui tracent leurs longueurs dans les couloirs de Pont-Aven et de Crozon. À moins que nous ne soyons victimes, comme l'enfant du Roi des Aulnes, d'une hallucination qui fait de nous la proie de l'ombre. Mais n'est-ce pas le propre de l'art de plonger le spectateur dans l'inquiétante étrangeté d'un monde qui dérange et se dérobe ? Mais l'art de MOTG jamais ne désole ; il console, comme le prônait Schopenhauer, dans la joie de l'explosion des couleurs primaires qui font retour à la primitivité de l'*origine* du monde, c'est-à-dire l'eau de la mer. Qui ne demande qu'à s'unir au feu, ce quatrième élément que nous allons (peut-être) retrouver lors d'une prochaine exposition de l'artiste. ● Paul Rauchs

L'exposition est à voir jusqu'au 30 avril chez Fellner Contemporary, 2a, rue Wiltheim à Luxembourg



Vue de l'exposition

Am Wendepunkt

Interview: Claire Schmartz

Die Schriftstellerin Nora Wagener über ihr neuestes Buch, die Verlagsbranche in Luxemburg und ihren Weg in die Literatur



Ein Kosmos für sich: Autorin Nora Wagener

d'Land: Nora Wagener, was haben Sie verpasst?

Nora Wagener: Das ist eine schwierige und auch eine sehr persönliche Frage.

Und der Titel Ihres neuen Buchs, Was habe ich verpasst. Wie kam es zu diesem Thema?

Der Titel ist ein Zitat aus der vorletzten Geschichte. Der Arbeitstitel lautete noch anders. Doch beim Schreiben, als sich die Geschichten allmählich sammelten, wurde mir klar, dass dieser Satz sie ziemlich treffend beschreibt. Die Figuren befinden sich alle an einem Punkt, an dem ihnen etwas bewusst wird, das sie verändern wollen. Manchmal wissen sie auch nicht, wie sie etwas verändern können oder ob sich überhaupt etwas an ihren Umständen verändern lässt. Daher passt diese Frage „Was habe ich verpasst?“ sehr gut zu ihrer Gedankenwelt und den Lebensumständen, in denen sie sich in diesem Moment befinden.

Beim Lesen fällt auf, dass es oft um einen innerlichen Prozess geht, eine Reflektion, auf die meistens noch keine Handlung folgt. Was passiert, nachdem man sich diese Frage gestellt hat?

Das fällt ganz unterschiedlich aus. Bei einigen wird sich nie etwas verändern, aber immerhin stellen sie sich diese Frage. Bei anderen wird sich vielleicht etwas radikal verändern. Und bei weiteren Figuren wird es noch lange dauern, bis sie herausgefunden haben, welchen Weg sie einschlagen wollen. Letzteres trifft vermutlich auf die meisten Figuren in diesem Buch zu. Sie sind noch nicht auf die richtige Bahn gekommen, von der aus sie sich neu orientieren könnten.

Warum haben Sie sich in diesem Buch erneut Kurzgeschichten zugewandt und nicht der Romanform, wie in Ihrem letzten Buch, Alle meine Freunde (Éditions Guy Binsfeld 2020)?

Ich bin ein großer Fan von Kurzgeschichten. Ich mag sie als Leserin und auch als Schriftstellerin. In einem Roman bleibt man lange bei einer oder auch mehreren Figuren. Die Kurzform hingegen ermöglicht, nur einen kleinen Ausschnitt aus einem Leben zu zeigen. Das hält die Neugierde aufrecht und ist für mich als Schriftstellerin spannender. Es ist eine Herausforderung, in dieser sehr kurzen Form verschiedene Perspektiven einzunehmen und pointiert darzustellen. Gleichzeitig spielen die Geschichten in einem gemeinsamen Kosmos. Jede Hauptfigur kommt auch in einer anderen Geschichte vor, als Rand- oder Nebenfigur. Das ist nicht so explizit, dass es direkt auffällt, weil die Figuren zum Teil auch ohne Namen wieder auftauchen. Aber diese Geschichten und Figuren zu einem Roman zu verbinden, wäre zu gekünstelt gewesen.

Wie sind Sie zum Schreiben gekommen?

Das ist eine lange Geschichte. Ich habe quasi schon als Kind angefangen. Meine erste Texte waren Gebete, auch beeinflusst durch die Erstkommunion, alles sehr religiös. Die Religiosität hat sich später aufgelöst, aber ich habe weiter geschrieben. Wenn mir in der Schule langweilig war, habe ich Miniaturen verfasst, und das irgendwann zuhause als Hobby weitergeführt. Als ich mir dann die Frage gestellt habe, was ich studieren will, bin ich durch Zufall auf zwei Studiengänge für Literarisches Schreiben gestoßen. Damit war meine Entscheidung gefallen, ich habe mich beworben und wurde glücklicherweise angenommen. Gegen Ende des Studiums habe ich mein erstes Buch veröffentlicht. Das ist jetzt über zehn Jahre her. Heute schreibe ich hauptberuflich, was natürlich nicht ohne eine gewisse Unterstützung durch das Kulturministerium gehen würde. Ich habe den „statut d'artiste“, was mir finanziell den Rücken stärkt. Als Schriftstellerin hat man ja sehr unregelmäßige Einkünfte.

Sie sind auch Mitglied bei A:LL. Schriftsteller*innen, dem 2020 gegründeten Schriftsteller*innenverband. Was bedeutet das für Sie?

Für mich ist es sowohl ein Zeichen nach innen als auch nach außen. Wir sehen uns als eine Zunft mit gemeinsamen Zielen. Wir sind nicht nur Idealisten, die eigenbrötlerisch vor ihren Computern sitzen. Es ist wichtig, dass wir auch gemeinsam für unsere Ziele eintreten und für sie kämpfen. In Luxemburg werden gewisse Standards der Verlagspraxis nicht eingehalten. Mit A:LL können wir geschlossen Vorschläge unterbreiten und tatsächlich etwas verändern, insbesondere zum Beispiel die Konditionen und die Kommunikation nach außen.

Sie veröffentlichen vor allem in Luxemburg?

Meine erste Veröffentlichung ist in Luxemburg erschienen, die zweite in Deutschland beim Conte Verlag. Danach habe ich wieder in Luxemburg veröffentlicht. Doch das ist schwierig, allein wegen der Verkaufszahlen und der Vertriebswege. Luxemburg ist einigermaßen abgeschieden von den anderen Buchmärkten, was sich auf die Verkaufszahlen niederschlägt. Lesungen werden nicht besonders gut bezahlt. Es bleibt noch viel zu tun.

Welche Auswirkungen hat die Absage der Leipziger Buchmesse auf Sie als junge Autorin, die bei dieser Gelegenheit ihr neues Werk einem größeren deutschsprachigen Publikum hätte vorstellen können?

Ich habe die Nachricht ziemlich gefasst aufgenommen. Ich bin mir bewusst, dass wir angesichts der Pandemie noch lange nicht in trockenen Tüchern sind. Zurzeit ist man immer darauf vorbereitet, dass Veranstaltungen ausfallen können. Natürlich ist es auch schade. Meine Vorfreude auf ein Event dieser

«Es ist eine Herausforderung, in dieser sehr kurzen Form Perspektiven pointiert darzustellen.»

Größenordnung, bei dem Literatur und Bücher im Vordergrund stehen, war groß. Die Autoren und die ganze Branche hätten aufatmen können – das fehlt jetzt einfach. In den letzten zwei Jahren habe ich zwei Bücher veröffentlicht, aber ich hatte noch nie so wenig Lesungen. Das ist unglaublich schade, weil man mit Lesungen oft ein neues Publikum erreicht. Wenn das Buch nicht „draußen“ ist, wenn es nicht besprochen oder beworben wird, dann geht es einfach unter. Und für etwas, an dem man selber und auch andere so lange gearbeitet hat, ist das fatal.

Sie sind dieses Jahr im Herbst zu Gast im Literarischen Colloquium in Berlin (LCB), wo Sie 2015 schon einmal waren. Was sind Ihre Pläne für die geplante Schreibresidenz?

Ich plane, zehn Wochen in Berlin zu verbringen. Ich werde an einem Projekt arbeiten, das ich vor Kurzem begonnen habe. Ein neues Buch mit Kurzgeschichten. Ich kann im LCB sehr gut arbeiten. Ich freue mich auch schon darauf, die Veranstaltungen dort zu besuchen, die Haus-Lesungen, und mich mit den anderen Stipendiaten auszutauschen. 2015 habe ich fast alle Veranstaltungen besucht, die während meiner Residenz stattgefunden haben. Das war unglaublich bereichernd.

Kann man sich bis dahin auf Veranstaltungen mit Ihnen in Luxemburg freuen?

Ab dem 31. März kann man im Servais-Haus die Ausstellung „Imaginer Servais – Preisgekrönte Literatur erleben“ besuchen, bei der die bisherigen Preisträger des Prix Servais vorgestellt werden – der Literaturpreis feiert dieses Jahr sein 30. Jubiläum. Mein Kurzgeschichtenband Larven, für den ich 2017 ausgezeichnet wurde, ist Teil dieser Ausstellung. Und für alle, deren Interesse an meinem neuen Buch geweckt wurde: Am 10. Mai stelle ich *Was habe ich verpasst* in einer Lesung mit Joseph Kayser in der Bibliothek in Ettelbrück vor. ●

Nora Wagener: *Was habe ich verpasst?* Kurzgeschichten. Éditions Guy Binsfeld 2021. 144 S. 22,00 €



charl vinz

Zusammen Wachsen

Martin Ebner

Design für eine grünere Welt: Gestalter wollen die Pflanzenblindheit überwinden

Vegetarier oder gar Veganer – reicht das nicht mehr, um ein guter Mensch zu sein? „Wir sollten selbst Pflanzen werden und die Lebensweise von Pflanzen übernehmen“, finden Laura Drouet und Olivier Lacrouts. Die Design-Forscher des nomadischen Studios d-o-t-s wollen die Flora nicht mehr „nur als Material oder dekoratives Element betrachten“. Mit einem *Manifest für Pflanzen-zentriertes Design* fordern sie, Blumen und Ranken als eigenständige Lebewesen zu würdigen.

Für die Kulturhauptstadt Esch2022 haben die beiden Freunde der Botanik im Herbst in den aufgegebenen Zolwer-Treibhäusern in Sanem eine Ausstellung zur Geschichte des Gewächshauses und der Schnittblumenindustrie eingerichtet: das Gewächshaus als „Emanzipationsraum“, aber auch als „Instrument der Aneignung und Kolonisierung“.

Größer ist die Wanderausstellung *Pflanzenfieber*, die Drouet und Lacrouts für das belgische Design-Museum CID gestaltet haben. In diesem Frühjahr macht die Schau Halt im Museum für Gestaltung in Zürich, anschließend wird sie nach Dresden ziehen. Sie präsentiert rund 50 Projekte von Künstlern und Tüflern aus mehr als 20 Ländern: Design und Mode, Architektur, neue Technologien und futuristische Utopien. Gegliedert ist die Ausstellung in die drei Teile „Pflanzen als Ressource“, „Pflanzen als Haustiere“ und „Pflanzen als Verbündete“.

Die erhoffte „neue Beziehung“ zum Grünzeug scheint allerdings nicht so einfach zu sein. Meist laufen die Ideen doch wieder darauf hinaus, die



Kleid aus Ananasblättern (Liselore Frowijn)

Pflanzenwelt für menschliche Zwecke auszu-beuten. Etwa indem bislang ungenutzte Abfälle verwertet werden: Kleider aus Ananasblättern, Schuhe aus Hanf, Lampen aus Häutchen von Kaffeebohnen, Hocker aus Kiefernnadeln oder kompostierbare Vasen aus Blumenresten. Kaum selbstlos motiviert sind auch aufblasbare Gewächshäuser, Do-It-Yourself-Bausätze für Hydrokultur oder Anpflanzungen, die Metalle aus belasteten Böden ziehen.

Manche Designer lassen Pflanzen gleich die ganze Arbeit machen: In London zwingt Carole Collet Kürbisse in vorgegebene Formen, und Alice und Gavin Munro lassen Weiden zu Stühlen heranwachsen. In Amsterdam steuert Diana Scherer das Wachstum von Wurzeln: Textilien, die sich selbst weben.

Immerhin wollen mehrere Projekte „den Krieg gegen invasive Pflanzen stoppen“. Das slowenische Kollektiv Trajna hat ein robustes Packpapier aus Japanknöterich entwickelt. Die Wiener Designerin Alexandra Fruhstorfer schlägt vor, lästige Neophyten einfach aufzuessen: „Die Samen des Indischen Springkrauts schmecken nussig, roh oder gebraten. Die wunderschönen süßen Blüten können zu Sirup verarbeitet werden.“

Uneigennützig scheint dagegen die „Sex-Beratung für Pflanzen“ von Pei-Ying Lin: Dem nur noch durch Klonung vermehrten Safranwurz soll

Bestrahlung wieder zu Mutation und einem „Sex-leben“ verhelfen. Für Lilien, die bislang auf Kolibris angewiesen sind, entwickelte die taiwanische Künstlerin kleine Ringe, die eine Bestäubung durch Bienen ermöglichen.

Hilfreich ist auch Harpreet Sareen aus Indien: Er hat einen Roboter auf Rädern gebaut, mit dem Pflanzen ins Licht fahren können. Andere Gestalter entwerfen Blumentöpfe speziell für die Bedürfnisse von bestimmten Gewächsen. Die finnische Künstlerin M Wingren füttert Hauspflanzen lieber mit ihrem eigenem Blut als mit Knochenmehl und getrocknetem Tierblut, wie sonst üblich.

An der Überwindung des Dualismus von Mensch und Natur tüftelt Marie Declerfayt in Eindhoven: „Pflanzliche und menschliche Gewebe teilen mikroskopische Ähnlichkeiten, die eine Hybridisierung als Möglichkeit erscheinen lassen“, ja sogar einen „neuen Posthumanismus auf Pflanzenbasis“. Auf Deutsch: Die Designerin spekuliert über eine Transplantation von Knochen aus Pappelholz in den menschlichen Körper.

Bevor Bio-Cyborgs Wirklichkeit werden, müssen Pflanzen erst einmal besser wahrgenommen werden. Im Laufe der Evolution wurden unsere Augen darauf trainiert, den Bären zu sehen, das Reh, das Eichhörnchen – nicht aber das Grün im Hintergrund. Gegen unsere angeborene „Pflanzenblindheit“ wendet sich im Zürcher Museum für Gestaltung derzeit auch eine zweite, kleinere Ausstellung. Die Mailänder Designer Andrea Trimarchi und Simone Farresin dokumentieren darin die oft unschöne Geschichte und Gegenwart der globalen Holzindustrie.

zenblindheit“ wendet sich im Zürcher Museum für Gestaltung derzeit auch eine zweite, kleinere Ausstellung. Die Mailänder Designer Andrea Trimarchi und Simone Farresin dokumentieren darin die oft unschöne Geschichte und Gegenwart der globalen Holzindustrie.

Beeindruckend, was Bäume und Blumen alles können! Aber auch beunruhigend: Was dürfen sensible Menschen noch essen, wenn der Salat so intelligent ist? Da weiß auch das Manifest für ein Design aus Pflanzensicht keine Antwort. Kleinalt räumt es ein: „Wir können nicht darauf verzichten, Pflanzen zu nutzen.“ Trotzdem sind die Ausstellungsmacher optimistisch: „Das veraltete Denken zu hinterfragen, wonach Pflanzen bloß leblose Objekte seien, kann zu respektvolleren Beziehungen zu ihnen und zu anderen nicht-menschlichen Wesen führen.“ ●

Greenhouse Stories in Sanem ist ein Projekt im Rahmen von Esch2022: loop22.lu/projets/histoiresdeserres

In Zürich (Toni-Areal) ist *Plant Fever: Design aus der Pflanzenperspektive* noch bis zum 3. April zu sehen. *Cambio: Baum, Holz, Mensch* noch bis zum 8. Mai: museum-gestaltung.ch. Zum Begleitprogramm gehören ein Buch, ein Online-Journal und Kinderspiele: plantfever.com

Ministère des Finances

Trésorerie de l'État

recrutent :

– Un(e) expert(e) en affaires juridiques ;

– Un(e) expert(e) en gestion de trésorerie.

Pour toute information sur le poste, le profil requis des candidats, les conditions d'admission et les modalités de candidature, veuillez consulter le site <https://govjobs.public.lu>.

possession de l'autorisation d'exercer ;
– Vous maîtrisez parfaitement à l'oral et à l'écrit les 3 langues administratives pour le groupe de traitement A2.

Les candidats (m/f) désirant poser leur candidature pour le poste vacant sont priés de consulter le site www.govjobs.lu sous la rubrique « postes vacants » afin d'avoir plus de renseignements sur les missions et les requis du poste vacant ainsi que pour s'informer sur la procédure à suivre.

Date limite de candidature :
1^{er} avril 2022

vides dans dalle ou voile béton ;
– 3 TGBT, 38 TS, installations KNX ;
– 1 650 luminaires et 6 batteries centralisées ;
– Un réseau IT par bâtiment ;
– 6 centrales et 416 détecteurs incendie ;
– Systèmes de vidéo parlophone, intrusion et de contrôle d'accès ;
– L'ensemble du cheminement et du câblage.

La durée des travaux est de 350 jours ouvrables, à débuter en juillet 2022. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Section II : Objet du marché

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu). La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
24.03.2022

La version intégrale de l'avis n° 2200622 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 28.04.2022
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux d'installations d'ascenseurs à exécuter dans l'intérêt des infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange
– Logements MEP2 – Site Batty Weber

Description succincte du marché :
– Fourniture et pose de 4 ascenseurs 630 kg à mettre en place dans 4 bâtiments différents ;
– Fourniture et pose d'un monte-poubelle 600 kg hydraulique à Baldaquin.
La durée des travaux est de 120 jours ouvrables, à débuter en juillet 2022. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Section II : Objet du marché

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu). La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
24.03.2022

La version intégrale de l'avis n° 2200621 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 26.04.2022
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux d'installations électriques à exécuter dans l'intérêt du Lycée technique pour professions de santé et hall des sports Logopédie à Strassen – phase 2 : lycée.

Description succincte du marché :
– 1 TGBT, 25 T.P. et 80 T.S. ;
– 4 950 m de chemins à câbles tous types ;
– +/- 4 000 luminaires tous types ;
– +/- 1 500 prises de courant et l'ensemble du câblage ;
– 7 BMZ ainsi que l'ensemble de la détection incendie ;
– 1 infrastructure informatique comportant 8 racks et accessoires ;
– 1 installation d'horloges (+/- 80 pièces) et autres carillons (+/- 64 pièces) ;

– 1 installation de scores pour la salle de sports ;
– 1 installation de contrôle d'accès et 1 installation intrusion ;
– 1 ensemble de tableaux de désenfumage ;
– 1 ensemble d'outils de simulations et formations à la santé ;
– 1 GTC propre aux installations électriques et 1 réseau KNX pour l'ensemble du bâtiment.

La durée des travaux est de 295 jours ouvrables, à débuter le troisième trimestre 2022.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu). La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
21.03.2022

La version intégrale de l'avis n° 2200612 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

d'Letzebuurger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Stephan Kinsch (48 57 57-1; land@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), Luc Laboulle (48 57 57-28; llaboulle@land.lu), Stéphanie Majerus (48 57 57 35; smajerus@land.lu), Sarah Pepin (48 57 57 36; spepin@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg Courrier Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Letzebuurger Land **Instagram** letzebuurger_land **Impression offset** Mediahuis Luxembourg S.A. **Prix par numéro** 4,50 € **Abonnement annuel** 160,00 € **Abonnement étudiant/e** 85,00 € **Comptes en banque** CCPLULL: IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL: IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLULL: IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEULL: IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL: IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXULL: IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

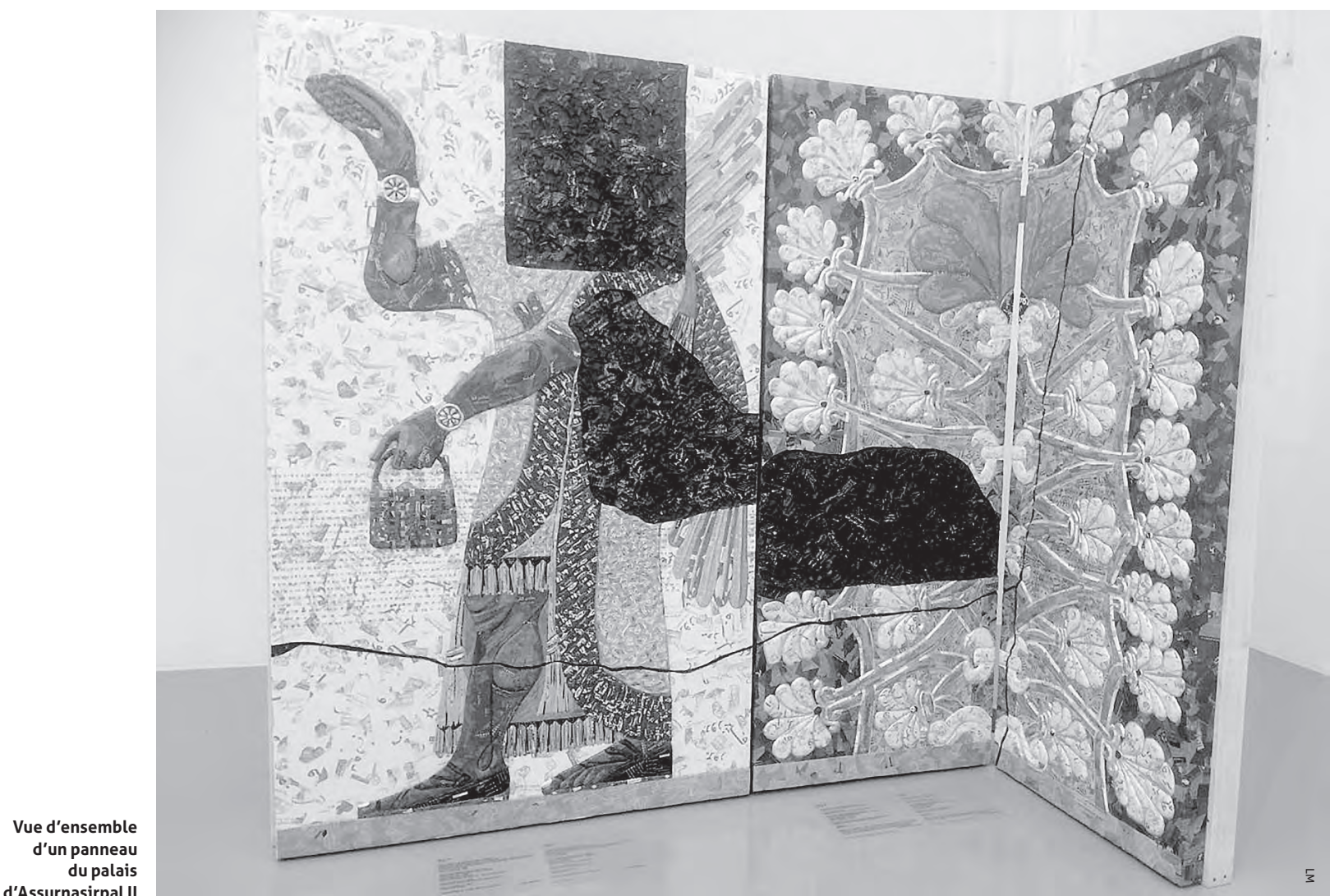
www.land.lu

Michael Rakowitz, la collection infinie

Loïc Millot

Juché sur les hauteurs de Metz, le Fonds Régional d'Art Contemporain (Frac) de Lorraine accueille *Réapparitions*, la première exposition monographique consacrée à Michael Rakowitz en France. Né en 1973 dans l'État de New York, l'artiste américain est issu d'une famille juive de Bagdad qui fut contrainte de s'exiler en 1946, cinq années après le massacre du Farhoud perpétré contre les juifs du royaume irakien. Une fois arrivé aux États-Unis, le grand-père de l'artiste s'installe à New York où il fonde une entreprise d'import-export. Bien plus tard, en 2004, Michael Rakowitz décide de reprendre le business familial, puis ouvre, deux ans plus tard, une vitrine éphémère dans le quartier arabe de Brooklyn afin de promouvoir la production de la datte, dont l'Irak fut le premier exportateur au monde avant que le nombre de ses palmiers se réduise considérablement avec les guerres contre l'Iran puis les États-Unis. Un rêve anime alors Michael Rakowitz : celui d'importer cette production typique de son pays d'origine et de faire découvrir ce savoureux fruit aux habitants du coin. Il conçoit même l'emballage, orné de quelques images emblématiques de l'histoire du pays, comme la Porte dédiée à la déesse Ishtar, ou encore le Lion de Babylone, véritable symbole national. Après une première tentative infructueuse en raison de la régulation des sorties de marchandises aux frontières, une seconde parvient à son terme... Les dattes finissent par arriver à la boutique de Michael Rakowitz, où les clients se précipitent pour les déguster. Cette entreprise commerciale un peu folle et assurément solidaire, nous la connaissons grâce à ce petit film particulièrement émouvant que constitue *Return* (2004) qui permet de situer l'œuvre de Rakowitz dans son contexte familial. Le film commence d'ailleurs par ce proverbe : « Une maison avec un dattier ne meurt jamais de faim ». C'est ce choix fort que fait justement l'artiste à partir de la nourriture pour fédérer et réconcilier, plutôt que le pétrole auquel est trop souvent réduit l'Irak.

Dans une salle à côté, ce sont des dizaines de pièces méthodologiquement inventoriées et mises côte à côte qui sont présentées sous vitre. Enveloppées pour la plupart dans du journal, il s'agit de reproductions d'originaux, reconstituées dans l'atelier de Michael Rakowitz à Chicago à partir



Vue d'ensemble d'un panneau du palais d'Assurnasirpal II

des données scientifiques recueillies par l'université de Bagdad. D'où le titre donné à l'exposition, *Réapparitions*, qui résume en même temps tout l'enjeu politique sous-tendant le geste de l'artiste-archiviste : celui de réunir les conditions pour rendre présentes des pièces qui ont été détruites, dérobées ou revendues, lors des pillages survenus en 2003 au Musée national de Bagdad lors de l'occupation américaine du pays. Il fera de même pour les éléments détruits en 2015 sur les sites de Ninive et de Nimrud par Daesch. L'entreprise est

donc gigantesque, infinie, à la mesure des destructions survenues en Irak ces dernières années. Chacune de ces pièces précieuses est accompagnée d'une citation d'un expert scientifique ou d'une institution sensibilisant le visiteur à la perte incommensurable essayée par la population iraquienne. Ainsi de cet énoncé de 1976 issu d'une déclaration de mission publiée dans un catalogue du Musée national de Bagdad : « Les reliques du passé servent de rappels de ce qui a été, et de maillons dans la chaîne de communication qui

relie le passé, le présent et le futur. Une société qui possède des musées nombreux et de qualité a une mémoire historique plus forte qu'une société qui est en dénuée. » Autre échantillon, parmi bien d'autres, de l'historienne de l'art Fiorella Ippoliti Strika : « Les Guerres du Golfe ont eu pour seule retombée positive le renouvellement d'un intérêt international pour la culture mésopotamienne ». Parmi ces montages de citations, quelques-unes dénotent par leur ignorance mêlée de cynisme. Comme celle de Donald Rumsfeld, lorsque celui-

ci officiait comme secrétaire à la Défense entre 2001 et 2006 sous le gouvernement Bush : « Et je ne pense pas que quiconque sur aucune de ces images, ou n'importe quel être humain qui n'est pas libre, ne préférerait pas la liberté, et il vous faut reconnaître que passer par une période de transition comme celle-ci et l'accepter fait partie du prix à payer pour passer d'un régime oppressif à la liberté. » Rappelons, au passage, que Rumsfeld fut l'un des chantres du programme de torture appliqué en Irak.

Bien des choses sont à admirer dans les pièces suivantes, à commencer par ces magnifiques panneaux monumentaux qui ornaient autrefois les murs du palais construit par le roi assyrien Assurnasirpal II (883-859 av. J-C) à Nimroud. Là encore, puisque ce site a été depuis détruit par Daesch, il s'agit de reconstitutions, documentées par des citations et des informations liées à leur contexte de fabrication et de destruction. Dans cette même salle, deux lettres de l'artiste sont présentées pour faire état du processus de justice réparatrice qu'il a initié, notamment pour faire reconnaître la propriété diasporique d'une de ses œuvres, et assumer le fait qu'elle ne soit jamais totalement chez elle à un endroit seul.

Enfin, une seconde vidéo courte et amusante réalisée en stop-motion, intitulée *The Ballad of Special Ops Cody* (2017), permet de pénétrer dans l'enceinte de l'Oriental Institut de l'université de Chicago par l'entremise d'une figurine de GI noir. Ce dernier, également dépossédé de son héritage et de son histoire par l'esclavagisme, finit par rejoindre la vitrine où demeurent des statues votives mésopotamiennes, elles aussi emportées lors de hauts-faits coloniaux menés par des Occidentaux. Joignant la mémoire familiale à l'héritage dévasté d'un pays, c'est l'histoire même de la constitution des musées, ces hauts-lieux culturels fondés sur la guerre et ses spoliations, qu'interpelle avec délicatesse Michael Rakowitz. ●

Michael Rakowitz, *Réapparitions*, 49 Nord 6 Est-FRAC Lorraine, jusqu'au 12 juin

BANDE DESSINÉE

Conflit de canards

Pablo Chimienti

Grand Angle vient de publier le dernier album du regretté Patrice Ordas. Une bande dessinée sur l'importance de la presse qui tombe à point, mais qui malheureusement tombe aussi à plat

Patrice Ordas nous a quitté en 2019, mais le temps long du milieu de l'édition, et probablement du Covid-19, ont retardé la sortie de son dernier album à mois de mars 2022. Ordas est le scénariste – ou co-scénariste avec Patrick Cothias – de plusieurs grandes séries historiques : *L'Ambulance 13*, *L'Œil des Dobermans*, *Le Fils de l'officier*, *La Rafale*, *Nous*, *Anastacia R.*, *La Vénitienne*, *La Nuit de l'empereur*... Si pour sa dernière série la scénariste change de partenaire de jeu – c'est Philippe Tarral qui signe ici le dessin et la couleur –, il ne change pas de registre. Comme le titre l'indique, *Le Journal – Les premiers mots d'une nation*, remonte une nouvelle fois le temps. Cette fois pour plonger en Virginie, aux États-Unis en 1781, en pleine guerre d'Indépendance.

Là, le 15 octobre pour l'exactitude, « dans une tranchée bordée de gabions, à moins de cent mètres de la redoute hérissée de grenadiers hessois du général Cornwallis », à Yorktown, un jeune soldat volontaire de l'armée des Treize colonies fait fi de la boue et de la pluie pour témoigner, par écrit, de ce qu'il est en train de vivre. Le stylo est de fortune et le papier difficile à trouver, mais Nathan Prius se fait un devoir de témoigner de la manière la plus objective possible. « Les hommes sucent des cailloux pour tromper la soif. Les pieds de Simon Bauheim commencent à pourrir à cause de la boue. Bannister a réparé sa carabine. Il assure qu'elle tirera bien les six cartouches que le caporal Burnett nous a distribués ». Ni belles formules, ni grandes envolées, mais des comptes rendus à la précision journalistique. Normal, si le jeune homme tient autant à témoigner de ce qu'il vit dans les tranchées et sur les champs de bataille, c'est que ses écrits sont ensuite envoyés à Richmond et publiés par son patron dans son journal, le *Richmond News*. « Ça raconte la vie des minutemen » explique simplement le soldat au

Marquis de La Fayette qui passe par là un peu par hasard et qui deviendra, à partir de ce jour, son obligé.

Tout semble sourire Nathan Prius. Le *Liberty Sentinel*, nom qu'il a donné à son journal, est lu et apprécié. Tout lui prédit un brillant avenir dans l'armée, la presse et pourquoi pas la politique. Il a du bagou, il sait écrire et rentre chez lui avec les

honneurs. Seul ombre au tableau, son patron, Georges Ellis : Il est non seulement loyaliste, mais surtout un homme sans scrupules. Voulant s'attribuer la paternité des textes du *Liberty Sentinel*, il n'hésitera pas à porter plainte contre son employé en inventant une prétendue agression physique.

Le début d'une inimitié entre éditeurs de journaux qui aurait pu donner une belle saga façon *Maîtres de l'orge*, avec ce qu'il faut de cachotteries de trahisons, de vols, de meurtres... sur plusieurs générations. Mais là où l'histoire des Steenfort s'étirait sur sept générations et huit albums, celle de Nathan Prius et Georges Ellis n'aura finalement droit qu'à un seul volume de 56 pages. Bien que l'histoire ait du potentiel et que le dessin réaliste et précis de Tarral soit très agréable à regarder, le récit de ce *Journal – Les premiers mots d'une nation* s'en trouve devenir obscur, voire impénétrable pour le lecteur. Les longues ellipses tantôt sans didascalies tantôt avec des récitatifs presque infantilisants – « Richmond, 1814. Une vingtaine d'années ont passé. Nathan, désormais âgé, Saskia à son bras, descend l'avenue principale... » – passent mal. Les retournements de situation sont brusques, au point qu'on doit régulièrement relire une scène pour en comprendre le sens, et la précision historique voulue par le scénariste, finit d'embrouiller le lecteur non spécialiste de la période.

Et puis, et surtout, le compte n'y est pas. Le sous-titre de l'album, *Les premiers mots d'une nation* donne à penser que l'ouvrage racontera la naissance des États-Unis à travers ces deux journaux qui s'opposent. L'idée semble bonne, mais rien ne dépasse l'opposition entre les deux personnages. Bien peu nous est finalement raconté de cette guerre d'Indépendance, du périple de La Fayette – du coup que vient-il faire ici ? –, des États-Unis des présidences Washington, etc. On le regrette.

Le début d'une inimitié entre éditeurs de journaux aurait pu donner une belle saga, avec trahisons, vols et cachotteries... mais le compte n'y est pas

Dans le communiqué de presse accompagnant l'album, Hervé Richez, le directeur du label Grand Angle explique que ce récit devait être celui « d'une grande épopée », qu'Ordas « avait tout imaginé (...) une famille, les Prius, dont il adressé l'arbre généalogique de 1765 à nos jours, donnant à chacun de ses membres une dimension et un rôle dans l'essor de ce qui deviendra peu à peu un groupe de presse ». Ce récit-là, à l'heure des fake news et de la désinformation éhontée, on a clairement envie de le découvrir, mais avec *Journal*, ce n'est malheureusement pas ce qu'on a entre les mains. ●

Le Journal - Les premiers mots d'une nation de Ordas et Tarral. Grand Angle



D'aventure en aventure

Salomé Jeko

Comme dans l'histoire du verre à moitié vide ou à moitié plein ; mars 2020 a pu être considéré par certains comme le début de la fin ou comme l'opportunité de réinventer le quotidien. Myriam et David font partie de cette deuxième catégorie. Ce couple de trentenaires a en effet profité du confinement pour réfléchir au lendemain et donner vie à une envie de toujours, celle de voyager loin et longtemps. « On ne voulait pas faire de grandes vacances. Partir trois semaines quelque part, ce n'est pas une vraie immersion. Nous voulions vraiment quitter le pays et découvrir d'autres cultures ». Les amoureux, ensemble depuis trois ans, mettent alors tout en œuvre pour réaliser leur rêve. Première étape : dégager du temps. « Je suis pompier à la Ville de Luxembourg et Myriam est chargée de cours à l'Athénée. Nous avons tous les deux demandé un congé sans solde de deux ans, histoire de conserver nos emplois, mais d'être libre de voyager où bon nous semble », explique David depuis la Turquie, pays où ils se trouvent au moment de l'interview. Deuxième étape : définir leur projet. « Nous aurions pu prendre des avions et voyager en sacs à dos, mais nous n'avions pas envie de quitter un pays en montant à bord d'un avion pour nous retrouver ailleurs quelques heures plus tard, sans avoir rien vu du trajet ». Afin de contempler le paysage et d'observer les cultures au fil de la route, le couple choisit



La voiture de David et Myriam sert aussi de logement

de circuler en voiture. « Nous avons acheté un Land Rover Defender que nous avons baptisé Jacques et qui possède un frigo, des panneaux solaires et une installation de gaz pour cuisiner. Il peut rouler sur tous les terrains, ce qui nous a permis de dormir en pleine nature dans des endroits magnifiques ». Troisième étape : financer le voyage et le planifier. « Pour ça, nous avons vendu notre logement à Schifflange. Nous avons établi un budget pour vivre avec cet argent durant deux ans, mais aujourd'hui, on envisage aussi d'accepter des petits jobs, histoire de nous occuper différemment ».

Le 15 août 2021, le couple quitte le Luxembourg, sous les yeux des amis et de la famille. « Nous avons un peu entraîné, le départ était prévu le 1er, mais on trouvait toujours encore quelque chose à faire sur la voiture. Je pense qu'inconsciemment, on était un peu

stressés et qu'on repoussait le moment ». Depuis, les destinations s'enchaînent : Italie, Croatie, Monténégro, Albanie, Macédoine, Grèce, Turquie, Géorgie, Arménie, Iran... Le monde est devenu leur terrain de jeu. « Nous dormons principalement sur le toit de la voiture, dans un espace de 1m40 sur 2m10. On y met des sacs de couchage et des couvertures, c'est confortable par tous les temps, mais un peu bruyant quand il y a trop de vent. Sinon on dort dans l'habitacle de la voiture, comme cette nuit en Arménie où il faisait -12°C. » De semaine en semaine, le couple découvre des paysages époustouflants – à voir sur leur compte Instagram *@ferweh_avenue* – et vit des aventures humaines inégalables. « Les gens sont tellement gentils et accueillants. Ils s'intéressent à notre périple, veulent apprendre à nous connaître et sont toujours là pour nous aider. Sur les sept semaines passées en Iran, on a été invité dix fois chez l'habitant et on pas-

sait la soirée et la journée suivante à discuter sur le tapis grâce à Google translate ! Leur hospitalité est incroyable et beaucoup nous disaient aussi de rassurer les Européens sur la sécurité et la vie dans leur pays. Les habitants nous confiaient souffrir de ces préjugés et je crois que nous avons nous-mêmes appris à ne plus tant croire les médias ». Au-delà des autochtones, il y a aussi les *backpackers* croisés en chemin – et leurs enfants, dont les dessins ornent les vitres du Defender – avec qui le couple sympathise et fait parfois un bout de chemin. « On a aussi eu des amis du Luxembourg qui nous ont rejoints, et ça fait du bien de revoir des visages familiers et de discuter un peu de ce qui se passe chez nous, au Luxembourg ».

David et Myriam vont prochainement revenir au bercail juste le temps de régler quelques dossiers avant de redécoller pour une nouvelle destination. « Notre objectif était d'atteindre la Mongolie, mais la pandémie nous a forcément compliqué la vie et certains itinéraires ne sont plus possibles. On a décidé de rentrer au Luxembourg le mois prochain et de mettre notre voiture en conteneur pour repartir cette fois en Amérique du Sud. Ce sera l'occasion aussi d'emporter moins de choses : même si nous pensions avoir pris que le strict nécessaire, on s'est rendu compte qu'on n'avait pas besoin de tant d'affaires ». Une leçon de minimalisme à laquelle s'ajoutent d'autres apprentissages. « J'ai été étonné que les gens soient toujours si ouverts et prêts à nous aider. C'est quelque chose dont j'ai envie de m'inspirer et que j'aimerais appliquer. C'est beau cette forme de solidarité spontanée et de camaraderie envers son voisin ou un étranger dans la rue ». Et la camaraderie au sein d'un couple qui passe 24h/24 ensemble, dans une voiture ? La question fait sourire David et Myriam. « On sentent bien 85 pour cent du temps. Le reste, ce sont des disputes liées à certaines situations stressantes. La circulation qui parfois est compliquée, ou les démarches administratives aux frontières. Ça nous a d'ailleurs beaucoup marqué, ces frontières militarisées, protégées, avec des gardes, des barbelés et qui nécessitent des heures de discussion pour pouvoir être franchies. On ne se rend pas compte comme il est simple pour nous de passer d'un pays à un autre. Ni du pouvoir de notre passeport luxembourgeois : tant de gens nous ont raconté qu'il était extrêmement compliqué pour eux de venir en Europe. Nous ne connaissons pas cette privation de liberté de déplacement, nous avons accès à tout ; notre passeport est la clé qui nous ouvre les portes du monde ». ●

Stil

L'ÉVÉNEMENT



Les secrets du goût

Aux gourmets francophones, on ne présente plus François-Régis Gaudry, le pape de l'info culinaire, qui fait un tabac le dimanche matin sur France Inter (photo) avec son émission *On va déguster*, que les amoureux de la popote suivent sans doute avec plus d'assiduité que messe. Avec ses chroniqueurs et ses invités de choix, il épluche tous les sujets touchant de près

ou de loin à la cuisine, sans laisser tomber les vigneron et autres producteurs de bibine. Ce grand amoureux de tout ce qui ravit le palais anime aussi l'émission *Très, très bon sur Paris* Première, contribue au *Guide du Fooding* et décline ses connaissances dans des bouquins encyclopédiques. En attendant que le journaliste culinaire découvre le Luxembourg ou s'y intéresse assez apprendre un jour aux Français que nous avons la « Feierstengszalot », la « Bouneschlupp » et le « Judd mat Gardebounen » qui valent la dégustation, voici que l'Utopia nous offre une rencontre virtuelle avec le fêru de gastronomie sur grand écran. En collaboration avec France Inter, le mardi 5 avril à 20 heures, on pourra suivre, comme dans 154 cinémas en France, sa conférence interactive *Les secrets du goût*, qu'il animera avec le neurobiologiste Gabriel Lépousez (qui nous avait déjà régalié cet été avec la série

d'émission *Saveurs savantes*), la cheffe étoilée Stéphanie Le Quellec et le spécialiste du vin Jérôme Gagnez. Au menu, des expériences gustatives inédites et un « voyage immersif au cœur de nos papilles » pour apprendre à mieux déguster, sous le mot d'ordre « le goût, c'est pas dans l'assiette c'est dans la tête ». GD

L'OBJET

Mug pour l'Ukraine

La solidarité avec les habitants d'une Ukraine frappée par des attaques barbares d'un mégalo-féroce russe fait plaisir à voir, tellement les collectes d'argent et de vêtements se concrétisent aux quatre coins du pays. Il y a aussi celles et ceux qui réalisent des objets pour apporter leur soutien personnel. Comme les

pensionnaires de la Fondation Kräizbiere, qui pensent plus particulièrement aux ukrainiens vivant, comme eux, avec un handicap. Ils ont décidé de fabriquer des tasses pour apporter leur pierre à la libération de l'Ukraine. Toutes fabriquées à la main, elles sont nappées d'un joli émail aux couleurs du drapeau ukrainien, qu'on voit aujourd'hui briller sur de nombreux monuments. Le mélange des couleurs fait tourner le jaune vers un vert adouci, ce qui est plutôt bénéfique à l'esthétique de la tasse, le rendu étant moins agressif qu'une juxtaposition bleu-jaune. Le symbole de la paix est le seul



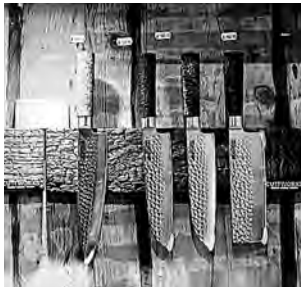
motif décoratif de ce mini mug (photo : GD). Les tasses étant confectionnées à la fondation et à la main, elles sont produites en quantités réduites et vendues au prix de 25 euros pièce, le bénéfice étant entièrement rétrocédé à une association de soutien présente sur place. Il n'est évidemment pas défendu de booster le prix par un don additionnel. Les jolis gobelets sont en vente au siège de la Fondation à Dudelange (*kraizbiere.lu*), ainsi qu'au Wildstuff de Michèle Vallenthini dans l'entrée de l'Alima Bourse. GD

L'ENDROIT

Giftshop Kirsch by Nicole

On se demandait quand le boucher le plus tatoué du pays allait s'établir en ville. C'est

désormais chose faite, au début de la Grand Rue, dans les locaux de l'ancienne boucherie culte Berg-Koenig. Bon plan à noter : Guy Kirsch n'y vend pas que ses viandes et plats préparés à emporter, mais il a installé un coin snack avec une terrasse qui permet de manger sur place des burgers, des mitraillettes, de la soupe, une omelette ou même des spare-ribs. Les clients du resto Bestial à Grass vont, dans un premier temps, devoir renoncer au charmant accueil de l'épouse du boucher, car elle vient d'ouvrir à côté de la boucherie citadine, Giftshop Kirsch by Nicole. On y on trouve tout le matériel noble pour une bonne découpe des viandes ou pour la confection de son barbecue. En matière de haut de gamme en coutellerie, le top est représenté par la marque Cuttworks, dont les manches sont fabriqués en charbon sculpté, avec des lames hyper fines et ciselées



sur des présentoirs en charbon (photo : GD). On trouvera aussi une fondue fonctionnant avec induction, des broyeurs, des presses pour hamburgers, des balances et des planches en bois complètent l'offre. Le gourmand y achètera ses épices spéciales aux noms rock'n roll et l'amoureux de bons pinards repartira avec une bouteille de Primitivo ou de blanc luxembourgeois. Comme idée cadeau, nous recommandons particulièrement le charbon pour barbecue en forme de tête de mort. GD

DéckFrënn
Skif & Dresch

Sech erkale fir de „Fridden“.

EIS BOUSSOLE
STRATÉGIQUE HUIET
HIRE PRÄISS !

Vëlo amplaz Auto fueren fir d'Militariséierung vun der EU.

ECH
VERSTINN
D'PATRONAT !

Den Index manipuléieren fir „eis Wäerter“.

ENG ZWEET
INDEXTRANCHE GËTT
SCHWIEREG !

Mam strategesche Kompass vun der Nato a Richtung Konfrontatioun.